Quatre-vingt-treizième année. — N° 43. Le Numéro : 0,50 NF Dimanche 19 Février 1961.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Textes d'intérêt général | Documents administratifs | DÉBATS | | Documents | | Conseil économique et social |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Assemblée nationale | Sénat | Assemblée nationale | Sénat | Avis et Rapports |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | TROIS MOIS | SIX MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| Métropole et Outre-mer | 18 NF | 35 NF | 65 NF | 40 NF | 9 NF | 22 NF | 16 NF | 30 NF | 30 NF | 8 NF |
| Etranger | 27 NF | 53 NF | 100 NF | 55 NF | 12 NF | 40 NF | 24 NF | 40 NF | 40 NF | 12 NF |

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent le compte rendu intégral des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Les Éditions des DOCUMENTS de l'ASSEMBLÉE NATIONALE et du SÉNAT comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition du CONSEIL ÉCONOMIQUE et SOCIAL comprend les avis et rapports.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 26, Rue Desaix, Paris (15e). — Tél. : FON 51-00

*** Les textes qui, dans le sommaire, sont suivis d'un astérisque seront édités en fascicules spéciaux du format in-8° carré.**

## SOMMAIRE

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*Remise* de lettres de créance (p. 1842).

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

#### PREMIER MINISTRE

*Arrêtés* portant détachement et modifiant les dispositions d'un précédent arrêté (administrateurs et géologues) (p. 1843).

#### MINISTERES D'ETAT

*Arrêtés* du 11 février 1961 portant affectation au ministère des armées (terre) de parcelles de terrain destinées à la gendarmerie de M'Raier (département des Oasis) (p. 1843).

#### MINISTRES DELEGUES AUPRES DU PREMIER MINISTRE

*Arrêté* portant nomination au cabinet d'un ministre (p. 1843).

#### MINISTERE DE LA JUSTICE

*Arrêté* du 18 février 1961 relatif à l'examen professionnel d'aptitude pour le recrutement de greffiers de chambre à la cour de cassation (p. 1843).

(1 f.)

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

*Arrêté* portant désignation du représentant du ministre des affaires étrangères au conseil d'administration de la Société financière de radiodiffusion (p. 1843).

*Tableaux* d'avancement et *arrêtés* portant promotions (agents diplomatiques et consulaires) (p. 1844).

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

*Décret* portant admission à la retraite (administration préfectorale) (p. 1844).

*Arrêtés* portant titularisations et détachements (administration centrale et personnels des préfectures) (p. 1844).

#### MINISTERE DES ARMEES

*Décrets* modifiant de précédents décrets portant délégations de signature (p. 1845).

*Décrets* portant concession de la médaille militaire (rectificatifs) (p. 1845).

*Arrêté* du 31 janvier 1961 portant affectation définitive au ministère des armées (terre) de tunnels sis à Châteauneuf-de-Grasse et au Tignet (Alpes-Maritimes) (p. 1846).

*Arrêté* du 3 février 1961 autorisant la validation pour la retraite des services accomplis en qualité de contractuel, d'auxiliaire ou de temporaire à l'école professionnelle de l'air en Afrique du Nord (Alger-Cap Matifou) (p. 1846).

*Arrêté* du 4 février 1961 fixant le montant d'une régie d'avances (p. 1846).

*Arrêté* du 7 février 1961 modifiant l'arrêté du 25 février 1954 fixant les droits aux indemnités pour frais de représentation de certains titulaires d'emplois exercés sur le plan interallié ou interarmées (p. 1846).

*Arrêté* du 10 février 1961 déclarant d'utilité publique l'acquisition de terrains sis à Gap (Hautes-Alpes) (p. 1846).

*Arrêté* et *décisions* portant nominations, mise en disponibilité et admission dans les cadres (armée de terre [active et réserve] et armée de l'air [réserve]) (p. 1846).

**MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES**

*Décret* n° 61-173 du 18 février 1961 relatif aux traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat (p. 1847).

*Décret* portant admission à la retraite et conférant l'honorariat (Cour des comptes) (p. 1848).

*Arrêté* du 9 février 1961 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques publiques à réaliser en 1961 (p. 1848).

*Arrêté* du 9 février 1961 portant affectation au ministère des finances et des affaires économiques d'immeubles domaniaux sis à Lauterbourg-Port-du-Rhin (p. 1852).

*Arrêté* du 17 février 1961 modifiant l'arrêté du 9 octobre 1956 fixant la liste et les attributions des bureaux de douane (p. 1852).

*Arrêté* portant désignation d'un membre suppléant du conseil national des assurances (p. 1852).

*Arrêtés* portant interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle et retrait provisoire du permis de conduire les véhicules automobiles (p. 1852).

*Arrêtés* portant promotions, mises en position hors cadres et en disponibilité :

Institut national de la statistique et des études économiques (p. 1852).

Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (p. 1853).

Services extérieurs du Trésor (p. 1853).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**

*Arrêté* conférant le titre de docteur *honoris causa* (p. 1853).

*Arrêtés* portant nomination et détachement (enseignement supérieur et recherche scientifique et technique outre-mer) (p. 1853).

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS**

*Décret* portant nomination d'un professeur général de la marine marchande (p. 1854).

*Arrêté* du 8 décembre 1960 accordant à la commune d'Etel une concession d'outillage public au port de cette ville (p. 1854).

*Arrêté* du 13 décembre 1960 renouvelant la concession d'outillage public accordée à la commune de Tonnay-Charente au port de cette ville (p 1858).

*Arrêté* portant nominations (administration centrale) (p. 1865).

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE**

*Arrêtés* du 9 février 1961 agréant du matériel pour emploi dans les mines grisouteuses (p. 1853).

*Arrêté* portant admission à la retraite (administration centrale) (p. 1853).

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

*Arrêté* du 13 février 1961 complétant et modifiant l'arrêté du 29 novembre 1951 instituant une commission nationale et des commissions départementales pour l'application du décret n° 51-1259 du 5 novembre 1951 relatif à la détaxe de certains carburants à usage agricole (p. 1847).

**MINISTERE DU TRAVAIL**

*Arrêté* du 7 février 1961 portant approbation et enregistrement des statuts de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales du département de la Haute-Vienne (p. 1865).

*Arrêté* du 8 février 1961 approuvant les statuts et la fusion de sociétés mutualistes (p. 1865).

*Circulaire* du 9 février 1961 relative aux tarifs d'honoraires des praticiens en matière de soins aux assurés sociaux (p. 1865).

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

*Arrêtes* portant nominations et affectations (services antituberculeux publics et privés) (p. 1865).

**MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

*Décret* portant nomination dans le corps interministériel des ingénieurs des télécommunications (p. 1853).

**Naturalisations et réintégrations** (p. 1867).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère des armées.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'agents techniques du service des essences des armées (p. 1876).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Iran et du Pakistan (p. 1876).

**Ministère du travail.**

*Avis* relatif à l'examen pour le recrutement de personnels dans les sociétés de secours minières et leurs unions régionales (p. 1877).

*Avis* relatif à la suppression du conseil de prud'hommes de Pavilly (Seine-Maritime) (p. 1878).

*Avis* relatif à l'extension de la compétence territoriale du conseil de prud'hommes de Rouen aux communes d'Amfreville-la-Mivoie et de Bonsecours (Seine-Maritime) (p. 1878).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Avis* de concours pour le recrutement d'un secrétaire de direction au centre de cure de la Membrolle-sur-Choisille (Indre-et-Loire) (p. 1878).

*Avis* de concours pour le recrutement d'un agent principal à l'hôpital-hospice de Pontoise (Seine-et-Oise) (p. 1878).

*Avis* de vacance d'un poste de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux dans le Gard (p. 1878).

*Avis* de vacance d'un poste de chef de bureau à l'hôpital-hospice de Pontoise (Seine-et-Oise) (p. 1878).

**Annonces** (p. 1879).

## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**Remise de lettres de créance.**

**Le Président de la République a reçu le 14 février 1961 successivement les nouveaux ambassadeurs de Cuba et d'Argentine :**

**1° Son Excellence M. Harold Gramatges, qui lui a remis les lettres de créance l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Cuba en France ;**

**2° Son Excellence M. Horacio Aguirre Legarreta, qui lui a remis les lettres de créance l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Argentine en France.**

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Administrateurs.

Par arrêté du 15 février 1961, l'arrêté du 25 juin 1951 portant détachement est modifié comme suit :

« M. Devaux (Max), administrateur en chef de la France d'outre-mer, est placé dans la position de service détaché auprès du Gouvernement du Laos en qualité de conseiller pendant les périodes suivantes :

« 13 février 1951 au 14 juin 1952 ;
« 12 août 1953 au 12 février 1956.

« A compter du 1er janvier 1958, M. Devaux (Max) est détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour une durée de cinq ans au maximum, pour servir à la mission française d'aide économique et technique au Laos ».

### Géologues.

Par arrêté du 3 février 1961, M. Aubague (Maurice), géologue de 2e classe du corps autonome, est placé en position de service détaché auprès du Bureau de recherches géologiques et minières, pour une durée maximum de cinq ans, à compter du 1er septembre 1960.

## MINISTERES D'ETAT

### Affectation au ministère des armées (terre) d'une parcelle de terrain destinée à la gendarmerie de M'Raier (département des Oasis).

Par arrêté du 11 février 1961, est affectée au ministère des armées (terre), en vue de l'implantation d'une caserne de gendarmerie, une parcelle de terrain domanial, d'une superficie de 1 hectare, formant le groupe domanial n° 1 du plan des opérations de délimitation et de répartition effectuées dans le douar M'Raier en vertu du sénatus-consulte du 22 avril 1863, telle au surplus qu'elle est désignée par un liséré rouge sur le plan annexé au présent arrêté.

Cet immeuble sera replacé de plein droit sous la gestion du service des domaines dès qu'il aura cessé d'être utilisé par le service affectataire pour la destination indiquée ci-dessus.

### Affectation au ministère des armées (terre) d'un terrain domanial sis à M'Raier (département des Oasis).

Par arrêté du 11 février 1961, est affectée au ministère des armées (terre), en vue de l'implantation d'un casernement militaire, une parcelle de terrain domanial, d'une superficie de 14 hectares 98 ares 79 centiares 70 décimètres carrés, dépendant du groupe domanial n° 1 du plan du sénatus-consulte de M'Raier, telle au surplus qu'elle est désignée par un liséré rouge sur le plan annexé audit arrêté.

Cet immeuble sera replacé de plein droit sous la gestion du service des domaines dès qu'il aura cessé d'être utilisé par le service affectataire pour la destination indiquée ci-dessus.

## MINISTRES DELEGUES AUPRES DU PREMIER MINISTRE

### Cabinet du ministre.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre,

Vu le décret du 5 février 1960 relatif à la composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948, modifié par le décret n° 51-1030 du 21 août 1951, portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels ;

Vu l'arrêté du 10 février 1960 portant composition du cabinet du ministre délégué auprès du Premier ministre et les arrêtés subséquents,

Arrête :

Art. 1er. — Est nommé au cabinet du ministre délégué auprès du Premier ministre :

M. Guy Bégué, agrégé des lettres, en qualité d'attaché de cabinet.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui prend effet à compter du 1er février 1961, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 1961.

ROGER FREY.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Examen professionnel d'aptitude pour le recrutement de greffiers de chambre à la cour de cassation.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 52-1103 du 26 septembre 1952, modifié par le décret n° 56-430 du 30 avril 1956 ;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1952 relatif à l'examen d'aptitude aux fonctions de greffier de chambre à la cour de cassation,

Arrête :

Art. 1er. — Un examen professionnel d'aptitude est ouvert pour le recrutement de greffiers de chambre à la cour de cassation.

Art. 2. — Les épreuves écrites auront lieu les 7, 8 et 9 juin 1961.

Elles se dérouleront au siège de chacune des cours d'appel de la métropole, des départements d'outre-mer et de l'Algérie.

Toutefois, lorsque le nombre des candidats inscrits dans le ressort d'une cour d'appel sera peu élevé, les intéressés pourront être appelés à composer au siège d'une cour d'appel voisine.

D'autre part, des centres supplémentaires pourront, le cas échéant, être institués.

Art. 3. — Les candidats devront se faire inscrire avant le 3 avril 1961 au parquet du tribunal de grande instance de leur résidence.

Toutefois les fonctionnaires ou auxiliaires appartenant aux cadres de l'administration centrale du ministère de la justice et les personnes ne résidant pas dans la métropole, dans les départements d'outre-mer ou en Algérie devront se faire inscrire au ministère de la justice (direction du personnel et de l'administration générale).

Art. 4. — Les candidats devront fournir à l'appui de leur requête :

1° Un extrait de leur acte de naissance ayant moins de trois mois de date ;
2° Un certificat de nationalité ;
3° Un certificat de position militaire ;
4° Un certificat établi à leurs frais par un médecin de leur choix et constatant leur aptitude aux fonctions sollicitées ;
5° La copie certifiée conforme du diplôme de licence en droit ;
6° Une note précisant leur situation actuelle et leurs activités.

Art. 5. — Les fonctionnaires et auxiliaires appartenant aux cadres de l'administration centrale et des services judiciaires de la métropole, des départements d'outre-mer et de l'Algérie sont dispensés de fournir les pièces visées à l'article 4 ci-dessus. Ils devront toutefois justifier des diplômes ne figurant pas dans leur dossier administratif.

Art. 6. — Les personnes ayant fait acte de candidature à un précédent concours organisé par la direction du personnel et de l'administration générale seront dispensées de joindre à leur requête les pièces déjà fournies.

Fait à Paris, le 18 février 1961.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,
et par délégation :
*Le directeur du personnel et de l'administration générale,*
ROBERT LHEZ.

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Conseil d'administration de la Société financière de radiodiffusion.

Par arrêté du 1er février 1961, est désigné pour représenter le ministre des affaires étrangères au conseil d'administration de la Société financière de radiodiffusion M. François Leduc, ministre plénipotentiaire, directeur des affaires administratives et sociales, en remplacement de M. Philippe Thiollier.

Le présent arrêté prendra effet à compter du jour de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

**Agents diplomatiques et consulaires.**

TABLEAUX D'AVANCEMENT DE L'ANNÉE 1961

*Conseiller des affaires étrangères de 1re classe.*

MM. Levasseur.
Baudouy.
Daufresne de La Chevalerie.
Durand (Bernard).
Deleau.
Fouache d'Halloy.
MM. Mantel.
Mattei.
Le Mintier de Lehelec.
Gary.
Le Mire.
Desparmet.

*Conseiller des affaires étrangères de 2e classe.*

MM. Deruelle.
Labry.
Thurneyssen.
Gabard.
Richer.
Desmazières.
Delaye.
Bernard (André).
Cabat.
Honoré.
MM. Constans.
Cornet.
Michel de Pierredon.
de Favitzki.
Le Saige de La Villesbrunne.
Raguenet.
Burgaud.
Bonavita.
Susini.

*Conseiller des affaires étrangères (Orient) de 1re classe.*

MM. Dufour, Joly, Perruche.

*Conseiller des affaires étrangères (Orient) de 2e classe.*

MM. de Dianous de La Perrotine (Hugues), Travert.

PROMOTIONS

Par arrêté du 8 février 1961, sont promus au grade de conseiller des affaires étrangères de 1re classe les conseillers des affaires étrangères de 2e classe, 3e échelon, dont les noms suivent :

A compter du 1er janvier 1961.

MM. Levasseur.
Baudouy.
Daufresne de La Chevalerie.
Durand (Bernard).
MM. Deleau.
Fouache d'Halloy.
Mantel.
Mattei.
Le Mintier de Lehelec.

Par arrêté du 8 février 1961, sont promus au grade de conseiller des affaires étrangères de 2e classe, 1er échelon, les secrétaires des affaires étrangères, 7e échelon, dont les noms suivent :

A compter du 1er janvier 1961.

MM. Deruelle.
Labry.
Thurneyssen.
Gabard.
Richer.
Desmazières.
Delaye.
MM. Bernard (André).
Cabat.
Honoré.
Constans.
Cornet.
Michel de Pierredon.
de Favitzki.

Par arrêté du 8 février 1961, sont promus au grade de conseiller des affaires étrangères (Orient) de 1re classe les conseillers des affaires étrangères (Orient) de 2e classe, 3e échelon, dont les noms suivent :

A compter du 1er janvier 1961.

MM. Dufour, Joly.

Par arrêté du 8 février 1961, sont promus au grade de conseiller des affaires étrangères (Orient), de 2e classe, 1er échelon, les secrétaires des affaires étrangères (Orient), 7e échelon, dont les noms suivent :

A compter du 1er janvier 1961.

MM. de Dianous de La Perrotine (Hugues), Travert.

Par arrêté du 15 février 1961, M. Guiselin (Christian), secrétaire adjoint des affaires étrangères, stagiaire, est titularisé à compter du 21 décembre 1960 en qualité de secrétaire adjoint des affaires étrangères de 3e classe, 1er échelon, avec ancienneté dans l'échelon au 1er août 1958.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 15 février 1961 portant admission à la retraite (administration préfectorale).**

Par décret en date du 15 février 1961, M. Tainturier (Pierre), préfet en disponibilité, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite par application des dispositions de l'article L. 6 (4°) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

**Administration centrale.**

Par arrêté en date du 2 février 1961, M. Creissel (Lucien), administrateur civil à l'administration centrale du ministère de l'intérieur, est placé dans la position de détachement, pour une durée maximale de cinq ans pour compter du 16 juin 1960, afin de lui permettre d'exercer les fonctions de sous-préfet.

Par arrêté en date du 2 février 1961, M. Rayer (René-Michel), administrateur civil à l'administration centrale du ministère de l'intérieur, est placé en position de détachement, pour une durée maximale de cinq ans, afin de lui permettre d'exercer les fonctions de sous-préfet, à compter du 1er juillet 1960, date à laquelle a pris fin son précédent détachement.

Par arrêté en date du 2 février 1961, M. Vié (Emile), administrateur civil à l'administration centrale du ministère de l'intérieur, est placé dans la position de détachement, pour une durée maximale de cinq ans, afin de lui permettre d'exercer les fonctions de préfet, pour compter du 11 juillet 1960, date à laquelle a pris fin son précédent détachement.

**Personnels des préfectures.**

Par arrêtés en date des 22 août, 24 octobre et 1er décembre 1960, les attachés de préfecture stagiaires dont les noms suivent ont été titularisés dans le grade d'attaché de préfecture :

A la préfecture de l'Ain : M. Vacca (Albert).

A la préfecture de l'Aisne : Mme Chauvet (Françoise), MM. Faure (Henri), Gentilhomme (Pierre).

A la préfecture de l'Ardèche : M. Gonnet (Jean-Marie).

A la préfecture des Ardennes : M. Mazzochi (Jean).

A la préfecture du Calvados : Mme Debrie (Nicole).

A la préfecture de la Charente-Maritime : M. Delavergnas (Yvan).

A la préfecture du Cher : M. Sautel (Jacques).

A la préfecture des Côtes-du-Nord : Mlle Galhac (Rose).

A la préfecture de la Creuse : M. Lescure (Paul).

A la préfecture du Doubs : Mlle Blum (Yvette), Mme Chazelle (Josette), Mlle Lerdon (Monique).

A la préfecture de l'Eure : Mlle Patrocchi (Liliane).

A la préfecture d'Eure-et-Loir : Mme Bonnaire (Renée).

A la préfecture du Finistère : M. Lucas (Xavier).

A la préfecture de la Guadeloupe : Mme Fontanges (Louise).

A la préfecture d'Ille-et-Vilaine : M. Hournau (Michel).

A la préfecture d'Indre-et-Loire : M. Parlebas (François).

A la préfecture de la Loire : Mlle Chevillard (Huguette).

A la préfecture du Lot : Mme Roth (Janine).

A la préfecture de la Lozère : M. Alliaud (Roger).

A la préfecture de la Manche : M. Gibert (Adrien), Mlle Touze (Jacqueline).

A la préfecture de la Mayenne : M. Felix (Jean-Pierre).

A la préfecture de Meurthe-et-Moselle : Mme Bernard (Anne-Marie), M. Gaillet (Lucien).

A la préfecture de la Moselle : MM. Dunelle (André), Langevin (Claude).

A la préfecture du Nord : MM. Rodde (Jean-Louis), Ursulet (Lucien).

A la préfecture de l'Oise : M. Tondut (Jean-Marie).

A la préfecture de l'Orne : M. Raphael (Serge).

A la préfecture du Pas-de-Calais : Mlle Lelièvre (Elisabeth), M. Wavelet (Jules).

A la préfecture de la Réunion : Mme Herouet (Christiane).

A la préfecture du Bas-Rhin : Mlles Ehrhart (Marie-Anne), Wolff (Marianne).

A la préfecture du Haut-Rhin : Mlle Pons (Jeanine).

A la préfecture de la Sarthe : M. Canevet (Charles).

A la préfecture de la Somme : M. Saquer (Jacques).

A la préfecture de la Vendée : M. Guilbaud (Robert).

A l'administration centrale du ministère de l'intérieur : Mme Asso (Edmonde).

A la préfecture de Batna : M. Minker (Gaston).

A la préfecture de Constantine : M. Banquet (Raymond), Mme Delfau (Yvette).

A la préfecture de Mostaganem : M. Begue (Georges).

A la préfecture d'Oran : MM. Pastor (Paul), Receveur (Jean-Pierre).

A la préfecture d'Orléansville : M. Defarge-Lacroix (Paul).

A la préfecture de Sétif : M. Durrieu (Gérard).

A la préfecture de Tlemcen : MM. Montardon (Gérard), Pizzala (Roger).

---

Par arrêtés en date des 22 août, 11 octobre 1960 et 12 janvier 1961, les secrétaires administratifs de préfecture stagiaires dont les noms suivent ont été titularisés dans le grade de secrétaire administratif de préfecture :

A la préfecture de l'Ain : Mlles Vernay (Marie-Rose), Vernay (Madeleine).

A la préfecture de l'Aisne : Mlles Coudeyras (Josette), Gentilhomme (Arlette).

A la préfecture des Hautes-Alpes : Mlle Bresson (Henriette).

A la préfecture des Alpes-Maritimes : Mlle Lagorio (Janine).

A la préfecture des Ardennes : M. Mouls (Robert).

A la préfecture de l'Aveyron : M. Castel (Alain).

A la préfecture du Cantal : Mme Gillet (Marie-Louise).

A la préfecture de la Charente : Mlle Sarrade (Marie-Thérèse).

A la préfecture de la Côte-d'Or : Mme Landre (Marguerite).

A la préfecture des Côtes-du-Nord : Mlles Dartige du Fournet (Marie-Madeleine), Durand (Viviane), Merle (Emilie).

A la préfecture de la Dordogne : Mme Chantal (Renée).

A la préfecture du Doubs : Mlles Lafleurs (Danielle), Vienot (Simone).

A la préfecture du Finistère : Mlle Canevet (Monique).

A la préfecture de l'Hérault : M. Vidal (André).

A la préfecture d'Ille-et-Vilaine : Mlle Bernon (Françoise), M. Eveillard (Claude).

A la préfecture du Jura : Mlle Bride (Françoise).

A la préfecture de la Loire : Mlle Alary (Lucienne).

A la préfecture de la Lozère : Mlles Paulin (Marie-Françoise), Tournemire (Armande).

A la préfecture de la Manche : Mlles Beaudry (Françoise), Lecrosnier (Georgette), M. Legrand (Léon).

A la préfecture de la Marne : Mme Bertrand (Jeannine), M. Villerey (Yves).

A la préfecture de la Haute-Marne : Mlle Bataillon (Georgette).

A la préfecture de la Mayenne : Mme Beaussier (Lucienne), M. Nogues (Richard).

A la préfecture de la Meuse : MM. Duboy (Denis), Honiat (Pierre).

A la préfecture du Morbihan : M. Leberger (Henri).

A la préfecture du Nord : Mmes Beudaert (Denise), Candas (Jacqueline), Cremers (Marie-Thérèse), Mlle Lenglez (Brigitte).

A la préfecture de l'Oise : M. Prim (Robert).

A la préfecture de l'Orne : M. Abovici (Roger).

A la préfecture du Pas-de-Calais : Mlle Tatinclaux (Madeleine).

A la préfecture du Puy-de-Dôme : Mlles Bernière (Paulette), Boulay (Louise).

A la préfecture de la Réunion : M. Payet (Frantz).

A la préfecture du Haut-Rhin : Mme Bernhard (Laure), M. Milhau (André).

A la préfecture du Rhône : Mlle Delavelle (Jeanne).

A la préfecture de la Haute-Saône : Mlle Desbœufs (Christiane).

A la préfecture de la Seine-Maritime : Mlle d'Andrea (Aline), Mme Guibert (Véronique).

A la préfecture de Seine-et-Marne : Mlle Leprêtre (Maryse).

A la préfecture de la Somme : Mlle Bourreau (Monique).

A la préfecture des Vosges : Mlle Peltier (Anne-Marie).

A la préfecture de l'Yonne : Mlle André (Denise).

---

Par arrêté du 7 janvier 1961, Mme Marthe Hanin, secrétaire administratif de 2e classe, 1er échelon, à la préfecture du Lot, est placée en position de service détaché pour une durée de cinq ans, avec effet du 1er juillet 1960, auprès de la préfecture de la Seine, en qualité de chargé de mission.

## MINISTERE DES ARMEES

### Délégations de signature.

Le Premier ministre,

Sur la proposition du ministre des armées,

Vu le décret du 8 janvier 1959 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié notamment par le décret du 5 février 1960 ;

Vu le décret n° 59-265 du 7 février 1959 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret du 29 février 1960 portant délégation de la signature du ministre des armées, modifié notamment par le décret du 25 novembre 1960,

Décrète :

Art. 1er. — L'article 4 du décret du 29 février 1960 portant délégation de la signature du ministre des armées est modifié comme suit :

DIRECTION DU GÉNIE

Au lieu de :

« M. le général de division Thuaire, directeur »,

Mettre :

« M. le général de brigade Dudelou, directeur ».

DIRECTION DE L'INTENDANCE

Subsistances.

Au lieu de :

« M. l'intendant militaire de 1re classe Hays »,

Mettre :

« M. l'intendant militaire de 1re classe Champarnaud ».

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre des armées,*

PIERRE MESSMER.

---

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des armées,

Vu le décret n° 58-25 du 14 janvier 1958 relatif à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air) ;

Vu le décret n° 59-265 du 7 février 1959 fixant les attributions du ministre des armées ;

Vu le décret du 8 janvier 1959 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié notamment par le décret du 5 février 1960 ;

Vu le décret du 5 mars 1960 portant délégations de signature, modifié notamment par le décret du 21 janvier 1961,

Décrète :

Art. 1er. — Les articles 2 et 3 du décret du 5 mars 1960 portant délégations de signature du ministre des armées sont modifiés comme suit :

Article 2 :

Remplacer : « M. le contrôleur général de 2e classe de l'administration de l'aéronautique Villemin (Jean) » par : « M. le contrôleur général de 2e classe de l'administration de l'aéronautique Haertig (Joseph) ».

Article 3 :

Remplacer le texte par le suivant :

« En cas d'empêchement de M. le contrôleur général de 2e classe de l'administration de l'aéronautique Haertig (Joseph), chef de la section administrative et financière, la délégation de signature du ministre des armées est dévolue, dans les conditions fixées à l'article 2 ci-dessus, à M. le contrôleur de 1re classe de l'administration de l'aéronautique Roche (Pierre) ».

Art. 2. — Le ministre des armées est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre des armées,*

PIERRE MESSMER.

---

### Décrets portant concession de la médaille militaire.

Rectificatifs au *Journal officiel* du 19 janvier 1961 :

Page 789, 1re colonne, après Dehaynin (Paul), ajouter : « Denneulin (Louis-Jean-Baptiste), soldat du 42e régiment d'infanterie, classe 1903, mle 911 au recrutement de Lille ».

Même page, même colonne, concernant Hamiami Hadi ben Zerrouk, au lieu de : « Zerrouck », lire : « Zerrouk ».

Même page, 2e colonne, au lieu de : « Mayei (Jean-Alfred) », lire : « Mayet ».

Page 790, 1re colonne : concernant Mourier (Clovis-Edouard-Raymond), au lieu de : « 155e régiment d'infanterie », lire : « 156e régiment d'infanterie » ; concernant Robin (Ernest-Louis), au lieu de : « classe 1915 », lire : « classe 1916 ».

Page 791, 1re colonne, concernant Lecoq (Alphonse-Eugène-Albert), au lieu de : « 19e régiment d'infanterie », lire : « 119e régiment d'infanterie ».

Page 793, 1re colonne concernant Cazes (Joseph), après : « Joseph », ajouter : « Julien ».

Même page, même colonne, concernant Dufour (Robert-Gaston-Joseph), au lieu de : « mle 766 », lire : « mle 677 ».

Page 796, 1re colonne, concernant Fiquet (Hubert-Joseph-Eugène), au lieu de : « mle 874 », lire : « mle 873 ».

Même page, 2e colonne, concernant Braunshausen (Jean), au lieu de : « mle 911 », lire : « mle 991 ».

Même page, même colonne, concernant Mme Choquet (Andrée-Yvette-Rolande), au lieu de : « André », lire : « Andrée ».

Page 797, 1re colonne, au lieu de : « Vuillemot (Louis-Xavier-Alfred) », lire : « Vuillemenot ».

---

**Affectation définitive au ministère des armées (terre) de tunnels sis à Châteauneuf-de-Grasse et au Tignet (Alpes-Maritimes).**

Par arrêté du 31 janvier 1961, sont affectés au ministère des armées (terre), direction centrale du génie :

1° Le tunnel dit « de Planasteaux », d'une longueur de 541 mètres, sis sur le territoire de la commune du Tignet ;

2° Le tunnel dit « de Pré du Lac », d'une longueur de 515 mètres, situé sur le territoire de la commune de Châteauneuf-de-Grasse, ainsi que les deux parcelles, d'une superficie de 1.530 mètres carrés et 9.585 mètres carrés, cadastrées sous les numéros 94 de la section A, lieudit Pré du Lac, et 363 de la section A, lieudit Lescure, sises respectivement à chacune de ses extrémités,

tels que ces tunnels sont figurés en teinte rose sur les plans annexés.

---

**Validation pour la retraite des services accomplis en qualité de contractuel, d'auxiliaire ou de temporaire à l'école professionnelle de l'air en Afrique du Nord (Alger-Cap Matifou).**

Le ministre des armées et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu les articles L. 8 (3°) et R. 13 du code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu la loi n° 45-196 du 31 décembre 1945 portant en son article 9 création de l'école professionnelle de l'air en Afrique du Nord ;

Vu le décret n° 46-1520 du 21 juin 1946 fixant le statut de l'école professionnelle de l'air en Afrique du Nord, modifié par le décret n° 52-1392 du 26 décembre 1952,

Arrêtent :

Art. 1er. — Pourront être validés pour la retraite, conformément aux dispositions de l'article L. 8 (3°) du code des pensions civiles et militaires, les services accomplis à temps complet à l'école professionnelle de l'air en Afrique du Nord (Alger-Cap Matifou) en qualité de contractuel, d'auxiliaire ou de temporaire.

Art. 2. — Le ministre des armées et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 février 1961.

*Le ministre des armées,*
Pour le ministre des armées et par délégation :
Pour le délégué ministériel pour l'armée de l'air empêché :
*Le chargé de mission,*
FRANÇOIS-XAVIER COURT.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du budget,*
Par empêchement du directeur du budget :
*Le chef de service,*
DE LA GENIÈRE.

---

**Régies d'avances.**

Par arrêté du ministre des armées (marine) en date du 4 février 1961, le montant maximum de l'avance qui pourra être consentie par le régisseur du service du commissariat de la marine à Bordeaux au sous-régisseur de Rochefort est porté à 20.000 NF.

---

**Modification de l'arrêté du 25 février 1954 fixant les droits aux indemnités pour frais de représentation de certains titulaires d'emplois exercés sur le plan interallié ou interarmées.**

Le ministre des armées et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945 portant réforme du régime général de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu le décret n° 48-1366 du 27 août 1948 déterminant les indemnités diverses susceptibles d'être payées au titre de la solde aux militaires des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu l'arrêté du 25 février 1954 fixant les droits aux indemnités pour frais de représentation de certains titulaires d'emplois exercés sur le plan interallié ou interarmées,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'article 1er de l'arrêté susvisé du 25 février 1954 est complété comme suit :

*Catégorie 4.*

Ajouter : « Président du comité européen de coordination des télécommunications militaires ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet du 1er juillet 1959.

Fait à Paris, le 7 février 1961.

*Le ministre des armées,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
CASIMIR BIROS.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques
et par délégation :
*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

---

**Déclaration d'utilité publique de l'acquisition de terrains sis à Gap (Hautes-Alpes).**

Par arrêté du 10 février 1961, est déclarée d'utilité publique, en vue de l'extension de la caserve Moncey de gendarmerie mobile, l'acquisition, par expropriation, de 1 hectare 74 ares 8 centiares de terrains sis à Gap, tels qu'ils figurent en teinte rose au plan annexé et sont détaillés dans l'état parcellaire qui restera joint au présent arrêté.

L'expropriation prévue ci-dessus devra être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française.

---

**Armée de terre.**

ACTIVE

Par arrêté du 2 février 1961, M. le médecin commandant du service de santé des troupes d'outre-mer Salles (Pierre-Etienne-Claude) est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour une durée d'un an, à compter du 1er mars 1961.

RÉSERVE

Par décision en date du 3 février 1961, sont admis, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans le corps des officiers de réserve, à compter du jour de leur radiation des contrôles de l'armée active, et affectés ou maintenus affectés pour administration aux états-majors désignés ci-après les officiers dont les noms suivent :

TROUPES METROPOLITAINES

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision autonome de la Seine.

M. Hermant (Charles-Léon), capitaine de l'arme blindée et cavalerie. Vient du 2e régiment de dragons.

M. de La Poeze d'Harambure (Bertrand-Bénigne), chef d'escadron d'artillerie. Etait en disponibilité, administré par l'état-major de la subdivision autonome de la Seine.

M. Villepreux (Louis), capitaine d'artillerie. Vient de l'organe mobilisateur du 401e régiment d'artillerie antiaérienne.

M. Caillet (Maurice-Guy-Marie), chef d'escadron du train. Vient de l'état-major de la place de Paris.

M. Delforge (Charles-André), capitaine du train. Vient de la C. A. R. 1.

Groupe de subdivisions de Chartres.

M. Helain (Bernard-Gaston), capitaine de l'arme blindée et cavalerie. Vient de l'école d'opérations aériennes combinées.

4e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Bordeaux.

M. Lassalle (André), capitaine de l'arme blindée et cavalerie. Vient du centre d'instruction du 5e régiment de dragons.

Groupe de subdivisions de Tours.

M. de Warenghien (Jean-Paul-Marie-Georges), chef d'escadons de l'arme blindée et cavalerie. Etait en disponibilité, administré par l'état-major du groupe de subdivisions d'Orléans.

M. Malaviale (Marius-Joseph-Pierre), capitaine d'artillerie. Vient du centre de sélection n° 1.

5e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Toulouse.

M. Comoy (Marie-Auguste-Jean-Alexis), chef de bataillon d'infanterie. Vient de la délégation régionale de l'action sociale des forces armées de la 6e région militaire.

M. Prevot (Roger-Emile), capitaine de l'armée blindée et cavalerie. Vient de l'état-major de la subdivision du Gers.

9e RÉGION MILITAIRE

Etat-major de région.

M. Baudrin (Léon-Amand-Aimé), capitaine d'artillerie. Vient du 412e régiment d'artillerie antiaérienne.

Groupe de subdivisions de Marseille.

M. Queffurus (Régis-Jean-Charles), lieutenant-colonel du train. Vient du 413e bataillon des services.

Groupe de subdivisions de Montpellier.

M. Bedot (Pierre-Paul), chef de bataillon d'infanterie. Vient de l'état-major du secteur de Bou-Saâda.

Groupe de subdivisions de Nice.

M. Vermeil de Conchard (Georges-Edouard-Gustave-Marie), chef d'escadron du train. Vient du centre d'instruction du train n° 152.

**Armée de l'air (réserve).**

Par décision du 3 février 1961, sont nommés, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans le corps des officiers de réserve du service de santé de l'air, à compter du jour de leur radiation des contrôles de l'armée active, les officiers dont les noms suivent, admis à la retraite :

M. le médecin colonel Rolland (Achille-Jean-Paul), N. I. A. : X. 4517.

M. le médecin lieutenant-colonel Bastien (Jean-Marie), N. I. A. : X. 304.

M. le médecin commandant Le Filliatre (Jacques-Jean-Gustave), N. I. A. : X. 3095.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**Complément et modification de l'arrêté du 29 novembre 1951 instituant une commission nationale et des commissions départementales pour l'application du décret n° 51-1259 du 5 novembre 1951 relatif à la détaxe de certains carburants à usage agricole.**

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 58-480 du 9 mai 1958 modifiant l'article 4 du décret n° 51-1259 du 5 novembre 1951 fixant les conditions d'application de l'article 6 de la loi du 23 mai 1951 portant dégrèvement de la taxe intérieure de consommation en faveur des carburants utilisés pour des travaux agricoles ;

Vu l'arrêté du 29 novembre 1951,

Arrête :

Art. 1er. — Le deuxième alinéa de l'article 1er de l'arrêté susvisé du 29 novembre 1951 est modifié comme suit :

« Cette commission sera en outre appelée à formuler, après examen des propositions émanant des ingénieurs en chef du génie rural, son avis sur la répartition des contingents de carburants détaxés mis à la disposition du ministère de l'agriculture ».

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 29 novembre 1951 est complété et modifié comme suit :

« La commission est ainsi composée :

« Le directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole ou son représentant, président.

« Le directeur général des eaux et forêts ou son représentant.

« Le directeur général des collectivités locales ou son représentant.

« Le directeur général des douanes et droits indirects ou son représentant.

« Le directeur du budget ou son représentant.

« Le directeur des industries mécaniques et électriques ou son représentant.

« Le directeur des carburants ou son représentant.

« Le directeur du centre national d'études et d'expérimentation de machinisme agricole ou son représentant.

« Le président de l'assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture ou son représentant.

« Le président de la fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant.

« Le président de la fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole ou son représentant.

« Le président de l'union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole ou son représentant.

« Le président du syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles ou son représentant.

« Le président des chambres syndicales des négociants importateurs de machines agricoles, tracteurs et matériels annexes ou son représentant.

« Le président de la fédération nationale des entrepreneurs de travaux agricoles ou son représentant ».

Art. 3. — L'article 4 de l'arrêté susvisé du 29 novembre 1951 est complété comme suit :

« La commission départementale est ainsi composée :

« Le préfet ou son représentant, président.

« L'ingénieur en chef du génie rural, rapporteur, ou son représentant.

« L'ingénieur en chef directeur des services agricoles ou son représentant.

« Le conservateur des eaux et forêts ou son représentant.

« L'inspecteur des lois sociales en agriculture ou son représentant.

« Le trésorier-payeur général ou son représentant.

« Le directeur régional des douanes et droits indirects ou son représentant.

« Le président de la chambre d'agriculture ou son représentant.

« Le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant.

« Le président de la fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole ou son représentant.

« Le président du syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles ou son représentant ».

Art. 4. — Le directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 février 1961.

Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller technique,*
JEAN ROUGÉ.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**Décret n° 61-173 du 18 février 1961 relatif aux traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre délégué auprès du Premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu les ordonnances n° 45-14 du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires de l'Etat et n° 45-1280 du 25 juin 1945 portant réforme du régime des soldes des militaires des armées de terre, de mer et de l'air ;

Vu la loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960 (loi de finances pour 1961) ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 modifié portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 60-166 du 24 février 1960 relatif aux traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat, modifié par les décrets n° 60-796 du 2 août 1960 et n° 60-1006 du 17 septembre 1960 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — Les traitements résultant, pour les personnels civils et militaires de l'Etat, du décret susvisé du 24 février 1960, modifié par les décrets du 2 août 1960 et 17 septembre 1960, sont majorés de 2 p. 100 à compter du 1er mars 1961.

En application des dispositions ci-dessus, le traitement soumis à retenue pour pension afférent à l'indice 100 est fixé à 2.453 NF à compter du 1er mars 1961.

Art. 2. — L'article 5 du décret susvisé du 30 juin 1955, modifié par l'article 2 du décret n° 56-264 du 17 mars 1956, est modifié comme suit à compter du 1er mars 1961 :

« Le montant de l'indemnité de résidence, calculé comme il est indiqué à l'article précédent, est abondé pour chaque point d'écart entre l'indice brut 300 et l'indice brut inférieur considéré, conformément au tableau ci-dessous :

| ZONES DE SALAIRES | MONTANT de l'abondement par point. |
|---|---|
| | Nouveaux francs. |
| Sans abattement | 2,60 |
| Comportant un abattement de 2,22 p. 100 | 2,50 |
| Comportant un abattement de 3,11 ou 3,56 p. 100 | 2,40 |
| Comportant un abattement de 4,45 p. 100 | 2,30 |
| Comportant un abattement de 5,33 ou 5,78 p. 100 | 2,24 |
| Comportant un abattement de 6,66 p. 100 | 2,14 |
| Comportant un abattement de 7,56 ou 8 p. 100 | 2,04 |

« Toutefois, le montant de l'abondement ne peut excéder les chiffres prévus au tableau ci-après :

| ZONES DE SALAIRES | ABONDEMENT maximum. |
|---|---|
| | Nouveaux francs. |
| Sans abattement | 388 |
| Comportant un abattement de 2,22 p. 100 | 372 |
| Comportant un abattement de 3,11 ou 3,56 p. 100 | 357 |
| Comportant un abattement de 4,45 p. 100 | 347 |
| Comportant un abattement de 5,33 ou 5,78 p. 100 | 337 |
| Comportant un abattement de 6,66 p. 100 | 321 |
| Comportant un abattement de 7,56 ou 8 p. 100 | 306 |

Art. 3. — Le barème inclus dans l'article 4 du décret susvisé du 24 février 1960 est modifié comme suit à compter du 1er mars 1961 :

| INDICES BRUTS | TOUTES ZONES |
|---|---|
| 100 à 135 inclus | 673 NF. |
| Par point d'indice brut supplémentaire | Réduction de 12,24 NF. |

Art. 4. — Le Premier ministre, le ministre délégué auprès du Premier ministre, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 février 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

*Le ministre délégué auprès du Premier ministre,*
PIERRE GUILLAUMAT.

*Le secrétaire d'Etat aux finances,*
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

---

**Décret du 15 février 1961 portant admission à la retraite d'un président de chambre à la Cour des comptes et conférant l'honorariat.**

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 16 septembre 1807 relative à l'organisation de la Cour des comptes ;

Vu le décret du 28 septembre 1807, ensemble les textes qui l'ont complété ou modifié ;

Vu la loi du 18 août 1936, notamment l'article 4 ;

Vu le décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime des retraites des personnels de l'Etat et des services publics ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Priem (Jean-Emile-Auguste), président de chambre à la Cour des comptes, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er mars 1961.

Art. 2. — M. Priem (Jean-Emile-Auguste) est nommé président de chambre honoraire à la Cour des comptes.

Art. 3. — Le Premier ministre et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*
WILFRID BAUMGARTNER.

---

**Approbation du programme d'enquêtes statistiques publiques à réaliser en 1961.**

Le secrétaire d'Etat au commerce intérieur,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique, et notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 52-1059 du 15 septembre 1952 portant application de la loi précitée du 7 juin 1951 ;

Vu la loi n° 55-1553 du 23 novembre 1955 étendant à l'Algérie les dispositions de la loi du 7 juin 1951 ;

Vu le décret n° 57-1056 du 24 septembre 1957 fixant les modalités d'application en Algérie de la loi susvisée du 7 juin 1951 ;

Vu le décret n° 59-1350 du 16 novembre 1959 modifiant la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 et le décret n° 52-1059 du 15 septembre 1959 portant application de cette loi ;

Sur la proposition du comité de coordination des enquêtes statistiques,

Arrête :

Art. 1er. — Est approuvé le programme d'enquêtes statistiques publiques à effectuer en métropole en 1961, établi comme suit par le comité de coordination des enquêtes statistiques.

| MINISTERE ORGANISATEUR ET NATURE DE L'ENQUETE | CHAMP DE L'ENQUETE (Les numéros indiqués ci-dessous désignent, d'après la Nomenclature des activités économiques approuvée par décret n° 59-534 du 9 avril 1959, les activités soumises à l'enquête.) |
|---|---|
| *Finances et affaires économiques (I. N. S. E. E.).* | |
| Enquête permanente sur le mouvement de la population (bulletins statistiques de l'état civil). | |
| Enquête sur les intentions d'achats des particuliers | Echantillon de ménages. |
| Enquête permanente sur les budgets de famille | Echantillon de ménages. |
| Enquête sur l'influence des dépenses de logement sur les dépenses de consommation. | Echantillon de ménages. |
| Enquête sur les conditions de vie des personnes âgées dans la région parisienne. | Echantillon de personnes. |
| Enquête sur l'écoute radio | Echantillon de personnes. |

| MINISTERE ORGANISATEUR ET NATURE DE L'ENQUETE | CHAMP DE L'ENQUETE (Les numéros indiqués ci-dessous désignent, d'après la Nomenclature des activités économiques approuvée par décret n° 59-534 du 9 avril 1959, les activités soumises à l'enquête.) |
|---|---|
| *Agriculture.* | |
| Enquête agricole annuelle | Echantillon d'exploitants agricoles : 030 à 038, 04. |
| Enquête houblon (annuelle) | Tous exploitants de houblonnières. |
| Enquête par sondage sur le lait et la viande à la production | Echantillon d'exploitations pratiquant l'élevage : 030 (éventuellement), 040, 043 à 047. |
| Enquête sur la cidriculture | Echantillon d'exploitants agricoles. |
| Enquête sur le matériel agricole en service dans les exploitations | Echantillon d'exploitants agricoles. |
| Enquête sur les dépenses d'entretien et d'amélioration des logements et bâtiments d'exploitation des agriculteurs. | Echantillon d'exploitants agricoles. |
| Enquête sur l'aménagement hydraulique agricole individuel | Echantillon d'exploitants agricoles. |
| Enquête sur le stockage des céréales | Coopératives et négociants. |
| Enquête sur la main-d'œuvre et les salaires en agriculture (annuelle) | Echantillon de 3.000 exploitants agricoles. |
| Enquête par sondage sur la concentration des exploitations agricoles | Echantillon d'exploitants agricoles. |
| Enquête « Coopératives » | Coopératives. |
| Enquête sur l'utilisation du cheval dans les exploitations agricoles | Cultivateurs, marchands de chevaux et chambres syndicales : 03, 040, 041, 627-2, 701-1, 964-3. |
| Enquête sur la production forestière et de scierie (annuelle) | Exploitants forestiers et scieurs : 022, 531. |
| Enquête sur les livraisons d'amendements calcaires et d'écumes de sucrerie (annuelle). | Entreprises industrielles, coopératives de marnage et sucreries : 142-1, 325-3, 421. |
| Enquête sur la collecte et la transformation du lait et des produits laitiers (mensuelle). | Entreprises et coopératives laitières : 431, 432, 433. |
| Enquête sur les industries agricoles et alimentaires (effectifs, heures d'ouvriers, salaires, matériel, production, stocks, livraisons et utilisations des matières premières) (annuelle, semestrielle, trimestrielle, mensuelle). | Industries agricoles et alimentaires : 40, 420, 421, 422, 425, 427, 428-01, 429-1, 440, 441, 442, 443, 453, 704. |
| Enquête sur l'apiculture (annuelle) | Apiculteurs : 048. |
| Enquête sur la commercialisation et le stockage des légumes secs (annuelle, semestrielle, trimestrielle, mensuelle). | Entreprises de collecte, de vente et de transformation des légumes secs : 404-03, 404-04, 692-2, 692-9, 813. |
| Enquête sur la production du sel marin (annuelle, trimestrielle, mensuelle). | Exploitations salinières : 039. |
| Enquête sur la production et la transformation des betteraves industrielles (annuelle). | Production et usines de transformation : 030, 031, 420, 421. |
| Enquête sur la production, l'utilisation et le commerce des graines fourragères sélectionnées (2e section). | Producteurs et négociants en semences fourragères sélectionnées : 031, 038, 058-9, 691-1, 702-1, 702-9, 813. |
| Enquête sur la production et la commercialisation des semences de légumes secs, plantes potagères, betteraves fourragères, fleurs, plantes semi-fourragères (3e section) (annuelle, semestrielle, trimestrielle, mensuelle). | Producteurs, coopératives et commerçants : 031, 033, 036, 038, 058-9, 691 (sauf 691-6), 692-2, 692-9, 702-3, 702-9, 813. |
| Enquête sur la production et la commercialisation des semences de betteraves industrielles (4e section). | Producteurs, coopératives et commerçants : 031, 038, 058-9, 420-1, 420-3, 691-1, 702-1, 702-9, 813. |
| Enquête sur la production et la commercialisation des produits horticoles et de pépinières (6e section) (annuelle, semestrielle, trimestrielle, mensuelle). | Producteurs, coopératives et commerçants : 033, 035, 036, 058-9, 691 (sauf 691-6), 702-3, 702-9, 813. |
| Enquête sur l'activité des coopératives d'utilisation du matériel agricole (C. U. M. A.). | Coopératives d'utilisation du matériel agricole. |
| Enquête sur les aliments du bétail (consommation, stocks, production, livraisons, valeur des achats, effectifs, heures d'ouvriers, salaires, matériel, moyens de transport). | Industries et coopératives de fabrication : 456. |
| *Armées (air).* | |
| Enquête sur la répartition et les caractéristiques essentielles de la main-d'œuvre dans l'industrie aéronautique. | Sociétés nationales et privées de construction aéronautique (cellules, moteurs, équipements) : 27. |
| *Commerce intérieur.* | |
| Enquête annuelle sur l'activité commerciale : chiffre d'affaires, stocks d'ouverture et de clôture, montant des achats et, éventuellement, effectif du personnel et salaires distribués. | 413, 451, 553, 672-2, 693-9, 697-1, 697-2, 698, 702-2, 704-2, 707-2, 71, 716, 733, 750, 752-1, 752-2, 753, 754, 756, 757, 764, 768, 769, 891. |
| Enquête trimestrielle dans le secteur de l'épicerie fine | 697-1. |
| Sondage mensuel sur l'évolution du chiffre d'affaires et des prix | 694, 697-1, 697-2, 71, 733, 736, 751, 752, 753, 754, 756, 757, 762, 763, 764. |
| *Construction (en liaison avec l'I. N. S. E. E.).* | |
| Enquête par sondage sur le logement | Echantillon de logements neufs et anciens. |
| Enquête par sondage sur les dépenses d'entretien de la propriété bâtie | Echantillon de bâtiments. |
| Enquête par sondage sur les budgets de famille comparés de ménages vivant dans des logements neufs et de ménages vivant dans les logements anciens. | Echantillons de chaque type de ménage. |
| *Information (service juridique et technique).* | |
| Enquête annuelle auprès des directeurs de journaux et périodiques. | 555. |
| *Industrie.* | |
| Enquêtes mensuelles | 06, 07, 11, 12, 13 (sauf 131 et 136), 14, 15 (sauf 151), 16, 17, 19 à 24 (sauf 221, 226, 228, 229, 249), 26 (sauf 268), 28 (sauf 280-1, 280-2), 29, 30, 31, 32, 35 (sauf 356), 36, 37, 39, p. de 403-01, 405, 414, 421-4, 425-02, p. de 456-02, 47 (sauf 475-51, 475-92), 481-11, p. de 481-2, 484-3, 486, 487, 511, 54, p. de 552-3, 731, 734-2, 751-5, p. de 751-6, 755-1, 792. |

| MINISTERE ORGANISATEUR ET NATURE DE L'ENQUETE | CHAMP DE L'ENQUETE (Les numéros indiqués ci-dessous désignent, d'après la Nomenclature des activités économiques approuvée par décret n° 59-534 du 9 avril 1959, les activités soumises à l'enquête.) |
|---|---|
| Enquêtes trimestrielles | 110-1, p. de 111, 136, 16, 191, 192, 20, 21, 220, 222, 227, 23, 24 (sauf 249), 261, 263, 265, 266, p. de 27, 28 (sauf 280-1, 280-2), 29 (sauf 295, 298-1), 30 (sauf 302-5), 325, 338, 351-7, 352-13, 352-22, p. de 352-31, 352-32, p. de 352-50, 352-8, 354-2, 354-4, 354-5, 355-1, 355-33, p. de 355-41, 355-42, 355-6, 355-9, 356-2, p. de 356-3, 356-4, 359, 362-21, 363-1, 366, 37, 393-2, 393-3, 394, 451 (sauf 451-07), 452, 453-05, 455, 47 (sauf 475-51, 475-92), 481, 482, 484, 485-01, 486, p. de 511-2, 511-3, 522-1, 532-2, 532-3, 532-4, 532-6, 532-82, 541, 542, 543, 545, 551, 552, 61, 734-2, 738-2, p. de 755-1. |
| Enquêtes semestrielles | 16, 191, 193, 205-1, 231-1, 245-4, 246, 247 (sauf 247-64), p. de 496-1. |
| Enquêtes annuelles | 06, 07, 103, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 à 24 (sauf 221, 226, 228, 229, 249), 262-1, 264, p. de 266-2, 268, 28 (sauf 280-1, 280-2), 290-3, 293-5, 30, 31, 32, 328, 35, 36, 37, 391, 392-1, 393, 394, 395, p. de 403-01, 403-22, p. de 404-01, 405, 414, 421-4, 422-5, p. de 425-02, 453, 454-3, 455, 456-02, 47 (sauf 475-51 et 475-92), 48, 49, 511-1, p. de 511-2, p. de 512-0, 513, 514, 515, p. de 517-02, 524-02, p. de 527, 532, 533, 534-32, 535, 545, 551, 552, 553-6, 561, 562, 563, 571, 572, 573-1, p. de 573-2, 581, p. de 582-0, 59, 601-7, 61, p. de 707-1, 731-1, 731-2, 734-2, 735, 743-14, 743-15, 743-3, 743-5, 755-1, p. de 755-2, 761, 764-1, 766-1, 766-2, 894. |
| Enquête annuelle sur les investissements réalisés en 1960 | Tous secteurs industriels. |
| Enquête annuelle sur les outillages textiles | 47 et 48 |
| Enquête annuelle sur la ventilation des effectifs des entreprises par établissement et sur la ventilation des effectifs ouvriers de chaque établissement par catégorie de produits fabriqués. | Tous secteurs industriels. |
| Enquête semestrielle sur les prévisions d'exportations à court terme | 11 à 24, 26, 28 à 33, 35 à 37, 39 à 42, 45, 47, 48, 51, 53 à 57, 59, p. de 61. |
| Enquête quinquennale sur le parc de machines-outils des industries mécaniques et électriques. | 19 à 24 (sauf 221, 226, 228, 229, 249), 26, p. de 27, 28, 29. |
| *Intérieur et finances et affaires économiques (I. N. S. E. E.).* | |
| Recensements partiels de population en application du décret n° 55-731 du 25 mai 1955. | Communes dont la population a augmenté de plus de 10 p. 100 par suite de l'exécution d'un programme de constructions. |
| *Santé et population.* | |
| Enquête sur la croissance de l'agglomération parisienne | Echantillon de personnes venues récemment à Paris ou susceptibles de quitter la région parisienne dans un proche avenir. |
| *Travail.* | |
| Enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. | Tous établissements de plus de 500 salariés et échantillon d'environ 40 p. 100 des établissements de 10 à 50 salariés relevant des activités classées sous les rubriques suivantes : 06 à 98 (sauf les groupes d'activité 229, 251, 349, 648, 649, 683, 831, 85, 861, 900, 901, 910, 92, 930, 936, 938, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 960, 961, 970, 971, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 988). |
| Enquête annuelle complémentaire | Echantillon d'établissements occupant de 6 à 10 salariés. Mêmes branches d'activité que ci-dessus. |
| Enquête trimestrielle sur la main-d'œuvre algérienne | Tous établissements industriels et commerciaux utilisant cette main-d'œuvre (même champ que l'enquête sur l'activité économique). |
| Enquête semestrielle sur les salaires effectivement payés pour certains métiers spécifiés des industries des métaux. | Echantillon d'établissements des branches d'activité ci-après : 12, 13, 16, 173, 174, 175, 176, 177, 18, 19, 20, 21, 220, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 23, 24, 252, 255, 256, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 270, 28 et 29. |
| Enquête annuelle sur la structure par âge de la main-d'œuvre et les mouvements de main-d'œuvre dans l'industrie textile. | Tous établissements dont l'activité correspond à celles définies sous les rubriques 47 et 48 (à l'exception des rubriques 471, 483-1, 483-22, 483-31, 483-33, 483-4, 484-5 et 487). |
| *Travaux publics et transports.* | |
| Enquête mensuelle sur le trafic et le matériel volant | Principales compagnies aériennes françaises : 661, 663-1. |
| Enquête annuelle sur les effectifs, la consommation de carburants et les accidents. | 661, 663-1. |
| Enquête sur la nature de l'activité, personnel, salaires, chiffre d'affaires. | Entreprises de transports aériens et entreprises auxiliaires de transports aériens : 66, 673-0. |
| Enquête sur la nature de l'activité, personnel, salaires, chiffre d'affaires. | Entreprises de chargement et de déchargement dans les ports maritimes et entreprises auxiliaires de transports maritimes : 672-1, 672-2, 672-3, 674-4. |
| Enquête sur la flotte de bateaux, personnel, salaires, chiffre d'affaires. | Entreprises de navigation intérieure et entreprises auxiliaires de navigation intérieure : 641, 672-4. |
| Enquête circulation routière « origine, destination » | Les villes retenues pour cette enquête seraient : Bordeaux, Grenoble, Marseille, Metz, Toulon et Toulouse. |
| Enquête sur l'activité des gares routières publiques (mensuelle) (personnel, salaires, nombre de voyageurs). | 628. |
| Enquête sur l'activité, le personnel, les salaires et le chiffre d'affaires. | Entreprises auxiliaires de transports routiers. |
| Enquêtes mensuelles dans l'hôtellerie de tourisme (arrivées et nuitées). | 771. |
| Enquête sur les séjours des étrangers | 771. |
| Enquêtes sur la fréquentation touristique dans les hôtels des préfectures et dans les autres modes d'hébergement. | 771, 775. |
| Enquête sur les vacances des Français | Echantillon de personnes. |

Art. 2. — Est approuvé le programmes d'enquêtes statistiques publiques à effectuer en Algérie, établi comme suit pour 1961 par le comité de coordination des enquêtes statistiques sur proposition de la section algérienne de ce comité.

| MINISTERE ORGANISATEUR ET NATURE DE L'ENQUETE | CHAMP DE L'ENQUETE (Les numéros indiqués ci-dessous désignent, d'après la Nomenclature des activités économiques approuvée par décret n° 59-534 du 9 avril 1959, les activités soumises à l'enquête.) |
|---|---|
| *Délégation générale en Algérie.* | |
| *a)* Direction de l'énergie et de l'industrialisation. | |
| Enquête annuelle exhaustive sur l'activité, l'effectif des salariés, les résultats d'exploitation, la production, les ventes, la consommation des matières premières et d'énergie, les investissements. | Tous établissements industriels importants. |
| Enquête annuelle par sondage (même objet)..... | Echantillon d'artisans. |
| Enquête annuelle par sondage sur l'investissement et l'équipement (capacité de stockage, moyens de transports, force motrice, outillage). | Industries importantes. |
| Enquête trimestrielle exhaustive sur l'activité et la production.... | Industries diverses correspondant aux activités ci-après : 191, 192, 193, 201, 202, 203, 204, 208, 211, 212, 213, 214, 215, 220, 222, 232, 234, 241, 242, 245, 262, 263, 282, 283, 289 (46 prod.) ; 351, 352, 355, 356, 364, 373 (28 prod.) ; 425, 429, 452, 511, 543 (5 prod.). |
| Enquête mensuelle exhaustive sur l'activité et la production..... | Diverses industries : 163, 177, 191 (8 prod.) ; 351, 352, 353, 358, 362, 363, 364, 382 ; 301, 431, 474, 475, 543 (8 prod.). |
| Enquête annuelle sur la production, les stocks, le personnel, le rendement, les salaires, l'énergie, l'outillage, divers. | Exploitants miniers. |
| Enquête annuelle sur les réserves, la nature des minerais, les immobilisations, les investissements, les prix de revient. | Exploitants miniers. |
| Enquête annuelle sur le tonnage livré par zone monétaire..... | Exploitants miniers. |
| Enquête mensuelle sur les stocks, la production, les livraisons, les exportations, le personnel. | Exploitants miniers. |
| Enquête annuelle sur le personnel, les salaires, le chiffre d'affaires, la production, les ventes, la consommation. | Exploitants de carrières. |
| Enquête annuelle sur les stocks, les importations, les ventes, le personnel, le matériel. | Sociétés de distribution de pétrole. |
| Enquête mensuelle (même objet)..... | Sociétés de distribution de pétrole. |
| Enquête mensuelle sur les importations, les consommations et les stocks. | Importateurs et utilisateurs de charbon. |
| Enquête annuelle sur l'activité, l'effectif des salariés, les résultats d'exploitation, la production, les ventes, la consommation des matières premières, l'énergie, les investissements, les perspectives. | Etablissements de production de matériaux de construction. |
| Enquête mensuelle exhaustive sur l'activité et la production..... | Tous établissements de production de matériaux de construction : 311, 324, 325, 326, 543 (66 prod.). |
| *b)* Secrétariat général de l'administration pour les affaires économiques. | |
| Enquête semestrielle par sondage sur les perspectives à court terme. | Chefs d'entreprises importantes. |
| Enquête permanente exhaustive sur le mouvement de la population par exploitation des bulletins statistiques d'état civil. | Communes urbaines pour la population musulmane. Algérie entière pour la population non musulmane. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur les dépenses hors d'Algérie pendant la période des congés. | Particuliers. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur les budgets de famille, l'emploi et la fécondité dans les familles. | Particuliers. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur la circulation des véhicules automobiles dans les grandes villes. | Utilisateurs de véhicules automobiles. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur les besoins et les désirs des familles en matière d'habitat. | Familles logées. |
| *c)* Direction des travaux publics et des transports. | |
| Enquête occasionnelle par sondage sur l'activité..... | Transporteurs routiers de marchandises. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur l'activité..... | Transporteurs routiers de voyageurs. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur le vieillissement..... | Parc automobile. |
| *d)* Direction générale des finances. | |
| Enquête annuelle sur l'activité des sociétés d'assurances..... | Tous établissements ci-après : 840 à 845. |
| Enquête annuelle sur la gestion des banques..... | Tous établissements ci-après : 830 à 833. |
| *e)* Direction générale de l'action sociale. | |
| Enquête semestrielle sur l'activité, l'effectif des salariés, la durée du travail, les salaires horaires, le mode de rémunération, les ouvriers selon le sexe et la catégorie professionnelle, les appointements. | Tous établissements occupant un salarié et plus. |
| Enquête permanente par sondage sur la morbidité et la mortalité.... | Etablissements hospitaliers importants. |
| *f)* Direction de l'agriculture et des forêts. | |
| Enquête occasionnelle par sondage sur l'élevage..... | Eleveurs de cheptel. |
| Enquête occasionnelle par sondage sur la production de lait et l'approvisionnement des grands centres. | Producteurs de lait et organismes de distribution. |
| *g)* Direction générale de la fonction publique et des affaires administratives. | |
| Enquête sur la détention d'éléments radioactifs..... | Toutes entreprises privées et administrations publiques. |
| *h)* Inspection générale des services économiques. | |
| Enquêtes sur l'évolution des ventes de certains produits de fabrication locale et leurs similaires importés. | Certains commerçants. |

Art. 3. — Les numéros de visa accordés aux questionnaires correspondant aux enquêtes mentionnées ci-dessus seront publiés au *Journal officiel* avec mention de la nature générale des questions posées, de la périodicité de l'enquête ou de sa date et des délais accordés aux personnes physiques et morales interrogées pour faire parvenir leurs réponses.

Art. 4. — Le directeur général de l'institut national de la statistique et des études économiques est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 février 1961.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
ANTOINE VEIL.

**Affectation au ministère des finances et des affaires économiques d'immeubles domaniaux sis à Lauterbourg-Port-du-Rhin.**

Par arrêté du 9 février 1961 :

Sont affectés à titre définitif au ministère des finances et des affaires économiques (direction générale des douanes et droits indirects), en vue de l'installation d'un poste de douane et du logement d'un agent de cette administration, la parcelle sise à Lauterbourg-Port-du-Rhin (Bas-Rhin), lieudit Koepfel, cadastrée section B, n° 576/5, et la construction dite Ancienne Maison du conducteur du Rhin, édifiée sur cette parcelle avec ses dépendances, lesdits immeubles figurés sur le plan annexé au présent arrêté.

Est constitué au profit du ministère des finances et des affaires économiques (direction générale des douanes et droits indirects) un droit de passage sur la parcelle n° 575/5, affectée au ministère des travaux publics et des transports (ponts et chaussées, service de la navigation) et représentée sur le plan annexé.

**Modification de l'arrêté du 9 octobre 1956 fixant la liste et les attributions des bureaux de douane.**

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le code des douanes, et notamment ses articles 24 (§ 1) et 47 (§ 1) ;

Vu l'arrêté du 9 octobre 1956 fixant la liste et les attributions des bureaux de douane ;

Vu les arrêtés des 20 août et 24 décembre 1957, 6 mai, 2, 6 et 22 juillet, 5 septembre et 30 octobre 1959, 11 janvier, 15 mars, 30 avril, 30 juillet, 15 octobre, 20 décembre 1960, 9 janvier, 23 janvier et 3 février 1961 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 1960 portant délégation permanente de signature,

Arrête :

Art. 1er. — L'arrêté du 9 octobre 1956 fixant la liste et les attributions des bureaux de douane est modifié comme il est indiqué au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 février 1961.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques et par délégation :
*Le directeur général des douanes et droits indirects,*
PHILIPPE DE MONTRÉMY.

TABLEAU ANNEXE PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ DU 9 OCTOBRE 1956

*Liste des bureaux.*

Nice-port et gare.

Remplacer la ligne s'y rapportant par les deux nouvelles lignes rédigées comme suit :

| CLASSEMENT DES BUREAUX DE DOUANE | | | ATTRIBUTIONS | BUREAUX HABILITÉS AU DÉDOUANEMENT de certaines marchandises soumises à des restrictions spéciales. | |
|---|---|---|---|---|---|
| Bureaux de plein exercice. | Bureaux à compétence limitée. | Bureaux spécialisés. | fonctionnelles particulières. | Dans l'intérêt de l'administration des douanes. | Dans l'intérêt d'autres services publics. |
| Nice-port ..... | » | » | E - TIA - TIRD | H - T - OAC - TP VU RT | CL - CPH - CS - OACE |
| Nice-gare ..... | » | » | E (1) TIF - TIA CDP | H - T - OAC - TP | CL - CPH - OACE |

(1) Annexe de l'entrepôt réel de Nice-port

**Conseil national des assurances.**

Par arrêté du 16 février 1961, M. Gravelin est nommé en qualité de membre suppléant du conseil national des assurances, en remplacement de M. Marcel Henry.

**Interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle et retrait provisoire du permis de conduire les véhicules automobiles.**

Par arrêté du 18 février 1961, M. Celerier (Pierre), demeurant 5, rue Pierre-Grenier, à Boulogne-sur-Seine, exploitant de l'entreprise Metalimex, 5 *bis*, rue de Berri, Paris (8e), à l'encontre duquel une plainte a été déposée par l'administration fiscale en application des articles 1835, 1836 et 1837 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle.

Le permis de conduire les véhicules automobiles est provisoirement retiré à M. Celerier (Pierre).

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 406 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

Par arrêté du 18 février 1961, M. Moch (Josué), gérant de la S. A. R. L. Importation et exportation de métaux, 3, rue Servan, Paris (11e), et demeurant 18, rue de la Butte-aux-Cailles, Paris (13e), à l'encontre duquel une plainte a été déposée par l'administration fiscale en application des articles 1835, 1836 et 1837 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle.

Le permis de conduire les véhicules automobiles est provisoirement retiré à M. Moch (Josué).

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 406 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

Par arrêté du 18 février 1961, M. Rouah (Roger), gérant de la S. A. R. L. Rouah Limited, 60, rue Pierre-Brossolette, aux Pavillons-sous-Bois, et demeurant 2, rue Florence-Blumenthal, Paris (16e), à l'encontre duquel une plainte a été déposée par l'administration fiscale en application des articles 1835, 1836 et 1837 du code général des impôts, est frappé de l'interdiction provisoire d'exercer toute profession commerciale ou industrielle.

Le permis de conduire les véhicules automobiles est provisoirement retiré à M. Rouah (Roger).

Le directeur général des impôts est chargé des mesures de notification et de publicité prévues par les articles 406 A 7, 406 A 9 et 406 A 10 de l'annexe III au code général des impôts.

**Institut national de la statistique et des études économiques.**

Par arrêté du 14 février 1961, M. Jacques Barache, administrateur de 3e classe à l'institut national de la statistique et des études économiques, est, sur sa demande, placé en disponibilité sans traitement, en application de l'article 13 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 modifiant l'article 116 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, pour la période du 16 novembre 1957 au 21 février 1959 inclus.

M. Jacques Barache est, sur sa demande, maintenu en disponibilité sans traitement, en application de l'article 24, paragraphe *b*, du décret n° 59-309 du 14 février 1959, pour une durée de trois ans, à compter du 22 février 1959.

Par arrêté du 14 février 1961 :

M. Caset-Carricaburu (Henri), chef opérateur, 3e échelon, à l'institut national de la statistique et des études économiques, est promu au grade de chef d'atelier mécanographique, 1er échelon (indice brut 355), à compter du 11 février 1960, en conservant une ancienneté d'échelon de 11 mois et 6 jours.

Sont promus au grade de chef opérateur mécanographe, 3e échelon (indice brut 343), dans le cadre des mécanographes titulaires de l'institut national de la statistique et des études économiques, les chefs opérateurs mécanographes adjoints dont les noms suivent :

A compter du 1er janvier 1960 (en conservant une ancienneté d'échelon de 10 mois 26 jours) : M. Gallet (Georges), chef opérateur adjoint, 4e échelon.

A compter du 11 février 1960 (en conservant une ancienneté d'échelon de 4 mois 10 jours) : Mme François (Yolande), chef opérateur adjoint, 4e échelon.

### Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes.

Par arrêté du 15 février 1961, M. Peretti (Robert), ingénieur en chef de 1re classe des manufactures de l'Etat, en service détaché pour exercer les fonctions de directeur des installations nouvelles près de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation, est placé, sur sa demande, dans la position hors cadres prévue à l'article 42 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er janvier 1960.

### Services extérieurs du Trésor.

Par arrêté du 15 février 1961, MM. Bonzom (Irénée), contrôleur principal du Trésor, et Dubreuil (Etienne), agent de recouvrement du Trésor, en service détaché auprès du ministre de l'industrie, pour exercer des fonctions à l'office national industriel de l'azote, sont placés dans la position hors cadres, prévue à l'article 42 de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires.

Le présent arrêté a effet du 1er janvier 1955 pour M. Bonzom et du 30 décembre 1959 pour M. Dubreuil.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Docteurs « honoris causa ».

Par arrêté du 7 février 1961, est approuvée la délibération en date du 29 octobre 1960 du conseil de l'université d'Aix-Marseille conférant le titre de docteur *honoris causa* aux personnalités suivantes :

M. Papi, recteur de l'université de Rome.

M. Rotondi, professeur à la faculté de droit de Pavie.

M. L. A. Zenkevitch, professeur à l'université de Moscou.

### Enseignement supérieur.

Par arrêté en date du 30 janvier 1961, M. Ritz, professeur à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Lyon, est nommé directeur de l'institut de préparation aux enseignements de second degré de la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Lyon, pour l'année scolaire 1960-1961, en remplacement de M. Flutre, démissionnaire.

### Recherche scientifique et technique outre-mer.

Par arrêté du 15 février 1961, M. Klein (Jean-Marie), chargé de recherches de 2e échelon du corps des chercheurs de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer, est placé en position de service détaché auprès du ministère des affaires étrangères pour servir à l'institut Pasteur de Téhéran.

Le présent détachement est prononcé pour une durée de deux ans à compter du 11 mars 1960.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE

### Emploi de matériel dans les mines grisouteuses.

Par arrêté M S 10/61 en date du 9 février 1961, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « gammamètre tête chercheuse type C 1 TC 1 », construit par le centre d'études et recherches des Charbonnages de France, laboratoire de Verneuil, à Verneuil-en-Halatte (Oise).

Par arrêté M S 11/61 en date du 9 février 1961, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « circuit de mesure pour appareillage de sismique type SC », construit par le centre d'études et recherches des Charbonnages de France, laboratoire de Verneuil, à Verneuil-en-Halatte (Oise).

Par arrêté M S 12/61 en date du 9 février 1961, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses l'« interrupteur de fin de course type 8126 », construit par les Etablissements Automatic-Valve, à Wesserling (Haut-Rhin).

Par arrêté M S 13/61 en date du 9 février 1961, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « moteur type MTC 27 F 4 A 1 D », construit par la société Ateliers de constructions électriques L. Becquart, 115, rue Turgot, à Lille (Nord).

Par arrêté M S 14/61 en date du 9 février 1961, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « moteur série Gamma, modèle CHAS, type 280 C », construit par la société Breguet-Sautter-Harlé, 3, boulevard Louis-Breguet, à Douai (Nord).

Par arrêté M S 16/61 en date du 9 février 1961, est agréé pour être employé dans les mines grisouteuses le « moteur série Gamma, modèle FARNA, type 250 L », construit par la Maison Breguet, 3, boulevard Louis-Breguet, à Douai (Nord).

### Administration centrale.

Par arrêté du 15 février 1961, Mlle Cousin (Marcelle), secrétaire d'administration hors classe, est admise à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 31 mars 1961, en application des dispositions de l'article L. 4 du code des pensions.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

### Décret du 14 février 1961 portant nominations dans le corps interministériel des ingénieurs des télécommunications.

Par décret en date du 14 février 1961 :

Sont, à compter du 3 octobre 1960, nommés à l'emploi d'ingénieur élève des télécommunications à l'école nationale supérieure des télécommunications (deuxième année) les élèves de l'école polytechnique dont les noms suivent :

| MM. | | |
|---|---|---|
| Ristori (Michel). | Andreani (René). | Hirsch (Michel). |
| Combet (Henri). | Pachiaudi (Jacques). | Marx (Michel). |
| Chatain (Daniel). | Blanche (Jacques). | Grisez (Alain). |
| Dupont (Alain). | Person (Jean-Michel). | Merlin (Jean-Claude). |
| Le Bouar (Alain). | Pouliquen (Jacques). | Karaghiozian (Grégoire). |
| Josien (Paul). | Marchal (François). | Conruyt (Pierre). |
| Marec (Claude). | Penaud (Jean). | Arrivet (Jean). |
| | Brenot (François). | |

Sont, à compter du 10 octobre 1960, nommés à l'emploi d'ingénieur élève des télécommunications (première année) les fonctionnaires, admis au concours des 13, 15, 21 et 23 juin 1960, dont les noms suivent :

M. Venard (Michel), inspecteur à la direction centrale à Alger.

M. Breus (Claude), inspecteur au centre national d'études des télécommunications.

M. Follet (Raoul), inspecteur à la direction des bureaux ambulants de la ligne du Sud-Ouest.

M. Jeantet (Pierre), inspecteur à la direction des services radioélectriques.

M. Couletquer (Paul), inspecteur à la direction des télécommunications de Paris.

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

### Décret du 15 février 1961 portant nomination d'un professeur général de la marine marchande.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre des armées et du ministre des travaux publics et des transports,

Vu la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer ;

Vu le décret n° 58-456 du 28 avril 1958 abrogeant le décret n° 54-1244 du 13 décembre 1954 et modifiant le décret n° 47-501 du 19 mars 1947 portant fixation des cadres et du statut des officiers du corps des professeurs de la marine marchande ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. le professeur en chef de 1re classe de la marine marchande Pouchat (Jean-Baptiste) est nommé dans la 1re section du cadre de l'état-major général, au grade de professeur général de 2e classe, pour prendre rang du 1er janvier 1961, en remplacement numérique de M. le professeur général de 1re classe d'hydrographie Pace, placé dans la 2e section.

Art. 2. — Le Premier ministre, le ministre des armées et le ministre des travaux publics et des transports sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*
MICHEL DEBRÉ.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*
ROBERT BURON.

*Le ministre des armées,*
PIERRE MESSMER.

### Octroi à la commune d'Etel d'une concession d'outillage public au port de cette ville.

Le ministre des travaux publics et des transports et le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 57-657 du 22 mai 1957 portant codification des textes législatifs concernant l'administration communale ;

Vu le décret n° 56-321 du 27 mars 1956 portant codification sous le nom de code des ports maritimes des textes législatifs concernant les ports maritimes, ensemble l'ordonnance n° 59-111 du 7 janvier 1959, le décret n° 59-136 du 7 janvier 1959 et le décret n° 60-916 du 20 août 1960 qui l'ont modifié ;

Vu la demande présentée par la commune d'Etel suivant délibérations des 15 octobre 1959 et 9 juin 1960 ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cette demande et notamment l'avis de la commission permanente d'enquête du port d'Etel,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'établissement et l'exploitation d'un outillage public, au port d'Etel, est concédé à la commune d'Etel, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 décembre 1960.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller d'Etat chargé de mission auprès du ministre,*
JEAN CAHEN-SALVADOR.

*Le ministre de l'intérieur,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du cabinet,*
GEORGES GALICHON.

### CAHIER DES CHARGES

#### TITRE Ier

#### OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION

##### Article 1er.

*Objet de la concession.*

La présente concession a pour objet l'établissement et l'exploitation d'un outillage comprenant :

Des engins de levage pour le chargement et le déchargement des navires ;

Des cales de carénage ;

Un remorqueur pour les manœuvres des navires.

##### Article 2.

*Nature de la concession.*

L'usage des installations et appareils sera toujours facultatif pour le public et subordonné aux nécessités du service du port.

Les quais sur lesquels ils seront établis resteront affectés à l'usage libre du public, sous l'autorité exclusive des agents chargés de la police du port.

La commune ne sera fondée à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres outillages publics ou privés seraient autorisés dans le port.

##### Article 2 *bis*.

*Direction des travaux et de l'exploitation. Contrôle de ces opérations.*

Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien ainsi que l'exploitation des installations et appareils concédés seront effectués sous la direction du service maritime des ponts et chaussées du Morbihan.

Pour l'accomplissement de cette mission, les ingénieurs agiront pour le compte et au nom de la commune d'Etel dont ils recevront une rémunération qui sera fixée, sur proposition du conseil municipal, par le ministre des travaux publics et des transports.

Les opérations faites par la commune en vertu du présent cahier des charges seront placées sous le contrôle de l'inspecteur général des ponts et chaussées qui a le port d'Etel dans ses attributions.

#### TITRE II

#### EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN

##### Article 3.

*Projets d'exécution.*

La commune sera tenue de soumettre au ministre des travaux publics et des transports les projets d'exécution, d'acquisition ou de modification de tous les ouvrages et de tous les engins à installer. Ces projets devront comprendre tous les plans, dessins et mémoires explicatifs nécessaires pour déterminer complètement les constructions à édifier ainsi que les dispositions des appareils.

Le ministre aura le droit de prescrire les modifications qu'il jugera convenables pour assurer la bonne marche de tous les services.

##### Article 4.

*Exécution des travaux.*

Tous les ouvrages seront exécutés, conformément aux projets approuvés, en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Les matériaux entrant dans la composition des ouvrages et les engins d'outillages nécessaires à l'exploitation devront être de provenance ou de fabrication française, sauf dérogations autorisées par le ministre des travaux publics.

##### Article 5.

*Entretien des ouvrages.*

Les ouvrages établis par la commune seront entretenus en bon état par ses soins, de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

La commune prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.

En cas de négligence de sa part, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs des ponts et chaussées.

##### Article 6.

*Frais de construction et d'entretien.*

Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien seront à la charge de la commune.

Seront également à sa charge les frais des changements qu'elle sera autorisée par le ministre à apporter aux ouvrages du domaine public.

##### Article 7.

*Pavages, empierrements, voies ferrées, etc.*

Seront à la charge de la commune :

Toutes les modifications qui seront apportées aux revêtements des terre-pleins, du fait de l'installation des ouvrages concédés, ainsi que l'entretien des parties de revêtements modifiées.

##### Article 8.

*Indemnités aux tiers.*

Seront à la charge de la commune, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages concédés.

Article 9.

*Règlements de voirie.*

La commune sera tenue de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des canalisations de toute nature et de tous autres appareils.

Ces travaux seront effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui auront été prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par les soins de la commune et à ses frais.

Article 10.

*Effets du libre usage de la voie publique.*

La commune ne sera admise à réclamer aucune indemnité en raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages fixes.

Elle ne pourra non plus élever contre l'administration aucune réclamation en raison de l'état du chenal, des bassins, des chaussées et terre-pleins du port ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien de ses ouvrages et le fonctionnement de ses installations, appareils et services, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public, tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

Article 11.

*Délais d'exécution.*

La commune devra avoir terminé dans les délais ci-après les travaux de premier établissement des installations et appareils, savoir :

Grue fixe de 10 tonnes : un an après arrêté interministériel accordant la concession et achèvement de toutes les formalités préalables à l'exécution des travaux ;

Cales de carénage : deux ans après arrêté interministériel accordant la concession et achèvement de toutes les formalités préalables à l'exécution des travaux ;

Remorqueur : deux ans après arrêté interministériel accordant la concession et achèvement de toutes les formalités préalables à l'exécution des travaux.

Ces divers délais étant indépendants.

Article 12.

*Construction et entretien.*

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque installation, appareil ou groupe susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs sur la demande de la commune, et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Article 13.

*Installations et appareils supplémentaires.*

La commune sera tenue, quand elle en sera requise, de mettre en service des installations et appareils supplémentaires, dans la mesure qui sera déterminée par le ministre des travaux publics et des transports, après avis du ministre de l'intérieur, pourvu qu'il n'en résulte aucune modification essentielle dans la consistance de la concession.

TITRE III

EXPLOITATION

Article 14.

*Police des quais et du port.*

La présente concession ne conférera à la commune aucun droit d'intervenir soit dans le placement des navires et bateaux aux quais outillés par elle ou dans le déplacement de ces navires ou bateaux, soit dans la police de la grande voirie, ou dans celle de la circulation et de l'usage des quais.

Article 15.

*Ordre d'admission à l'usage des installations et appareils.*

Sous réserve de la priorité résultant de l'ordre de mise à quai et des cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra aux agents chargés de la police du port, les installations et appareils seront mis à la disposition des usagers suivant l'ordre des demandes.

Les demandes seront inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de la production, sur des registres à souche tenus par les soins de la commune.

Ces registres seront communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Quand un usager inscrit ne se sera pas présenté à son rang, il prendra le premier tour dont il sera en mesure de profiter.

Article 16.

*Obligations du concessionnaire.*

La commune sera tenue de mettre les appareils à la disposition du public, non seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces périodes, de jour et de nuit, quand le travail à effectuer aura été autorisé par la douane

La conduite des engins de levage électrique sera toujours assurée par un agent de la commune. Celle des engins de levage à bras sera en principe assurée par les usagers.

Lorsque la commune se chargera de la manutention, elle devra y affecter le personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages du port.

Article 17.

*Obligations des usagers.*

Lorsque la manutention n'est pas assurée par la commune, les usagers devront employer à leurs opérations le personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages du port, faute de quoi ce matériel pourrait être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants, qui sera en situation de les utiliser.

En outre, lorsque la manutention des marchandises n'est pas effectuée par leur propriétaire, les taxes perçues par les entrepreneurs, en rémunération de leurs services, ne pourront dépasser les maxima prévus à l'article 27 *bis* ci-après.

Les appareils ne pourront être employés à la manutention d'aucun objet d'un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'inobservation de cette prescription restera à la charge de l'usager.

Ceux qui voudront travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane devront en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire en produisant l'autorisation de la douane.

Article 18.

*Suspension des opérations.*

Quand les agents de la commune jugeront qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des appareils ou quand ces appareils devront être déplacés par ordre des agents chargés de la police du port, les usagers devront immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même lorsque l'interruption de travail sera occasionnée par un défaut des appareils mis à leur disposition.

Mais, dans l'un et l'autre cas, il ne paieront que le temps pendant lequel ils auront pu faire usage de ces appareils.

Article 19.

*Occupation des hangars.*

Néant.

Article 20.

*Eclairage et surveillance.*

Néant.

Article 21.

*Utilisation des cales de carénage.*

A. — Obligation des usagers.

Les usagers devront respecter strictement les emplacements assignés. En cas d'urgence ou de nécessité, les services du port ou les agents de la commune pourront, après procès-verbal dressé par les agents chargés de la police du port, prendre toutes mesures aux frais des usagers pour nettoyer le radier ou pour procéder à l'enlèvement d'office de tous matériels ou matériaux de toute nature abandonnés sur le radier ou disposés de façon dangereuse ou incommode ou pour prendre toutes mesures de sécurité, en cas notamment de navire mal béquillé.

Les usagers devront effectuer eux-mêmes les manœuvres relatives à l'approche des cales de carénage, à l'échouage, à l'accostage et au départ des navires. Sont également à leur charge la mise en place des tins, sous-ventrières, accores, béquilles et ce qu'ils jugeront nécessaires sous leur responsabilité.

Les usagers pourront faire exécuter les carénages et réparations de leurs navires par qui bon leur semblera. Ils seront responsables vis à vis de la commune des détériorations causées aux ouvrages soit par le navire, soit par le matériel employé à ces réparations.

Sauf dans le cas de force majeure reconnu par les agents de la police du port, l'accès aux cales sera interdit à tout navire qui ne sera pas déchargé.

B. — Durée d'occupation des cales de carénage.

Tout navire ayant terminé ses opérations devra quitter les cales à la marée suivante.

Aucun navire ne pourra sans autorisation spéciale occuper les cales pendant plus de sept jours consécutifs, dimanches et fêtes compris. Cette durée pourra être prolongée avec autorisation des agents chargés de la police du port ; à l'expiration du délai de sept jours ou du délai supplémentaire accordé, le navire sera remis à flot et conduit dans un endroit convenable du port ou de la rivière d'Etel aux frais, risques et périls des armateurs, des consignataires ou du capitaine, sans pétition en aucun cas envers la commune ni envers l'Etat.

Article 21 *bis*.

*Utilisation du remorqueur.*

Les usagers devront se soumettre en tout point aux consignes qui leur seront données par le capitaine du remorqueur et porteraient l'entière responsabilité des conséquences que pourrait avoir toute manœuvre qui n'aurait pas été exécutée en conformité avec ses instructions.

Le capitaine du remorqueur reste seul responsable de juger en fonction de l'état de la mer et des responsabilités du remorqueur de l'opportunité des manœuvres.

Article 22.

*Règlements du port, mesures de police et déplacement des appareils.*

La commune d'Etel sera soumise aux règlements du port.

Elle se conformera aux arrêtés qui seront pris par le préfet, après l'avoir entendue, pour réglementer l'usage des installations et appareils, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages publics.

Elle sera tenue de déplacer momentanément ses engins mobiles, loués ou non, toutes les fois qu'elle en sera requise par les agents chargés de la police du port soit pour les besoins de l'exploitation du port, soit pour les réparations à exécuter aux ouvrages publics.

Ces déplacements seront ordonnés verbalement aux agents de la commune qui devront obtempérer immédiatement aux injonctions du personnel préposé à la police du port. Faute par ces agents de s'y conformer, il sera dressé contre eux personnellement procès-verbal pour contravention à la police de la grande voirie et il sera procédé d'office, sans autre mise en demeure, à l'exécution des ordres des agents chargés de la police du port, aux frais des contrevenants, sauf recours contre la commune civilement responsable.

Le déplacement définitif des engins mobiles que l'administration jugerait utile d'exclure d'un bassin ou d'un quai, celui des installations fixes susceptibles d'être démontées et reposées dans un autre emplacement sera prescrit, s'il y a lieu, par le préfet, la commune entendue. Faute par celle-ci de se conformer aux injonctions reçues, il sera procédé d'office au déplacement, à ses frais, risques et périls.

Article 23.

*Mesures de détail.*

Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives de la commune et des personnes qui feront usage de ses installations et appareils, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, seront arrêtées par le préfet, la commune entendue.

Article 24.

*Agents du concessionnaire.*

Les agents que la commune emploiera pour la surveillance et la garde des ouvrages concédés, pourront être commissionnés et assermentés devant le tribunal de première instance, dans les conditions prévues pour les gardes des particuliers.

Ils porteront des signes distinctifs de leurs fonctions.

Article 25.

*Sous-traités.*

La commune pourra, avec le consentement du ministre des travaux publics et des transports, confier à des entrepreneurs agréés par elle l'exploitation de tout ou partie de ses installations et appareils et la perception des taxes fixées par le tarif ; mais, dans ce cas, elle demeurera personnellement responsable, tant envers l'Etat qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Article 26.

*Contrôle de l'exploitation.*

Néant.

TITRE IV

TARIFS

Article 27.

*Taxes maxima.*

Les taxes maxima qui pourront être perçues pour l'usage des installations et appareils seront les suivantes :

A. — Engins de levage.

Grue fixe électrique.

| NUMÉROS de la taxe. | NATURE DES OPÉRATIONS | MONTANT DE LA TAXE | |
|---|---|---|---|
| | | Jours ouvrables. | Dimanches, jours fériés, heures supplémentaires ou heures de nuit (21 h à 7 h). |
| 1 | Toutes opérations à l'heure ou fraction d'heure : | | |
| *a*) | Jusqu'à 5 tonnes..... | 30 NF. | 37,50 NF. |
| *b*) | Plus de 5 tonnes..... | 45 NF. | 60,00 NF. |
| 2 | Mâtage ou démâtage : | | |
| *a*) | Bateaux jusqu'à 25 tonneaux.... | 45 NF. | Tarif n° 1. |
| *b*) | Bateaux de plus de 25 tonneaux. | 75 NF. | Tarif n° 1. |
| 3 | Mise à terre ou à l'eau d'un canot.. | 15 NF. | Tarif n° 1. |

B. — Cales de carénage.

Par journée de vingt-quatre heures de séjour et par tonneau de jauge brute ou fraction :

Les sept premiers jours : 1,50 NF ;

Les jours au-delà du septième : 3,00 NF.

C. — Remorqueur.

Entrées ou sorties : 150 NF.

Mouvements de rivière : 90 NF.

Sortie du Pont-Lorois à l'extérieur : 150 NF.

Tarif horaire de remorquage à l'extérieur : 225 NF.

Article 27 *bis*.

*Taxes de manutention maxima.*

Les taxes qui pourront être perçues pour la manutention des marchandises ne devront pas dépasser les maxima qui seront fixés par le ministre des travaux publics et des transports après un affichage de quinze jours.

Article 28.

*Application du tarif des appareils.*

Les taxes pour l'usage des appareils seront dues par celui qui en aura fait la demande.

Lorsqu'un appareil sera donné en location à l'heure, toute heure commencée sera due ; néanmoins, l'appareil sera retiré par les agents de la commune dès que le travail sera terminé.

Le prix de la première heure sera payé d'avance, à titre d'arrhes, lors de la demande d'un appareil. En cas de non utilisation de l'appareil, les arrhes seront acquises à la commune.

Article 29.

*Services rémunérés par les taxes des appareils de manutention.*

Seront à la charge de la commune la fourniture de l'appareil et de ses accessoires, le graissage et les frais accessoires relatifs à son fonctionnement, plus, pour les appareils mécaniques, la fourniture de la force motrice et les frais de conduite et enfin, dans le cas des appareils roulants ou flottants, les frais de la première approche et du départ définitif de l'appareil, à moins de stipulation contraire dans les tarifs.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'appareil effectués au cours des opérations, sur la demande du locataire ou sur l'ordre des agents chargés de la police du port, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis et des mâts seront à la charge de l'usager. Il en sera de même pour la fourniture des bennes, chaînes et cordages destinés à saisir les colis et les mâts, à moins de stipulation contraire dans les tarifs.

Article 30.

*Application du tarif des hangars.*

Néant.

Article 31.

*Application du tarif des cales de carénage.*

Les taxes pour l'usage des cales de carénage seront dues par celui qui en aura fait la demande et décomptées par journée, toute journée commencée étant due, les journées étant comptées de minuit à minuit.

Le prix de la première journée sera payé d'avance, à titre d'arrhes, lors de la demande d'occupation. En cas de non utilisation, les arrhes seront acquises à la commune, sauf si le bateau ne pouvait y être admis par faute d'un autre bateau, faute de la commune ou cas de force majeure.

Il ne sera pas fait de déduction pour jours non ouvrables.

Article 31 *bis*.

Les taxes pour l'usage du remorqueur seront dues par celui qui en aura fait la demande et décomptées par manœuvre. Elles seront dues à partir du moment où le remorqueur aura quitté son mouillage mais si pour une raison ou pour une autre le remorqueur ne pouvait pas intervenir, le taux serait réduit de moitié. Rien ne serait dû en cas de panne ou avarie du remorqueur empêchant la manœuvre.

Article 32.

*Services accessoires.*

En dehors des taxes dont le maximum est déterminé à l'article 27 ci-dessus, le ministre des travaux publics et des transports, sur la proposition de la commune, fixera les taxes maxima relatives aux services accessoires, non prévus au présent cahier des charges, dont la commune sera autorisée à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

Article 33.

*Assurances.*

Les frais d'assurance en cas d'incendie, d'avarie, de perte, de vol, etc., ne sont pas compris dans les taxes.

La commune pourra passer avec des compagnies d'assurance des contrats dont les usagers de l'outillage pourront profiter, sur leur demande et à charge, par eux, de payer les primes déterminées par ces contrats, dont le texte sera tenu à leur disposition.

Article 34.

*Paiement des taxes.*

Les taxes à la charge des navires devront être payées par les capitaines, armateurs ou consignataires aussitôt après l'achèvement des opérations.

Les taxes à la charge de la marchandise devront être payées par le propriétaire ou le consignataire de la marchandise ; dans le cas où le propriétaire et le consignataire seraient inconnus, elles devront être payées par le déclarant en douane ou, à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise ou par la personne qui aura demandé la location. La commune pourra s'opposer à l'enlèvement des marchandises jusqu'à ce que les taxes aient été payées.

Au montant des taxes s'ajouteront, le cas échéant, les dépenses exposées par la commune, sur l'ordre des agents chargés de la police du port, pour l'enlèvement d'office et le magasinage des marchandises, après l'expiration des délais de séjour réglementaires, ou pour les mesures d'urgence prévues à l'article 21 ci-avant.

Article 35.

*Abaissement des tarifs.*

La commune pourra, si elle le juge convenable, abaisser les tarifs, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima. Elle pourra, notamment, établir des tarifs d'abonnement pour les services réguliers desservant le port dans des conditions déterminées.

Les taxes ainsi abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs devra être soumise à l'homologation du ministre des travaux publics et des transports, après avoir été portée à la connaissance du public par des affiches placardées pendant quinze jours au moins avant la demande d'homologation.

L'application des tarifs modifiés ne pourra commencer qu'après l'homologation.

Article 36.

*Publicité des tarifs.*

Les tarifs en vigueur seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des installations et appareils, et aux endroits qui seront indiqués par les ingénieurs.

La commune sera responsable de la conservation de ces affiches et les remplacera toutes les fois qu'il y aura lieu.

Article 37.

*Perception des taxes.*

La perception devra être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause sera nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'appliquera pas aux traités qui interviendraient entre la commune et l'administration dans l'intérêt des services publics.

Les perceptions seront constatées par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les sommes perçues.

Article 38.

*Registre des réclamations.*

Il sera tenu, à la mairie d'Etel, un registre destiné à recevoir les réclamations des personnes qui auraient des plaintes à formuler soit contre la commune, soit contre ses agents ; les résultats de l'instruction faite par les ingénieurs sur chaque plainte y seront transcrits.

Ce registre sera coté et paraphé par les ingénieurs ; il sera présenté à toute réquisition du public.

TITRE V

AFFECTATION DES RECETTES ET REVISION DES TARIFS

Article 39.

*Budgets et comptes annuels.*

Les recettes de l'outillage, d'une part, les dépenses correspondantes, d'autre part, constitueront un chapitre à chacune des sections du budget et du compte spécial établis chaque année par la commune pour l'ensemble des services gérés par elle dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ce budget et ce compte seront approuvés, en conformité de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, par le ministre de l'intérieur, d'accord avec le ministre des travaux publics et des transports.

Article 40.

*Emploi des taxes.*

Le produit des taxes sera exclusivement employé, par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'exploitation et l'entretien des installations et appareils ;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et du matériel ;

3° A assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts destinés à l'établissement de l'outillage qui fait l'objet de la présente concession, concurremment, s'il y a lieu, avec les autres recettes de la commune régulièrement affectées à l'amortissement desdits emprunts ;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre la commune en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent et de perfectionner l'outillage. Ce fonds de réserve cessera de s'accroître lorsqu'il aura atteint un chiffre maximum fixé par le ministre des travaux publics et des transports, après avis du ministre de l'intérieur. Il ne pourra être utilisé que pour les besoins des services mentionnés à l'article 1er ou des entreprises susceptibles de contribuer au développement desdits services ; tout prélèvement devra être autorisé par le ministre des travaux publics et des transports, d'accord avec le ministre de l'intérieur, à moins qu'il n'ait pour objet de solder des indemnités au paiement desquelles la commune aurait été condamnée par justice à raison de faits relatifs à son administration.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint son maximum, le surplus du produit des taxes sera entièrement affecté soit au remboursement anticipé des emprunts prévus au paragraphe 3, soit au service de l'intérêt et de l'amortissement des autres emprunts contractés par la commune pour les services du port.

Lorsque tous ces emprunts seront amortis, les excédents pourront être portée au fonds de réserve, jusqu'à concurrence d'un nouveau maximum déterminé comme il est dit au premier alinéa du présent paragraphe 4°. Une fois ce maximum atteint, il devra être procédé à la revision des tarifs conformément aux dispositions de l'article ci-après.

Article 41.

*Revision des tarifs maxima.*

Dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article précédent, si la commune, dûment mise en demeure, ne propose pas, dans les conditions prévues à l'article 35 ci-dessus, les abaissements de tarifs nécessaires pour ramener le produit moyen des taxes à un chiffre voisin du montant des dépenses prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 40, les taxes maxima seront réduites par une décision signée par le ministre des travaux publics et des transports, après avis du ministre de l'intérieur.

Lorsque le produit des taxes sera insuffisant pour faire face aux dépenses prévues auxdits paragraphes 1° et 2° et pour constituer le fonds de réserve, ou lorsque le produit net, joint aux autres ressources affectées au paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts contractés pour le service du port, sera insuffisant pour assurer le service desdits emprunts, il sera procédé au relèvement des taxes maxima par une décision rendue après une instruction dans la forme suivie pour la présente concession.

Le relèvement des taxes maxima entraînera de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 35.

## TITRE VI

### Durée de la concession. — Retrait. — Modification des installations

#### Article 42.

*Durée de la concession.*

La durée de la concession est fixée à quarante ans, à partir de la date de l'arrêté interministériel de concession.

#### Article 43.

*Reprises des installations et appareils en fin de concession.*

A l'expiration du délai fixé à l'article précédent et par le seul fait de cette expiration, l'Etat se trouvera subrogé à tous les droits de la commune.

Il entrera immédiatement en possession des installations, des appareils, de leurs accessoires, de toutes leurs dépendances immobilières, des objets mobiliers et approvisionnements nécessaires à l'exploitation du service ou au fonctionnement des installations et appareils, enfin du fonds de réserve ; il percevra, à dater du même jour, tous les produits de la concession.

#### Article 44.

*Retrait de la concession.*

A toute époque, l'Etat aura le droit de retirer la concession, à charge par lui de pourvoir au paiement des annuités restant à courir pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts affectés à l'établissement de l'outillage et de supporter toutes les dépenses régulièrement engagées qui se rattacheraient à l'administration du service.

Ce retrait aura les mêmes effets que la reprise visée à l'article précédent.

L'Etat sera tenu de se substituer à la commune pour l'exécution de tous les engagements normalement pris par elle pour l'exécution du service, et de continuer à assurer ce service jusqu'à ce que la suppression des installations ait été prononcée, s'il y a lieu, dans les formes prévues au dernier paragraphe de l'article 46 ci-après.

#### Article 45.

*Interruption de service.*

Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés à la commune, l'administration prendra immédiatement les mesures nécessaires pour assurer provisoirement la marche de ces services, aux frais, risques et périls de la commune.

Faute par celle-ci, dûment mise en demeure, de pourvoir à la reprise des services dans les délais à elle impartis, il sera procédé au retrait de la concession, comme il est dit à l'article précédent.

#### Article 46.

*Suppression partielle ou totale des installations.*

Dans le cas où, à une époque quelconque, le ministre des travaux publics et des transports statuant, la commune entendue, reconnaîtrait qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement, une partie de ses installations, la commune, sur sa réquisition, devrait évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par elle de se conformer à cette obligation dans le délai qui aurait été fixé, il serait procédé d'office à l'exécution des travaux nécessaires.

S'il s'agissait d'installations dont la suppression entraînerait celle de tout ou partie des services assurés par la commune, cette suppression serait prononcée dans les formes suivies pour la concession, à moins qu'elle ne résulte de travaux déclarés d'utilité publique par une loi ou par un décret. L'Etat devrait, dans ce cas, assurer le service de la partie des emprunts contractés par la commune qui répondrait aux dépenses d'établissement des installations supprimées, à moins de convention contraire.

## TITRE VII

### Clauses diverses

#### Article 47.

*Notifications administratives.*

La commune devra avoir un bureau à proximité des quais et faire choix, si elle en est requise, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau. Cet agent aura qualité pour recevoir, au nom de la commune, toutes les notifications administratives.

#### Article 48.

*Etablissement d'engins de manutention par des tiers.*

Si l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2 ci-dessus, autorise l'établissement de nouveaux engins de manutention, les engins ainsi établis devront être disposés et exploités de manière à ne pas gêner la manœuvre des appareils de la commune.

#### Article 49.

*Fourniture d'énergie à l'administration ou aux tiers.*

Néant.

#### Article 49 *bis*.

*Redevances.*

La commune d'Etel paiera au bureau des domaines, d'avance, le 1er janvier de chaque année, pour l'occupation du domaine public par les engins de levage, la somme de 10 NF et, par les cales de carénage, la somme de 10 NF.

Le premier terme de la redevance, calculé au prorata du temps écoulé entre la date de l'arrêté de concession et le 31 décembre suivant sera exigible dans les vingt jours de la publication de cet arrêté au *Journal officiel*.

Le dernier terme de la redevance sera calculé au prorata du temps écoulé entre le 1er janvier et la date à laquelle prendra fin cette concession.

Cette redevance sera revisable chaque année dans les conditions prévues par l'article 22 de la loi du 6 janvier 1948.

Le droit fixe de 5 NF dont la commune est redevable en application de l'article 30 de l'ordonnance n° 58-896 du 23 septembre 1958, modifiant l'article L. 33 du code des domaines de l'Etat, sera payable en même temps que le premier terme de ladite redevance.

La commune d'Etel devra, en outre, seule supporter la charge de tous les impôts, et notamment de l'impôt foncier, auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, qu'elles qu'on soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent cahier des charges. Le concessionnaire fera en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par la loi du 8 août 1890.

#### Article 49 *ter*.

*Emplois réservés.*

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, la commune devra réserver aux anciens militaires, à leurs veuves et à leurs orphelins, remplissant les conditions prévues par ces lois et règlements, un certain nombre d'emplois, ainsi qu'il est indiqué au tableau annexé au présent cahier des charges. Elle se conformera à cet effet aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

#### Article 50.

*Etats statistiques de l'exploitation.*

La commune sera tenu de remettre aux ingénieurs du port, dans les trois premiers mois de chaque année, un compte rendu statistique de l'exploitation, établi conformément à un modèle qui sera arrêté par le ministre des travaux publics et des transports.

#### Article 51.

*Frais d'impression et de publication.*

Les frais d'impression et de publication au *Journal officiel* du présent cahier des charges et des pièces annexées seront supportés par la commune.

Dressé par l'ingénieur en chef soussigné.

Vannes, le 20 mai 1960.

Signé : Galard.

Lu et approuvé :

Etel, le 28 juin 1960.

*Le maire,*

Signé : Ezanno.

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour :

Paris, le 8 décembre 1960.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le conseiller d'Etat chargé de mission auprès du ministre,*

Jean Cahen-Salvador.

---

**Renouvellement de la concession d'outillage public accordée à la commune de Tonnay-Charente au port de cette ville.**

Le ministre des travaux publics et des transports et le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 57-657 du 22 mai 1957 portant codification des textes législatifs concernant l'administration communale ;

Vu le décret n° 56-321 du 27 mars 1956 portant codification sous le nom de code des ports maritimes des textes législatifs concernant les ports maritimes, ensemble l'ordonnance n° 59-111 du 7 janvier 1959, le décret n° 59-136 du 7 janvier 1959 et le décret n° 60-916 du 20 août 1960 qui l'ont modifié ;

Vu, avec le cahier des charges annexé, le décret du 6 avril 1928 qui a accordé à la commune de Tonnay-Charente une concession d'outillage public au port de cette ville ;

Vu la demande présentée par le conseil municipal de Tonnay-Charente suivant délibérations des 30 janvier 1958 et 28 juin 1960 ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte sur cette demande, et notamment l'avis de la commission permanente d'enquête du port de Tonnay-Charente en date du 24 juillet 1959,

Arrêtent :

Art. 1er. — L'exploitation d'un outillage public appartenant à l'Etat, ainsi que l'établissement et l'exploitation d'un nouvel outillage public, sont concédés à la commune de Tonnay-Charente, au port de cette ville, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 décembre 1960.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le conseiller d'Etat chargé de mission auprès du ministre,*

JEAN CAHEN-SALVADOR.

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*

GEORGES GALICHON.

## CAHIER DES CHARGES

### TITRE Ier

### OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION

#### Article 1er.

*Objet de la concession.*

La présente concession a pour objet l'établissement et l'exploitation d'un outillage comprenant (1) :

Des engins de tous systèmes, grues, bennes, cabestans, etc. et leurs accessoires (voies de grues, transformateur, poupée de renvoi, atelier d'entretien du matériel...) en place ou à placer sur les quais et les appontements du port pour le chargement et le déchargement des navires ou pour la manutention des marchandises et des wagons.

L'outillage existant, propriété de l'Etat, comprend :

Quatre grues électriques de 5 tonnes ;

Deux transformateurs de 100 kVA 15.000/500 V ;

Un transformateur de 200 kVA 15.000/500 V ;

Neuf cabestans électriques dont deux à enroulage automatique et les poupées de renvoi ;

La câblerie d'alimentation des engins.

#### Article 2.

*Nature de la concession.*

L'usage des installations et appareils sera toujours facultatif pour le public et subordonné aux nécessités du service du port.

Les quais sur lesquels ils seront établis resteront affectés à l'usage libre du public, sous l'autorité exclusive des agents chargés de la police du port.

La commune concessionnaire ne sera fondée à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres outillages publics ou privés seraient autorisés dans le port.

### TITRE II

### EXÉCUTION DES TRAVAUX ET ENTRETIEN

#### Article 3.

*Projet d'exécution.*

La commune concessionnaire sera tenue de soumettre au ministre des travaux publics les projets d'exécution, d'acquisition ou de modification de tous les ouvrages et de tous les engins à installer. Ces projets devront comprendre tous les plans, dessins et mémoires explicatifs nécessaires pour déterminer complètement les constructions à édifier ainsi que les dispositions des appareils.

Le ministre aura le droit de prescrire les modifications qu'il jugera convenables pour assurer la bonne marche de tous les services.

(1) La consistance des outillages concédés doit être définie en termes très généraux tels que « hangars, engins de chargement et de déchargement, etc.». Toutefois, lorsque la concession comprendra l'exploitation d'installations et d'appareils appartenant à l'Etat, une nomenclature détaillée de ceux-ci devra être donnée à l'article 1er.

#### Article 4.

*Exécution des travaux.*

Tous les ouvrages seront exécutés, conformément aux projets approuvés, en matériaux de bonne qualité, mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Les matériaux entrant dans la composition des ouvrages et les engins d'outillages nécessaires à l'exploitation devront être de provenance ou de fabrication française, sauf dérogations autorisées par le ministre des travaux publics.

#### Article 5.

*Entretien des ouvrages.*

Les ouvrages établis par la commune concessionnaire seront entretenus en bon état par ses soins de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

La commune concessionnaire prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.

En cas de négligence de sa part, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs des ponts et chaussées à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

#### Article 6.

*Frais de construction et d'entretien.*

Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien seront à la charge de la commune concessionnaire.

Seront également à sa charge les frais des changements qu'elle sera autorisée par le ministre à apporter aux ouvrages du domaine public.

#### Article 7.

*Pavages, empierrements, voies ferrées, etc.*

Seront à la charge de la commune concessionnaire :

1° Les modifications qui seront apportées aux revêtements des terre-pleins, du fait de l'installation des ouvrages concédés, ainsi que l'entretien des parties de revêtements modifiées ;

2° (1) L'entretien des empierrements, pavages et hourdis en béton compris dans l'intervalle des rails servant au déplacement des grues mobiles et sur une bande de 50 centimètres de largeur de chaque côté de la voie.

Les voies ferrées ne devront en aucun cas former obstacle à la circulation publique.

#### Article 8.

*Indemnités aux tiers.*

Seront à la charge de la commune concessionnaire, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages concédés.

#### Article 9.

*Règlements de voirie.*

La commune concessionnaire sera tenue de se conformer à tous les règlements de voirie existants ou à intervenir, notamment en ce qui concerne les travaux à exécuter sur la voie publique, en vue de l'établissement ou de l'entretien des voies ferrées, des canalisations de toute nature et de tous autres appareils.

Ces travaux seront effectués avec la plus grande activité et avec toutes les précautions qui auront été prescrites, de façon à gêner le moins possible la circulation.

Aussitôt qu'ils seront terminés, la chaussée sera rétablie en bon état par les soins de la commune concessionnaire et à ses frais.

#### Article 10.

*Effets du libre usage de la voie publique.*

La commune concessionnaire ne sera admise à réclamer aucune indemnité en raison des dommages que le roulage ordinaire causerait aux voies ferrées et aux autres ouvrages fixes.

Elle ne pourra non plus élever contre l'administration aucune réclamation, en raison de l'état du chenal, des bassins, des chaussées et terre-pleins du port ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien de ses ouvrages et le fonctionnement de ses installations, appareils et services, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient, soit de mesures temporaires d'ordre et de police prises par le service du port, soit de travaux exécutés sur le domaine public, tant par l'administration que par les particuliers régulièrement autorisés, ni en raison d'une cause quelconque résultant du libre usage de la voie publique.

(1) Si l'outillage concédé comprend des grues mobiles, rédiger ce paragraphe comme il suit : « 2° La construction et l'entretien des empierrements et pavages compris dans l'intervalle des rails servant au déplacement des grues mobiles et sur une bande de ..... de largeur de chaque côté de ces voies ».

S'il existe déjà une concession de voies ferrées sur les quais du port, avoir soin de déterminer comment seront délimitées les zones dont l'entretien incombera à chacun des deux concessionnaires.

Article 11.

*Délais d'exécution.*

La commune concessionnaire devra avoir terminé dans les délais ci-après les travaux de premier établissement des installations et appareils, savoir :

L'outillage en place étant adapté aux besoins actuels du port, les renforcements de matériel dont la nécessité se fera sentir dans l'avenir, seront autorisés par décisions ministérielles.

La décision à intervenir fixera le délai dont disposera la commune pour mettre en place l'outillage complémentaire nécessaire à l'exploitation du port.

Article 12.

*Contrôle de la construction et de l'entretien.*

Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien seront exécutés sous le contrôle des ingénieurs des ponts et chaussées.

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque installation, appareil ou groupe susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs sur la demande de la commune concessionnaire et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Article 13.

*Installations et appareils supplémentaires.*

La commune concessionnaire sera tenue, quand elle en sera requise, de mettre en service des installations et appareils supplémentaires, dans la mesure qui sera déterminée par le ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur, pourvu qu'il n'en résulte aucune modification essentielle dans la consistance de la concession.

TITRE III

EXPLOITATION

Article 14.

*Police des quais et du port.*

La présente concession ne conférera à la commune concessionnaire aucun droit d'intervenir soit dans le placement des navires et bateaux aux quais outillés par elle ou dans le déplacement de ces navires ou bateaux, soit dans la police de la grande voirie ou dans celle de la circulation et de l'usage des quais.

Article 15.

*Ordre d'admission à l'usage des installations et appareils.*

Sous réserve de la priorité résultant de l'ordre de mise à quai et des cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra aux agents chargés de la police du port, les installations et appareils seront mis à la disposition des usagers suivant l'ordre des demandes.

Les demandes seront inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de la production sur des registres à souche tenus par les soins de la commune concessionnaire.

Ces registres seront communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées à en prendre connaissance.

Quand un usager inscrit ne se sera pas présenté à son rang, il prendra le premier tour dont il sera en mesure de profiter.

Article 16.

*Obligations du concessionnaire.*

La commune concessionnaire sera tenue de mettre les appareils à la disposition du public, non seulement pendant les jours et heures réglementaires du travail de la douane, mais encore en dehors de ces périodes, de jour et de nuit, quand le travail à effectuer aura été autorisé par la douane.

Lorsque la commune concessionnaire se chargera de la manutention, elle devra y affecter le personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages du port.

Article 17.

*Obligations des usagers.*

Lorsque la manutention n'est pas assurée par la commune concessionnaire, les usagers devront employer à leurs opérations le personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages du port, faute de quoi ce matériel pourrait être immédiatement mis à la disposition du premier des inscrits suivants, qui sera en situation de les utiliser.

En outre, lorsque la manutention des marchandises n'est pas effectuée par leur propriétaire, les taxes perçues par les entrepreneurs, en rémunération de leurs services, ne pourront dépasser les maxima prévus à l'article 27 *bis* ci-après.

Les appareils ne pourront être employés à la manutention d'aucun objet d'un poids supérieur à leur force. Toute avarie occasionnée par l'inobservation de cette prescription restera à la charge de l'usager.

Ceux qui voudront travailler en dehors des jours et heures réglementaires du travail de la douane devront en faire la déclaration écrite au moins six heures avant le commencement du travail supplémentaire, en produisant l'autorisation de la douane.

Article 18.

*Suspension des opérations.*

Quand les agents de la commune concessionnaire jugeront qu'il y a danger ou inconvénient à continuer le travail au moyen des appareils ou quand ces appareils devront être déplacés par ordre des agents chargés de la police du port, les usagers devront immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même lorsque l'interruption de travail sera occasionnée par un défaut des appareils mis à leur disposition.

Mais, dans l'un et l'autre cas, ils ne paieront que le temps pendant lequel ils auront pu faire usage de ces appareils.

Article 19.

*Occupation des hangars.*

Pour mémoire.

Article 20.

*Eclairage et surveillance.*

Pour mémoire.

Article 21 (1).

Pour mémoire.

Article 22.

*Règlement du port, mesures de police et déplacement des appareils.*

La commune concessionnaire sera soumise aux règlements du port.

Elle se conformera aux arrêtés qui seront pris par le préfet, après l'avoir entendue, pour réglementer l'usage des installations et appareils, dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages publics.

Elle sera tenue de déplacer momentanément ses engins mobiles, loués ou non, toutes les fois qu'elle en sera requise par les agents chargés de la police du port soit pour les besoins de l'exploitation du port, soit pour les réparations à exécuter aux ouvrages publics.

Ces déplacements seront ordonnés verbalement aux agents de la commune concessionnaire qui devront obtempérer immédiatement aux injonctions du personnel préposé à la police du port. Faute par ces agents de s'y conformer, il sera dressé contre eux personnellement procès-verbal pour contravention à la police de la grande voirie et il sera procédé d'office, sans autre mise en demeure, à l'exécution des ordres des agents chargés de la police du port, aux frais des contrevenants, sauf recours contre la commune concessionnaire civilement responsable

Le déplacement définitif des engins mobiles que l'administration jugerait utile d'exclure d'un bassin ou d'un quai, celui des installations fixes susceptibles d'être démontées et reposées dans un autre emplacement sera prescrit, s'il y a lieu, par le préfet, la commune concessionnaire entendue. Faute par celle-ci de se conformer aux injonctions reçues, il sera procédé d'office au déplacement, à ses frais, risques et périls.

Article 23.

*Mesures de détail.*

Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives de la commune concessionnaire et des personnes qui feront usage de ses installations et appareils, ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, seront arrêtées par le préfet, la commune concessionnaire entendue.

Article 24.

*Agents du concessionnaire.*

Les agents que la commune concessionnaire emploiera pour la surveillance et la garde des ouvrages concédés pourront être commissionnés et assermentés devant le tribunal de première instance, dans les conditions prévues pour les gardes des particuliers.

Ils porteront des signes distinctifs de leurs fonctions.

Article 25.

*Sous-traites.*

La commune concessionnaire pourra, avec le consentement du ministre des travaux publics, confier à des entrepreneurs agréés par elle l'exploitation de tout ou partie de ses installations et appa-

(1) Des articles portant les numéros 21, 21 *bis*, etc., seront ajoutés, s'il y a lieu, pour déterminer les conditions de l'exploitation des parties de l'outillage autres que des engins de manutention ou des hangars, ainsi que les conditions d'exécution des autres services que la commune concessionnaire s'engagerait à assurer.

reils et la perception des taxes fixées par le tarif ; mais, dans ce cas, elle demeurera personnellement responsable, tant envers l'Etat qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

Article 26.

*Contrôle de l'exploitation.*

L'exploitation des installations et appareils concédés sera faite sous le contrôle des ingénieurs des ponts et chaussées.

TITRE IV

TARIFS

Article 27.

*Taxes maxima.*

Les taxes maxima qui pourront être perçues pour l'usage des installations et appareils seront les suivantes :

A. — Grues électriques de 5 tonnes (benne comprise).

I. — Tarif à l'heure.

Lorsque les grues seront utilisées pour la manutention des marchandises « au crochet », la location se fera à l'heure.

*a*) Taxe par grue et par heure : 10 NF.
*b*) Minimum de perception (jours ouvrables) : 12,50 NF.

Conditions d'application.

1° Les taxes *a* et *b* sont majorées de 40 p. 100 lorsque le travail aura lieu en dehors de la durée normale des jours ouvrables ou les jours non ouvrables ;
2° Le temps de la location sera compté à partir de l'heure indiquée par le demandeur pour la mise de la grue à sa disposition ;
3° Dans le cas de non-utilisation d'une grue mise à la disposition d'un usager, il sera dû le prix de perception minimum ;
4° Toute heure commencée sera due en entier, à moins que l'arrêt ne résulte de la fin d'une séance de travail ;
5° La location sera due pendant le temps employé au chargement du type de benne en service lorsque le locataire demandera ce chargement ;
6° Toute interruption de travail d'une heure du fait du locataire donnera lieu à une nouvelle location ;
7° Pendant les heures de repos le travail des grues ne sera continué sans interruption que si le nombre de conducteurs disponibles permet de faire la relève.

Les durées des repos sont les suivantes :

*a*) Deux heures entre le travail du matin et celui du soir ;
*b*) Deux heures entre la fin du travail de jour et le commencement du travail de nuit ;
*c*) Une heure entre le travail de nuit et le travail de jour ;
*d*) Une demi-heure au milieu de la nuit.

II. — Tarif à la tonne.

Lorsque les grues seront utilisées pour la manutention de marchandises pondéreuses à l'aide de bennes automatiques, la location se fera à la tonne :

*c*) Taxe par tonne déchargée : 0,39 NF.
*d*) Minimum de perception par engin et par heure de journée normale : 15 NF.
*e*) Minimum de perception par engin et par heure en dehors de la journée normale ou les jours non ouvrables : 21 NF.

Conditions d'application.

La taxe par tonne déchargée avec ces engins comprend la location et la mise en action de la benne automatique ou non, le déversement dans les wagons, tombereaux ou autres véhicules avec ou sans l'intermédiaire de trémies. Elle ne comprend aucune des opérations ou manutentions à faire : d'une part, à bord du navire, notamment le guidage des bennes, le busquage de la marchandise dans les cales, le remplissage des bennes ordinaires, etc., ni, d'autre part, les manœuvres d'amenée, d'enlèvement des wagons de réglage des marchandises dans chaque wagon.

Le tonnage manutentionné sera évalué pour l'ensemble du déchargement d'après les constatations de la douane.

Le tarif à la tonne sera appliqué au tonnage total effectué avec les grues électriques lorsque les bennes automatiques auront été utilisées pour tout ou partie du travail.

Pour le travail en dehors de la durée normale des jours ouvrables et pour les jours non ouvrables la taxe sera majorée de 40 p. 100.

Le tonnage auquel cette majoration sera applicable sera déterminé en multipliant la durée correspondante d'utilisation des grues électriques par le tonnage moyen à l'heure du déchargement complet effectué avec ces engins pendant la durée totale de la mise à la disposition du navire, à moins que le tonnage réellement déchargé puisse être déterminé d'une façon précise.

Le minimum de perception sera compté à partir de l'heure indiquée par le demandeur pour la mise des grues à sa disposition sans autre interruption que celles des heures de repos du personnel docker en usage au port et des cas de force majeure dûment constatés par l'agent de la commune concessionnaire, par suite notamment de l'arrêt des grues et du manque de matériel roulant.

Toutefois, ce minimum sera compté en dehors de la durée normale de la journée de travail que si l'usager demande que les engins soient effectivement mis à sa disposition.

Conditions d'application communes aux deux tarifs.

Il sera accordé un droit de priorité pour l'usage des grues électriques aux navires chargés de matières pondéreuses : charbons, phosphates, etc.

La demande des engins devra être faite trois heures au moins avant le commencement de leur utilisation.

B. — Cabestans électriques.

*a*) Taxe par heure : 3 NF.
*b*) Minimum de perception : 4,50 NF.

Ces taxes seront majorées de 40 p. 100 lorsque l'utilisation aura lieu en dehors des heures de la durée normale de jours ouvrables et les jours non ouvrables.

Le paiement de la taxe ne s'entend pas par cabestan, mais par chantier, il donnera droit à l'usage de tous les cabestans qui seront indispensables à la traction du matériel nécessaire à l'alimentation d'un seul chantier.

On considérera comme constituant un seul chantier l'ensemble des opérations pour le déchargement et le chargement d'un seul navire. S'il y a plusieurs navires en opération aux différents appontements, et par suite plusieurs chantiers, les différents navires pourront user simultanément de cabestans mais chacun paiera la taxe.

Toute heure commencée sera due. Néanmoins, les appareils seront retirés par les agents de la commune concessionnaire dès que le travail sera terminé. Avant la fin du travail, le locataire sera tenu de déclarer à l'agent de la commune concessionnaire l'heure à laquelle il cessera de faire usage des engins.

Toute personne qui voudra faire usage des cabestans devra en faire la demande écrite au moins trois heures avant le commencement du travail.

La demande devra indiquer le nombre et l'emplacement des cabestans à employer, le nombre et la charge maximum des wagons à manutentionner, le jour et l'heure de la mise en service des cabestans.

Quand la demande sera faite après l'heure de la débauchée du soir, le délai de trois heures ne commencera à courir qu'à partir de l'heure d'embauchée du lendemain matin à moins que le lendemain soit un dimanche ou un jour férié auquel cas, le délai ne commencera à courir qu'à partir du premier jour ouvrable suivant à l'embauchée.

Chaque chantier devra faire l'objet d'une demande spéciale.

Services rémunérés par la taxe.

Par dérogation à l'article 29, le locataire de l'appareil devra fournir le personnel nécessaire pour la conduite des cabestans électriques. Il devra fournir les câbles destinés à la traction.

Article 27 bis.

*Taxes de manutention maxima.*

Les taxes qui pourront être perçues pour la manutention des marchandises ne devront pas dépasser les maxima qui seront fixés par le ministre des travaux publics après un affichage de quinze jours.

Article 28.

*Application du tarif des appareils.*

Les taxes pour l'usage des appareils seront dues par celui qui en aura fait la demande.

Lorsqu'un appareil sera donné en location à l'heure ou à la demi-journée, toute demi-journée commencée sera due ; néanmoins, l'appareil sera retiré par les agents de la commune concessionnaire dès que le travail sera terminé.

Le prix de la première heure ou de la première demi-journée sera payé d'avance, à titre d'arrhes, lors de la demande d'un appareil. En cas de non-utilisation de l'appareil, les arrhes ou les sommes fixées par les tarifs seront acquises à la commune concessionnaire.

Les demi-journées commenceront à midi et à minuit.

Article 29.

*Services rémunérés par les taxes des appareils de manutention.*

Seront à la charge de la commune concessionnaire la fourniture de l'appareil et de ses accessoires, le graissage et les frais d'accessoires relatifs à son fonctionnement, plus, pour les appareils mécaniques, la fourniture de la force motrice et les frais de conduite et enfin, dans le cas des appareils roulants ou flottants, les frais de la première approche et du départ définitif de l'appareil, à moins de stipulation contraire dans les tarifs.

Tous les autres frais de manœuvre, les déplacements de l'appareil effectués au cours des opérations, sur la demande du locataire ou sur l'ordre des agents chargés de la police du port, l'accrochage, le décrochage, l'approche et la manutention des colis, des mâts et des wagons seront à la charge de l'usager. Il en sera de même pour la fourniture des bennes, chaînes et cordages destinés à saisir les colis et les mâts, à moins de stipulation contraire dans les tarifs (1).

Article 30.

*Application du tarif des hangars.*

Pour mémoire.

Article 31 (2).

*Application du tarif D.*

Pour mémoire.

Article 32.

*Services accessoires.*

En dehors des taxes dont le maximum est déterminé à l'article 27 ci-dessus, le ministre des travaux publics, sur la proposition de la commune concessionnaire fixera les taxes maxima relatives aux services accessoires, non prévus au présent cahier des charges, dont la commune concessionnaire sera autorisée à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation du port.

Article 33.

*Assurances.*

Les frais d'assurance en cas d'incendie, d'avarie, de perte, de vol, etc., ne sont pas compris dans les taxes.

La commune concessionnaire pourra passer avec des compagnies d'assurance des contrats dont les usagers de l'outillage pourront profiter, sur leur demande et à charge, par eux, de payer les primes déterminées par ces contrats, dont le texte sera tenu à leur disposition.

Article 34

*Paiement des taxes.*

Les taxes à la charge des navires devront être payées par les capitaines, armateurs ou consignataires aussitôt après l'achèvement des opérations.

Les taxes à la charge de la marchandise devront être payées par le propriétaire ou le consignataire de la marchandise ; dans le cas où le propriétaire et le consignataire seraient inconnus, elles devront être payées par le déclarant en douane ou, à défaut de déclarant, par l'auteur du dépôt de la marchandise ou par la personne qui aura demandé la location. La commune concessionnaire pourra s'opposer à l'enlèvement des marchandises jusqu'à ce que les taxes aient été payées.

Au montant des taxes s'ajouteront, le cas échéant, les dépenses exposées par la commune concessionnaire, sur l'ordre des agents chargés de la police du port, pour l'enlèvement d'office et le magasinage des marchandises, après l'expiration des délais de séjour réglementaires.

Article 35.

*Abaissement des tarifs.*

La commune concessionnaire pourra, si elle le juge convenable, abaisser les tarifs, avec ou sans conditions, au-dessous des limites déterminées par les tarifs maxima. Elle pourra, notamment, établir des tarifs d'abonnement pour les services réguliers desservant le port dans des conditions déterminées.

Les taxes ainsi abaissées ne pourront être relevées qu'après un délai de trois mois.

Toute modification des tarifs sera soumise à l'instruction administrative conforme aux dispositions de l'article 62 du code des ports maritimes.

L'application des tarifs modifiés ne pourra commencer qu'après l'homologation.

(1) Dans le cas où ce tarif comprendrait des taxes pour des manutentions effectuées par le personnel de la chambre de commerce, un article 29 *bis* déterminerait les services rémunérés par ces taxes :

*a*) Tonne, mètre carré occupé ;

*b*) Une tonne, un mètre carré occupé.

(2) On définira dans des articles portant les numéros 31, 31 *bis*, etc., les conditions d'application des tarifs qui ne rentraient pas dans les catégories visées par les articles 28 à 30. Lorsque la base de certains tarifs sera le tonnage des navires, on y fera figurer les dispositions suivantes : « Le tonnage à porter en compte sera le tonnage brut inscrit sur l'acte de nationalité du navire. Dans le cas où l'acte de nationalité ne pourrait être produit, le tonnage serait déterminé d'après les règles en vigueur en France, les frais de jaugeage étant à la charge des armateurs, consignataires ou capitaines du navire ».

Article 36.

*Publicité des tarifs.*

Les tarifs en vigueur seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des installations et appareils, et aux endroits qui seront indiqués par les ingénieurs.

La commune concessionnaire sera responsable de la conservation de ces affiches et les remplacera toutes les fois qu'il y aura lieu.

Article 37.

*Perception des taxes.*

La perception devra être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire à cette clause sera nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'appliquera pas aux traités qui interviendraient entre la commune concessionnaire et l'administration dans l'intérêt des services publics.

Les perceptions seront constatées par un registre à souche, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les sommes perçues. Ce registre sera présenté, à toute réquisition, aux ingénieurs du port, qui en contrôleront la tenue.

Article 38.

*Registre des réclamations.*

Il sera tenu, dans le bureau de la commune concessionnaire, un registre destiné à recevoir les réclamations des personnes qui auraient des plaintes à formuler, soit contre la commune concessionnaire, soit contre ses agents ; les résultats de l'instruction faite par les ingénieurs sur chaque plainte y seront transcrits.

Ce registre sera coté et paraphé par les ingénieurs ; il sera présenté à toute réquisition du public.

Dès qu'une plainte y aura été inscrite, la commune concessionnaire en avisera les ingénieurs.

TITRE V

AFFECTATION DES RECETTES ET REVISION DES TARIFS

Article 39.

*Budgets et comptes annuels.*

Les recettes de l'outillage, d'une part, les dépenses correspondantes, d'autre part, constitueront un chapitre à chacune des sections du budget et du compte spécial établis chaque année par la commune concessionnaire pour l'ensemble des services gérés par elle dans l'intérêt de l'exploitation du port.

Ce budget et ce compte seront approuvés par le ministre de l'intérieur d'accord avec le ministre des travaux publics.

Article 40.

*Emploi des taxes.*

Le produit des taxes sera exclusivement employé, par ordre de priorité :

1° A solder les dépenses relatives à l'exploitation et à l'entretien des installations et appareils ;

2° A solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes et du matériel ;

3° A assurer le service de l'interêt et de l'amortissement des emprunts destinés à l'établissement de l'outillage qui fait l'objet de la présente concession, concurremment, s'il y a lieu, avec les autres recettes de la commune concessionnaire régulièrement affectées à l'amortissement desdits emprunts ;

4° A constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre la commune concessionnaire en mesure de satisfaire à ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent et de perfectionner l'outillage. Ce fonds de réserve cessera de s'accroître lorsqu'il aura atteint un chiffre maximum fixé par le ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur. Il ne pourra être utilisé que pour les besoins des services mentionnés à l'article 1er ou des entreprises susceptibles de contribuer au développement desdits services ; tout prélèvement devra être autorisé par le ministre des travaux publics, d'accord avec le ministre de l'intérieur, à moins qu'il n'ait pour objet de solder des indemnités au paiement desquelles la commune concessionnaire aurait été condamnée par justice à raison de faits relatifs à son administration.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint son maximum, le surplus du produit des taxes sera entièrement affecté soit au remboursement anticipé des emprunts prévus au paragraphe 3, soit au service de l'intérêt et de l'amortissement des autres emprunts contractés par la commune concessionnaire pour les services du port.

Lorsque tous ces emprunts seront amortis, les excédents pourront être portés au fonds de réserve, jusqu'à concurrence d'un nouveau maximum déterminé comme il est dit ci-dessus. Une fois ce maximum atteint, il devra être procédé à la revision des tarifs conformément aux dispositions de l'article ci-après.

### Article 41.

*Revision des tarifs maxima.*

Dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article précédent, si la commune concessionnaire, dûment mise en demeure, ne propose pas, dans les conditions prévues à l'article 35 ci-dessus, les abaissements de tarifs nécessaires pour ramener le produit moyen des taxes à un chiffre voisin du montant des dépenses prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 40, les taxes maxima seront réduites par un décret délibéré en Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre des travaux publics, après avis du ministre de l'intérieur.

Lorsque le produit des taxes sera insuffisant pour faire face aux dépenses prévues auxdits paragraphes 1° et 2° et pour constituer le fonds de réserve, ou lorsque le produit net, joint aux autres ressources affectées au paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts contractés pour le service du port, sera insuffisant pour assurer le service desdits emprunts, il sera procédé au relèvement des taxes maxima, en conformité des prescriptions de l'article 62 du code des ports maritimes.

Le relèvement des taxes maxima entraînera de plein droit l'annulation des taxes abaissées qui auraient été mises en vigueur en vertu de l'article 35.

## TITRE VI

### Durée de la concession. — Retrait. Modification des installations

### Article 42.

*Durée de la concession.*

La durée de la concession est fixée à trente (30) ans (1) à partir de la date de l'arrêté interministériel de concession.

### Article 43.

*Reprises des installations et appareils en fin de concession.*

A l'expiration du délai fixé à l'article précédent et par le seul fait de cette expiration, l'Etat se trouvera subrogé à tous les droits de la commune concessionnaire.

Il entrera immédiatement en possession des installations, des appareils, de leurs accessoires, de toutes leurs dépendances immobilières, des objets mobiliers et approvisionnements nécessaires à l'exploitation du service ou au fonctionnement des installations et appareils, enfin du fonds de réserve ; il percevra, à dater du même jour, tous les produits de la concession.

### Article 44.

*Retrait de la concession.*

A toute époque, l'Etat aura le droit de retirer la concession, à charge par lui de pourvoir au paiement des annuités restant à courir pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts affectés à l'établissement de l'outillage et de supporter toutes les dépenses régulièrement engagées qui se rattacheraient à l'administration du service.

Ce retrait aura les mêmes effets que la reprise visée à l'article précédent.

L'Etat sera tenu de se substituer à la commune concessionnaire pour l'exécution de tous les engagements normalement pris par elle pour l'exécution du service et de continuer à assurer ce service jusqu'à ce que la suppression des installations ait été prononcée, s'il y a lieu, dans les formes prévues au dernier paragraphe de l'article 46 ci-après.

### Article 45.

*Interruption de service.*

Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés à la commune concessionnaire, l'administration prendra immédiatement les mesures nécessaires pour assurer provisoirement la marche de ces services aux frais, risques et périls de la commune concessionnaire.

Faute par celle-ci, dûment mise en demeure, de pourvoir à la reprise des services dans les délais à elle impartis, il sera procédé au retrait de la concession, comme il est dit à l'article précédent.

(1) La durée de la concession ne peut être supérieure à cinquante ans.

### Article 46.

*Suppression partielle ou totale des installations.*

Dans le cas où, à une époque quelconque, le ministre des travaux publics statuant, la commune concessionnaire entendue, reconnaîtrait qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de supprimer soit momentanément, soit définitivement une partie de ses installations, la commune concessionnaire, sur sa réquisition, devrait évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par elle de se conformer à cette obligation dans le délai qui aurait été fixé, il serait procédé d'office à l'exécution des travaux nécessaires.

S'il s'agissait d'installations dont la suppression entraînerait celle de tout ou partie des services assurés par la commune concessionnaire, cette suppression serait prononcée dans les formes suivies pour la concession, à moins qu'elle ne résulte de travaux déclarés d'utilité publique par une loi ou par un décret. L'Etat devrait, dans ce cas, assurer le service de la partie des emprunts contractés par la commune concessionnaire, qui répondrait aux dépenses d'établissement des installations supprimées, à moins de convention contraire.

## TITRE VII

### Clauses diverses

### Article 47.

*Notifications administratives.*

La commune concessionnaire devra avoir un bureau situé à proximité des quais et faire choix, si elle en est requise, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau. Cet agent aura qualité pour recevoir, au nom de la commune concessionnaire, toutes les notifications administratives.

### Article 48.

*Etablissement d'engins de manutention par des tiers.*

Si l'administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée par l'article 2 ci-dessus, autorise l'établissement de nouveaux engins de manutention, la commune concessionnaire devra laisser les propriétaires de ces engins user des voies ferrées qu'elle aura installées, sous la condition de contribuer, dans une juste mesure, aux frais d'établissement et d'entretien desdites voies.

Les engins ainsi établis devront être disposés et exploités de manière à ne pas gêner la manœuvre des appareils de la commune concessionnaire.

En cas de désaccord sur le principe ou sur l'exercice de l'usage commun des voies, il sera statué par le ministre des travaux publics, la commune concessionnaire entendue.

En cas de désaccord sur le partage des frais relatifs aux installations utilisées en commun, il sera statué par voie d'arbitrage, chacune des parties désignant un arbitre et le troisième arbitre étant désigné par le président du conseil de préfecture.

### Article 49.

*Fourniture d'énergie à l'administration ou aux tiers.*

S'il en a été fait la demande à la commune concessionnaire, celle-ci sera tenue, dans la limite des disponibilités, de fournir à l'administration ou aux tiers autorisés par cette dernière de l'énergie électrique pour la manœuvre des engins fixes ou mobiles employés à l'exploitation du port.

La force motrice ainsi fournie sera payée à la fin de chaque exercice au prix moyen de revient pendant l'année écoulée fixé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert.

### Article 49 *bis*.

*Emplois réservés.*

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, la commune concessionnaire devra réserver aux anciens militaires, à leurs veuves et à leurs orphelins remplissant les conditions prévues par ces lois et règlements un certain nombre d'emplois, ainsi qu'il est indiqué au tableau annexé au présent cahier des charges. Elle se conformera à cet effet aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

### Article 50.

*Etats statistiques de l'exploitation.*

La commune concessionnaire sera tenue de remettre aux ingénieurs du port, dans les trois premiers mois de chaque année, un compte rendu statistique de l'exploitation établi conformément à un modèle qui sera arrêté par le ministre des travaux publics.

**Article 51.**

*Frais d'impression et de publication.*

Les frais d'impression et de publication au *Journal officiel* du présent cahier des charges et des pièces annexées seront supportés par la commune concessionnaire.

**Article 52.**

*Redevance domaniale.*

La commune concessionnaire versera à l'Etat, entre les mains du receveur des domaines, à Rochefort, une redevance de dix nouveaux francs (10 NF) par an. Conformément aux dispositions de l'article L. 39 du code du domaine de l'Etat, cette redevance sera revisable au 1er janvier de chaque année.

En outre, la présente autorisation donnera lieu, en exécution de l'article L. 33 du code du domaine de l'Etat, au versement du droit fixe de cinq nouveaux francs (5 NF) pour frais de délivrance des autorisations de voirie.

**Article 53.**

*Impôts.*

La commune concessionnaire devra seule supporter la charge de tous les impôts, et notamment de l'impôt foncier auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté. La commune concessionnaire fera en outre, s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles.

Vu pour être annexé à l'arrêté en date de ce jour.

Paris, le 13 décembre 1960.

*Le ministre des travaux publics et des transports,*
Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller d'Etat chargé de mission auprès du ministre,*
JEAN CAHEN-SALVADOR.

## ANNEXE

**Tableau des emplois réservés.**

En application des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, et de l'annexe III au chapitre IV du décret n° 53-772 du 13 août 1953.

I. — *Emplois reservés aux invalides de guerre, aux engagés, rengagés et commissionnés.*

| CATÉGORIE des emplois | EMPLOIS | PROPORTION réservée par la loi du 30 janvier 1923 | PROPORTION exclusivement réservée aux bénéficiaires de la loi du 18 juillet 1924 | CATÉGORIE DE BLESSURES ou d'infirmités compatibles avec l'emploi réservé (1) | CONDITIONS D'APTITUDE et matières des examens. |
|---|---|---|---|---|---|
| 4° | Contremaîtres | 4/12 | 3/12 | V., Og. | Savoir lire, écrire, compter, autorité pratique professionnelle. |
| 3° | Conducteurs d'appareils | 4/12 | 3/12 | V., Og. | Savoir lire, écrire, compter, pratique professionnelle. |
| 3° | Garde-magasins | 8/12 | 1/12 | Cr., V., Og. | Savoir lire, écrire, compter, activité physique suffisante. |
| 3° | Gardien de bureau | 8/12 | 1/12 | Cr., V., Y., O., Cou (sauf aphonie), Th., Ab., Og., D., Ba., Br., M., P., un). | Savoir lire, écrire, compter. |
| » | Employé aux écritures | 6/12 | 3/12 | Cr., V., Y., O., Cou (sauf aphonie), Th., Ab., Og., D., Ba., C., J., sauf amputation des deux membres, P | Belle écriture ou dactylographie, orthographe correcte, arithmétique, système métrique. |
| 4° | Manœuvres | 3/12 | 3/12 | V., Og. | Savoir lire, écrire et compter. |

(1) *Explication des abréviations.* — Cr.: crâne; V.: visage; Y.: yeux; O.: oreilles; Th.: thorax; Ab.: abdomen; Og.: organes génitaux; Ba.: bassin; Br.: Bras; M.: main; D.: dos et colonne vertébrale; C.: cuisse; J.: jambe; P.: pieds.

II. — *Emplois réservés aux veuves de guerre.*

| CATÉGORIE des emplois | EMPLOIS | PROPORTION réservée | CONDITIONS D'APTITUDE ET MATIÈRES DES EXAMENS |
|---|---|---|---|
| 3° | Sténodactylographes | 1/12 | Orthographe, rédaction élémentaire, arithmétique, épreuves (pratique et vitesse) de dactylographie et de sténographie. |

III. — *Emplois tenus par des mineurs des deux sexes réservés aux orphelins de guerre.*

| LISTE DES EMPLOIS | |
|---|---|
| Coursiers | Les orphelins de guerre sont investis d'une priorité s'exerçant sur la totalité des emplois ci-contre. |

Vu pour être annexé au cahier des charges en date du 13 décembre 1960

### Administration centrale.

Par arrêté du 15 février 1961, les secrétaires d'administration ci-après désignés de l'administration centrale du ministère des travaux publics et des transports, déclarés admis au concours spécial pour l'accès à l'emploi d'attaché d'administration centrale réservé aux secrétaires d'administration des anciens cadres tunisiens et chérifiens, sont nommés attachés d'administration centrale, à compter des dates indiquées, savoir :

Cadres tunisiens :

MM. Scemama (Charles), au 19 août 1955.
Remond (Roger), au 19 août 1955.
Peyredieu du Charlat (Albert), au 19 août 1955.

Cadres marocains :

M. Fricaud-Chagnaud (Claude), au 1er juillet 1957.
Mme Chabanon (Jeanine), au 1er juillet 1957.

Les intéressés sont reclassés comme suit dans ce grade :

| NOMS | RECLASSEMENT dans le corps des attachés d'administration. | DATE d'effet pécuniaire du reclassement. |
|---|---|---|
| M. Scemama.. | 2e classe, 1er échelon, avec ancienneté du 11 décembre 1953.<br>2e classe, 2e échelon, avec ancienneté du 11 décembre 1955.<br>2e classe, 3e échelon, avec ancienneté du 11 décembre 1957.<br>2e classe, 4e échelon, avec ancienneté du 11 décembre 1959. | 1er sept. 1957. |
| M. Remond... | 3e classe, 4e échelon, avec ancienneté du 27 décembre 1953.<br>3e classe, 5e échelon, avec ancienneté du 27 décembre 1955. | 1er avril 1957. |
| M. Peyredieu du Charlat. | 3e classe, 5e échelon, avec ancienneté du 22 avril 1954 | 1er juin 1957. |
| M. Fricaud-Chagnaud. | 3e classe, 4e échelon, avec ancienneté du 12 février 1957.<br>3e classe, 5e échelon, avec ancienneté du 12 février 1959. | En service détaché. |
| Mme Chabanon. | 3e classe, 1er échelon, avec ancienneté du 1er décembre 1955.<br>3e classe, 2e échelon, avec ancienneté du 1er décembre 1957.<br>3e classe, 3e échelon, avec ancienneté du 1er décembre 1959. | 1er déc. 1957 |

Les attachés d'administration susvisés recevront, le cas échéant, une indemnité compensatrice conformément aux dispositions du décret n° 47-1457 du 4 août 1947.

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

### Services antituberculeux publics et privés.

Par arrêté en date du 17 janvier 1961, M. le docteur Le Pourhiet, médecin directeur du sanatorium de Pouancé (Maine-et-Loire), est mis à la disposition du préfet du Finistère, en vue d'exercer les fonctions de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux de son département, y compris les séances de vaccination par le B. C. G.

Par arrêté en date du 17 janvier 1961, Mme le docteur Le Pourhiet, médecin adjoint au sanatorium de Pouancé (Maine-et-Loire), est mise à la disposition du préfet du Finistère, en vue d'exercer les fonctions de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux de son département, y compris les séances de vaccination par le B. C. G.

Par arrêté en date du 19 janvier 1961, M. le docteur Mati (Mohamed), reçu au concours des médecins des services antituberculeux publics et privés du 8 décembre 1960, est nommé médecin adjoint au sanatorium de Saint-Gobain (Aisne), en remplacement de M. le docteur Guenard, démissionnaire.

Par arrêté en date du 19 janvier 1961, Mlle le docteur Masches (Reine), reçue au concours des médecins des services antituberculeux publics et privés du 8 décembre 1960, est nommée médecin adjoint au sanatorium de la Grolle-Saint-Bernard (Charente), en remplacement de M. le docteur Martin, démissionnaire.

Par arrêté en date du 17 janvier 1961, M. le docteur Valentin (Hubert), reçu au concours des médecins des services antituberculeux publics et privés du 8 décembre 1960, est nommé médecin adjoint au sanatorium Les Genévriers, à Villers-le-Lac (Doubs), en remplacement de M. le docteur Vernier, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 19 janvier 1961, est rapporté l'arrêté du 24 novembre 1960 mettant, dans l'intérêt du service, M. le docteur de Mecquenem (Jacques) à la disposition du préfet de la Dordogne, en vue d'assurer les fonctions de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux de son département, y compris les séances de vaccination par le B. C. G.

Par arrêté en date du 27 janvier 1961, M. le docteur Viallet, médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux de l'Eure, est mis à la disposition du préfet de Maine-et-Loire, en vue d'assurer les fonctions de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux de son département, y compris les séances de vaccination par le B. C. G.

Par arrêté en date du 7 février 1961, Mlle le docteur Peraud, médecin directeur du sanatorium de la Grolle-Saint-Bernard (Charente), est nommée, dans l'intérêt du service, médecin directeur du sanatorium de Pouancé (Maine-et-Loire).

## MINISTERE DU TRAVAIL

### Approbation et enregistrement des statuts de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales du département de la Haute-Vienne.

Par arrêté en date du 7 février 1961, ont été approuvés et enregistrés les statuts de l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales du département de la Haute-Vienne.

Cette union, dont le siège est à Limoges, a été enregistrée sous le numéro 87-U.

Elle a pris la dénomination d'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales du département de la Haute-Vienne.

### Sociétés mutualistes.

#### Département du Finistère

Par arrêté du ministre du travail en date du 8 février 1961, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Caisse mutuelle M. G. M., n° 29-209, à Camaret-sur-Mer, avec la société mutualiste dite Amicale mutuelle camaretoise, n° 29-266, à Camaret.

#### Département de la Haute-Savoie

Par arrêté du ministre du travail en date du 8 février 1961, ont approuvés les statuts de l'union de sociétés mutualistes dite Union de sociétés mutualistes de Haute-Savoie, n° 74-316, à la Roche-sur-Foron (siège social : rue du Silence).

#### Département de la Vendée

Par arrêté du ministre du travail en date du 8 février 1961, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite La Ruche, n° 85-159, à Montaigu, avec la société mutualiste dite Société de secours mutuels des sapeurs-pompiers, n° 85-10, à Montaigu.

### Circulaire n° 23 S.S. du 9 février 1961 relative aux tarifs d'honoraires des praticiens en matière de soins aux assurés sociaux.

Paris, le 9 février 1961.

*Le ministre du travail*
*à Messieurs les directeurs régionaux de la sécurité sociale.*

La commission interministérielle des tarifs, au cours de sa réunion du 1er février 1961, a été amenée à approuver un certain nombre de conventions ou d'avenants fixant les tarifs d'honoraires de médecins, de chirurgiens dentistes, de sages-femmes et d'auxiliaires médicaux, en matière de soins aux assurés sociaux. La plupart de ces approbations sont définitives ; l'une d'entre elles, cependant, est subordonnée à la signature d'un avenant modifiant certaines dispositions de la convention.

### Première partie

*Tarifs médicaux.*

La commission a approuvé définitivement les conventions suivantes, qui entreront en vigueur à compter du 15 février 1961 :

| DÉPARTEMENTS | C. | V. | V. D. | V. N. | P. C. et K. | R. | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Drôme (électro-radiologistes qualifiés) (1). | 7 | 8 avec I. K.<br>9 sans I. K. | 17 | 23 | 3,60 | 2,60 | 0,50 plaine.<br>0,60 montagne (2) (3) |
| Marne (électro-radiologistes qualifiés) (1) : | | | | | | | |
| Reims et agglomération (4)..... | 8 | 10 | 21 | 28 | 3,60 | 2,60 | |
| Reste du département..... | 7 | 8 avec I. K.<br>9 sans I. K. | 17 | 23 | 3,60 | 2,60 | 0,50 (3). |

(1) Cette convention est applicable aux seuls médecins électro-radiologistes qualifiés.
(2) Zones définies par l'arrêté du 5 mai 1939 (*Journal officiel* du 18 mai 1939).
(3) L'abattement prévu par l'article 17 de la Nomenclature générale des actes professionnels est réduit de 2 km à 1 km.
(4) L'agglomération rémoise est définie par la circulaire n° 68 S.S. du 3 août 1960 concernant la convention médicale générale.

La commission a, en outre, approuvé trois avenants : le premier, signé entre la caisse régionale de sécurité sociale de Nantes et le syndicat médical de Maine-et-Loire, étend le tarif préférentiel fixé pour la ville d'Angers (ville de plus de 100.000 habitants) aux communes de Trélazé, les Ponts-de-Cé, Avrillé et Saint-Barthélemy.

Le second avenant, intervenu entre la caisse régionale de sécurité sociale de Lyon et le syndicat des médecins de l'Ain, permet à trois communes de ce département faisant partie de l'agglomération lyonnaise de bénéficier des tarifs conventionnels plafonds prévus pour la ville de Lyon. Les communes intéressées sont celles de Crépieux-la-Pape, Rillieux et Sathonay.

Ces deux avenants sont immédiatement applicables.

Enfin, le troisième avenant approuvé proroge la convention intervenue le 18 août 1960 entre la caisse régionale de sécurité sociale de Clermont-Ferrand et le syndicat des médecins du Puy-de-Dôme jusqu'au 30 juin 1961.

### Deuxième partie

*Tarifs des honoraires de chirurgiens dentistes.*

La commission a approuvé un avenant à la convention intervenue entre la caisse régionale de sécurité sociale de Lyon et le syndicat des chirurgiens dentistes de l'Isère. Cet avenant étend aux communes de Decines et Saint-Priest les tarifs conventionnels prévus pour la ville de Lyon, ces communes faisant partie de l'agglomération lyonnaise. Cette décision ne fait d'ailleurs que confirmer celle qui avait été prise le 30 novembre 1960, lors de l'approbation de la convention des chirurgiens dentistes du Rhône, et qui renvoyait, pour la définition de l'agglomération lyonnaise, à la circulaire n° 79 du 25 août 1960.

La commission a, en outre, approuvé sous condition la convention signée avec le syndicat des chirurgiens dentistes de la Guyane. Cette approbation ne deviendra effective que huit jours après réception par la direction régionale de sécurité sociale des Antilles et Guyane d'un avenant comportant les modifications demandées à la convention complémentaire. Si cet avenant n'était pas parvenu à la direction régionale de la sécurité sociale le 15 avril 1961, l'approbation donnée par la commission interministérielle deviendrait caduque.

### Troisième partie

*Tarifs d'honoraires des sages-femmes.*

La commission interministérielle a approuvé la convention signée avec le syndicat des sages-femmes de la Guadeloupe, qui entrera en vigueur à compter du 15 février 1961.

| C. | V. | V. D. | V. N. | ACCOUCHEMENT | | S. F. | S. F. I. | INDEMNITÉ FORFAITAIRE de déplacement. | | | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Simple | Gémellaire. | | | Jour. | Dimanche. | Nuit. | |
| 450 | 600 | 950 | 1.200 | 13.000 | 16.000 | 260 | 235 | 90 | 140 | 190 | 40 |

La commission a également approuvé un avenant à la convention intervenue entre la caisse régionale de sécurité sociale de Nancy et le syndicat des sages-femmes de la Meuse. Cet avenant réduit de 2 km à 1 km l'abattement prévu par l'article 17 de la Nomenclature générale des actes professionnels.

### Quatrième partie

*Tarifs des honoraires des auxiliaires médicaux.*

La commission a approuvé les conventions suivantes signées avec des syndicats d'auxiliaires médicaux, qui entreront en vigueur à compter du 15 février 1961 :

| DÉPARTEMENTS | A. M. I. | INDEMNITÉ FORFAITAIRE de déplacement. | | | I. K. |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Jour. | Dimanche. | Nuit. | |
| Pyrénées-Orientales. | 2,35 | 0,90 | 1,40 | 1,90 | 0,50 (1) |
| Tarn-et-Garonne.... | 2,35 | 0,90 | 1,40 | 1,90 | 0,40 (1) |

(1) L'abattement prévu par l'article 17 de la Nomenclature générale des actes professionnels est réduit de 2 km à 1 km.

La commission a également approuvé un avenant à la convention intervenue entre la caisse régionale de sécurité sociale de Lyon et le syndicat des masseurs kinésithérapeutes et pédicures du département de l'Isère. Cet avenant étend aux communes de Decines et Saint-Priest les tarifs conventionnels prévus pour la ville de Lyon, ces deux communes faisant partie de l'agglomération lyonnaise. Cette décision ne fait d'ailleurs que confirmer, en ce qui concerne les masseurs, la décision prise le 14 décembre 1960, lors de l'approbation de la convention des masseurs du Rhône (circulaire n° 121 S. S. du 22 décembre 1960).

La commission a approuvé, en outre, un avenant à la convention signée avec le syndicat des masseurs kinésithérapeutes du Finistère, réduisant de 2 km à 1 km l'abattement prévu par l'article 17 de la Nomenclature générale des actes professionnels.

### Cinquième partie

*Conventions et avenants avec les dispensaires.*

La commission a donné son approbation aux conventions signées avec les dispensaires suivants, qui entreront en vigueur le 15 février 1961 :

**Région de Bordeaux.**

Dispensaire de soins des centres d'accueil des Français rapatriés à Sainte-Livrade et Bias (Lot-et-Garonne).

Région de Lille.

Convention signée avec l'union mutuelle familiale de l'arrondissement de Valenciennes pour ses cabinets installés à :

Valenciennes, 27, boulevard Watteau.
Quiévrechain, 164, avenue Jean-Jaurès.
Denain, 43, rue Duquesnoy.
Saint-Amand-les-Eaux, 38, rue Davaine.
Fresnes-sur-Escaut, 9, rue Jean-Jaurès.

Cabinet dentaire de la société de secours minière de Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais).

Région de Marseille.

Dispensaire de l'union départementale mutualiste de la C. G. T., 12, rue Emeryc-David, à Aix-en-Provence.

Dispensaire privé de la compagnie Péchiney, à l'Argentière-la-Bassée (Hautes-Alpes).

Dispensaire de la Croix-Rouge française, 6, rue de l'Amelier, à Avignon (Vaucluse).

Dispensaire de la Croix-Rouge française « Le Camas », 1, rue Simone-Sedan, à Marseille.

Dispensaire de la Croix-Rouge italienne, 17, rue Melchion, à Marseille.

Centre de diagnostic et de soins d'Electricité de France, 30, rue Sylvabelle, à Marseille.

Centre régional de radiologie de la Croix-Rouge française, 73, rue Sylvabelle, à Marseille.

Dispensaire de l'union départementale mutualiste de la C. G. T., 39, rue Grignan, à Marseille.

Consultations de l'hôpital privé Saint-Joseph, à Marseille.

Dispensaire « La Mazarade », chemin des Aygalades, à Marseille.

Centre d'électro-radiologie du dispensaire de l'union pharmaceutique des sociétés mutualistes des Alpes-Maritimes, à Nice.

Clinique dentaire de la mutuelle de la marine, 26, rue Anatole-France, à Toulon.

Région de Rouen.

Cabinet dentaire de l'union des sociétés mutualistes du Calvados.

Région de Toulouse.

Clinique dentaire de l'atelier de construction de Tarbes.

⁂

Vous voudrez bien porter les indications qui précèdent à la connaissance des caisses de sécurité sociale de votre circonscription et leur donner le maximum de publicité.

Pour le ministre et par délégation :
*Le conseiller d'Etat,*
*directeur général de la sécurité sociale,*
ALAIN BARJOT.

## NATURALISATIONS ET RÉINTÉGRATIONS

**Décret du 13 février 1961 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, francisation des noms, libération de l'allégeance française et autorisation de se faire naturaliser à l'étranger.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, ensemble les textes sur l'acquisition et la perte de la nationalité ainsi que sur la francisation du nom des naturalisés,

Décrète :

Art. 1er. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents les étrangers dont les noms suivent :

ALCON (Pedro), Librella (Espagne), 15-07-92, NAT (1), 7422×60—92.

ALCON, née PENALVER, Palman (Espagne), 03-01-06, NAT, 7422×60—92.

(1) Les indicatifs figurant à la suite de l'identité des intéressés signifient : NAT, naturalisé français ; REI, réintégré dans la nationalité française ; EFF, enfant susceptible d'être saisi par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par ses parents ; LIB, libéré de l'allégeance française ; AUT, autorisé à se faire naturaliser à l'étranger.

ALICATA (Francesco), Avola (Italie), 05-01-17, NAT, 4418×59—68.

ALICATA, née CALDARELLA, Avola (Italie), 02-02-25, NAT, 4418×59—68.

ALICATA (Vincenza), Taronas (Italie), 15-04-41, EFF (1), 4418×59—68.

ALICATA (Gaetano), Fossano (Italie), 03-12-43, EFF, 4418×59—68.

ALICATA (Joséphine), Thann (Haut-Rhin), 21-12-49, EFF, 4418×59—68.

ALICATA (Sébastien), Wittelsheim (Haut-Rhin), 18-11-52, EFF, 4418×59—68.

ALICATA (Anna-Maria), Avola (Italie), 04-11-53, EFF, 4418×59—68.

ALICATA (Antonietta), Avola (Italie), 18-09-57, EFF, 4418×59—68.

ALICATA (Silvana), Guebwiller (Haut-Rhin), 22-02-59, EFF, 4418×59—68.

ALICATA (Rosaria), Guebwiller (Haut-Rhin), 03-05-60, EFF, 4418×59—68.

ALMIRALL (Juan), Abrera (Espagne), 19-01-13, NAT, 11654×60—31.

ANDREETTO (Antonio), Montagnana (Italie), 29-08-33, NAT, 9371×60—31.

ANGLES (Juan), Vinaixa (Espagne), 13-03-14, NAT, 9288×59—19.

ANGLES, née BESO, Omellons (Espagne), 23-03-10, NAT, 9288×59—19.

ANGLES (Maria del Carmen), Vimbodi (Espagne), 10-03-49, EFF, 9288×59—19.

ANTON (Santiago), Madrid (Espagne), 31-07-22, NAT, 11991×60—81.

ANTON, née NAVARRO, Velez Blanco (Espagne), 22-04-22, NAT, 11991×60—81.

ANTON (Joseph), Mazamet (Tarn), 30-01-49, EFF, 11991×60—81.

ANTON (Carmen), Mazamet (Tarn), 30-01-49, EFF, 11991×60—81.

ANTON (Danielle), Mazamet (Tarn), 09-07-55, EFF, 11991×60—81.

ARFILI (Sante), Castelliri (Italie), 05-05-34, NAT, 12033×60—69.

AYUSO (Juan), Brea de Tajo (Espagne), 27-12-02, NAT, 3789×60—75.

AYUSO, née ESCOBAR, Hacienda Nueva Guerrero (Mexique), 20-11-1900, NAT, 3789×60—75.

AZOGUI (Jacques), Meknès (Maroc), 25-02-20, NAT, 3410×60—13.

AZOGUI, née ITTAH, Meknès (Maroc), 05-12-27, NAT, 3410×60—13.

AZOGUI (Haciba), Meknès (Maroc), 15-08-49, EFF, 3410×60—13.

AZOGUI (Ruth), Meknès (Maroc), 07-05-51, EFF, 3410×60—13.

AZOGUI (Freha), Meknès (Maroc), 25-01-53, EFF, 3410×60—13.

AZOGUI (Jonathan), Meknès (Maroc), 08-09-57, EFF, 3410×60—13.

AZOGUI (Esther), Meknès (Maroc), 04-09-59, EFF, 3410×60—13.

BAK (Franciscus), Brzeszcze (Pologne), 23-04-19, NAT, 18748×48—98.

BALGER (Czeslaw), Parzniewice (Pologne), 22-03-25, NAT, 14731×55—59.

BALEWSKI, née SZARZYNSKA, Kolaczkowo (Pologne), 05-04-93, NAT, 11845×60—59.

BANAS (Antoine), Kameduly (Pologne), 10-06-19, NAT, 2789×60—89.

BARALE (Giuseppe), Cuneo (Italie), 15-09-23, NAT, 13229×59—31.

BARALE, née MERLO, Cuneo (Italie), 28-07-27, NAT, 13229×59—31.

BARALE (Ernesto), Cuneo (Italie), 25-01-48, EFF, 13229×59—31.

BARALE (Josette), Marquefave (Haute-Garonne), 20-03-53, EFF, 13229×59—31.

BARALE (Serge), Marquefave (Haute-Garonne), 26-08-58, EFF, 13229×59—31.

BARTKOWSKI (Stanislas), Przedomoscie (Pologne), 29-06-21, NAT, 4468×60—89.

BARTKOWSKI, née HOLUBEIKOWA, Erdudka (Tchécoslovaquie), 04-05-20, NAT, 4468×60—89.

BARTKOWSKI (Geneviève), Sedan (Ardennes), 08-12-46, EFF, 4468×60—89.

BARTKOWSKI (Nicole), Villy (Ardennes), 28-03-48, EFF, 4468×60—89.

BARTKOWSKI (Gisèle), Villy (Ardennes), 01-07-49, EFF, 4468×60—89.

BARTKOWSKI (Angèle), Villy (Ardennes), 21-05-51, EFF, 4468×60—89.

BARTKOWSKI (Pascal), Levis (Yonne), 02-03-60, EFF, 4468×60—89.

BERGER (Rudolf), Vietri (Tonkin), 13-01-37, NAT, 11912×60—27.

BEROUDIAUX (Paul), Gonrieux (Belgique), 18-03-05, NAT, 12024×60—14.

BERTO (Ramon), Gandia (Espagne), 10-01-04, NAT, 8921×60—93.

BERTO, née BURGUERRA, Gandia (Espagne), 16-07-10, NAT, 8921×60—93.

BETORZ (José), Olvena (Espagne), 04-11-19, NAT, 13187×58—75.

BIANCHI (Walter), Verucchio (Italie), 07-11-13, NAT, 8935×60—38.

BIENIAS (Michel), Lodz (Pologne), 26-09-07, NAT, 12022×60—60.

BIENIAS, née MARCZEWSKA, Borczysko (Pologne), 03-05-19, NAT, 12022×60—60.

BIENIAS (Christian), Crisolles (Oise), 11-01-46, EFF, 12022×60—60.

BOBO, née LOPES, Ribeira Grande (Portugal), 30-01-12, NAT, 9975×55—13.

BOLADERAS (José), Orista (Espagne), 21-10-12, NAT, 4460×60—81.

BONIFACIO (Arturo), Benifayo (Espagne), 05-04-42, NAT, 11203×60—30.

BORDELL (Antoine), Montblanch (Espagne), 12-02-18, NAT, 12023×60—66.

BOTEZ (Artemi), Iasi (Roumanie), 16-09-29, NAT, 5266×59—13.

BOTEZ (Milika), Metz (Moselle), 26-03-56, EFF, 5266×59—13.

BOTEZ (Sylvia), Metz (Moselle), 16-07-57, EFF, 5266×59—13.

BRESCIANI (Mario), Pola (Italie), 25-03-20, NAT, 9554×60—13.

BRIGHI (Guérin), Naters (Suisse), 26-12-15, NAT, 14707×56—78.

BRUNA (Rinaldo), Asti (Italie), 04-04-23, NAT, 1736×60—84.

BUTTIGNOL (Raffaele), Brugnera (Italie), 14-04-30, NAT, 214×60—68.

CAIMMI (Oberdan), Chiaravalle (Italie), 01-01-16, NAT, 9614×60—13.

CALLERI (Antonino), Tunis (Tunisie), 18-05-17, NAT, 12035×60—69.

CAMPANELLA (Michele), Barletta (Italie), 05-05-33, NAT, 9715×60—39.

CAMPIONI (Angelo), Gagliole (Italie), 14-10-40, NAT, 10438×60—54.

CAMURANI (Luciano), Modigliana (Italie), 16-02-16, NAT, 3551×60—57.

CAMURANI, née SCALINI, Modigliana (Italie), 15-09-20, NAT, 3551×60—57.

CAMURANI (Dolorès), Modigliana (Italie), 07-07-40, EFF, 3551×60—57.

CAMURANI (Maria), Modigliana (Italie), 26-05-48, EFF, 3551×60—57.

CASTRO (Emmanuel), Los Villares (Espagne), 18-06-20, NAT, 1040×51—83.

CASU (Rina), Iglesias (Italie), 24-09-20, NAT, 11753×60—30.

CESARATTO (Filippo), Vivaro (Italie), 03-09-10, NAT, 12439×59—57.

CESARATTO, née TOMMASINI, Vivaro (Italie), 22-10-14, NAT, 12439×59—57.

CESARATTO (Ivanna), Vivaro (Italie), 27-05-42, EFF, 12439×59—57.

CESARATTO (Vittorio), Vivaro (Italie), 13-10-47, EFF, 12439×59—57.

CESARATTO (Ennio), Brehain-la-Ville (Meurthe-et-Moselle), 17-01-50, EFF, 12439×59—57.

CHEZZI (Umber), Mezzani (Italie), 20-10-22, NAT, 11662×60—11.

CHIARELLO (Joseph), Tunis (Tunisie), 31-07-39, NAT, 12960×60—69.

CHMIEL (Joseph), Inwald (Pologne), 15-03-06, NAT, 8721×60—86.

CHMIEL, née ROSA, Grebow (Pologne), 18-04-11, NAT, 8721×60—86.

CHMIEL (Georges), Chasseneuil-du-Poitou (Vienne), 10-09-47, EFF, 8721×60—86.

CICUREL (Simon), Alexandrie (Egypte), 08-11-21, NAT, 10722×60—75.

CIESIELSKI (Wladyslaw), Przyrzorz (Pologne), 01-10-13, NAT, 12041×60—54.

CIESIELSKI, née ZIELINSKA, Ilawcze (Pologne), 15-12-24, NAT, 12041×60—54.

CIESIELSKI (Héléna), Munchen (Allemagne), 15-08-47, EFF, 12041×60—54.

CIESIELSKI (Stanislawa), Jœuf (Meurthe-et-Moselle), 23-08-50, EFF, 12041×60—54.

CIESIELSKI (Richard), Jœuf (Meurthe-et-Moselle), 30-06-54, EFF, 12041×60—54.

CILIBRASI, née SAVALLI, Tunis (Tunisie), 06-10-08, NAT, 3926×60—13.

CINCIO (Adalbert), Strzalkowice (Pologne), 15-05-08, NAT, 12698×33—78.

CINCIO, née KUS, Lecka (Pologne), 14-01-12, NAT, 12698×33—78.

CLEMENTEI (Joseph), Moimacco (Italie), 30-05-13, NAT, 11714×60—32.

CLOSA (Antonio), Torres de Segre (Espagne), 22-05-24, NAT, 3925×60—01.

COLL (José), Ibars de Urgel (Espagne), 13-11-24, NAT, 11693×59—81

COLL, née MENDEZ, Cagnac-les-Mines (Tarn), 31-05-32, NAT, 11693×59—81.

COMETTO (Giuseppe), Demonte (Italie), 09-04-27, NAT, 12412×60—75.

COMETTO (Monique), Vanves (Seine), 13-12-50, EFF, 12412×60—75.

CONDE (Joao), Pinheiros (Portugal), 13-03-11, NAT, 9292×60—75.

CONEJERO (Jeronimo), Villena (Espagne), 28-06-18, NAT, 8301×60—91.

CONEJERO, née TRIGUEROS, Blanca (Espagne), 24-05-19, NAT, 8301×60—91.

CONEJERO (Francisco), Villena (Espagne), 18-12-41, EFF, 8301×60—91.

CONEJERO (Antonio), Villena (Espagne), 18-11-44, EFF, 8301×60—91.

CONEJERO (Eveline), l'Arba (Alger), 24-10-54, EFF, 8301×60—91.

CONEJERO (Christian), Alger (département d'Alger), 28-06-57, EFF, 8301×60—91.

CONEJERO (Marie-Christine), l'Arba (Alger), 03-06-59, EFF, 8301×60—91.

CONTI, née ALLEGRE, Valgorge (Ardèche), 08-04-98, REI (1), 4543×22—13.

CORRAL (Antonio), Caniles (Espagne), 25-02-14, NAT, 11871×60—33.

CORRAL, née PARRA, Caniles (Espagne), 08-05-18, NAT, 11871×60—33.

COSTA (Joaquim), Pombal (Portugal), 19-12-1900, NAT, 41181×36—23

COSTA, née TOURADE, Moutier-Rozeille (Creuse), 01-05-07, REI, 41181×36—23.

DAGOSTINO (Joseph), Cittanova (Italie), 16-05-38, NAT, 11964×60—06.

DALL'ARMI (Gino), Carmignano di Brenta (Italie), 12-07-15, NAT, 11961×60—31.

DALL'ARMI, née COLTRO, San Giorgio in Bosco (Italie), 16-12-18, NAT 11961×60—31.

DALL'ARMI (Jacqueline), Savenes (Tarn-et-Garonne), 24-01-42, EFF, 11961×60—31.

DALL'ARMI (Philippe), Savenes (Tarn-et-Garonne), 03-03-44, EFF, 11961×60—31.

DALL'ARMI (Danielle), Bouloc (Haute-Garonne), 17-05-46, EFF, 11961×60—31.

DALL'ARMI (Gérard), Toulouse (Haute-Garonne), 22-07-55, EFF, 11961×60—31.

DE ALMEIDA COSTA (Elisio), Lisbonne (Portugal), 28-01-21, NAT, 12121×56—37.

DEAMBROGGI (Marius), Sizzano (Italie), 06-04-1900, NAT, 18505×46—13

DEFILIPPI (Mario), Cirie (Italie), 08-10-41, NAT, 6816×60—13.

DEL FRATE (Luigi), San Giorgio di Nogaro (Italie), 08-11-06, NAT, 4118×60—57.

DEL FRATE, née MENIS, Treppo Grande (Italie), 22-09-10, NAT, 4118×60—57.

DE MARCO (Zoïdo), Castellavazzo (Italie), 16-08-14, NAT, 3621×60—51.

DE MARCO, née VENTURINI, Mercato Saraceno (Italie), 30-12-12, NAT, 3621×60—51.

DEN HARTOG (Cesar), Rotterdam (Pays-Bas), 27-04-27, NAT, 3200×60—78.

DENOTTI (Luigi), Quartu Sant'Elena (Italie), 08-04-02, NAT, 12042×60—54.

DENOTTI, née CABRAS, Quartu Sant'Elena (Italie), 16-01-03, NAT, 12042×60—54.

DENOTTI (Gisella), Quartu Sant'Elena (Italie), 21-09-46, EFF, 12042×60—54.

DE OLIVEIRA (Luiz), Vimioso (Portugal), 12-04-18, NAT, 16445×55—78.

DE OLIVEIRA, née BARRA, Zaragosa (Espagne), 12-11-25, NAT, 16445×55—78.

DE OLIVEIRA (Jean), Janvry (Seine-et-Oise), 05-03-45, EFF, 16445×55—78.

DE OLIVEIRA (Pierre), Janvry (Seine-et-Oise), 04-03-56, EFF, 16445×55—78.

DE OLIVEIRA (Marie-Christine), Janvry (Seine-et-Oise), 19-12-57, EFF, 16445×55—78.

DE SANTIS, née MULATTIERI, Piedimonte (Italie), 10-10-03, NAT, 4119×60—75.

DESCHEPPER (Anne-Marie), Herseaux (Belgique), 28-04-18, NAT, 12169×60—59.

DI SANTI (Albert), El Aroussa (Tunisie), 15-07-35, NAT, 2284×58—81.

ELENA (Francesco), Santa Domenica Talao (Italie), 05-06-13, NAT, 9500×55—83.

ELENA, née SANGIOVANNI, Santa Domenica Talao (Italie), 13-05-15, NAT, 9500×55—83.

ELENA (Annunziata), Santa Domenica Talao (Italie), 28-06-42, EFF, 9500×55—83.

ELENA (Osvaldo), Santa Domenica Talao (Italie), 06-09-45, EFF, 9500 ×55—83.

ELENA (Lydia), Arles (Bouches-du-Rhône), 27-05-51, EFF, 9500×55—83.

ELENA (Giuseppe), Santa Domenica Talao (Italie), 09-01-39, NAT, 12276×60—83.

ELLENA (Chiaffredo), Frassino (Italie), 09-01-25, NAT, 13413×59—78.

ELLENA, née CIVALLERI, Frassino (Italie), 25-12-35, NAT, 13413×59 —78.

EPITTO (Pasquale), San Biagio di Callalta (Italie), 28-09-24, NAT, 16417×56—31.

EPITTO, née DA ROS, Casale sul Sile (Italie), 10-01-30, NAT, 16417 ×56—31.

EPITTO (Georges), Castelginest (Haute-Garonne), 24-05-50, EFF, 16417 ×56—31.

EPITTO (Monique), Toulouse (Haute-Garonne), 21-08-53, EFF, 16417 ×56—31.

ERBORELLO (Armando), Roccasecca (Italie), 13-07-24, NAT, 8447 ×54—69.

FABRIS (Alfredo), Basiliano (Italie), 30-08-06, NAT, 4128×60—78.

FABRIS, née LORENZI, Caprino Veronese (Italie), 12-08-11, NAT, 4128×60—78.

FAUTSE (Nestor), Bamenjou (Cameroun), 24-02-20, NAT, 14565×55 —13.

FERRE (Louis), Martimprey du Kiss (Maroc), 09-02-42, NAT, 13009 ×60—31.

FERRERO (Vicente), Onteniente (Espagne), 15-11-08, NAT, 13420×59 —30.

FICHEFET (Raymond), Fleurus (Belgique), 14-10-97, NAT, 6835×37 —59.

FISERI (Filiberto), Livourne (Italie), 31-10-11, NAT, 11891×60—33.

FISERI, née COLLE, Santa Giustina (Italie), 18-09-18, NAT, 11891 ×60—33.

FISERI (Alain), Ambes (Gironde), 17-10-46, EFF, 11891×60—33.

FISERI (Daniel), Bordeaux (Gironde), 22-12-47, EFF, 11891×60—33.

FISERI (Thierry), Ambes (Gironde), 31-07-51, EFF, 11891×60—33.

FOGLIARINI (Margherita), Roccabruna (Italie), 13-05-42, NAT, 11702 ×60—84.

FRANCO (Carlo), Casablanca (Maroc), 15-08-15, NAT, 12085×60—92.

GAIDO (Joseph), Sauve (Gard), 28-06-26, NAT, 11892×60—30.

GALLARDO (François), Villalier (Aude), 16-01-23, NAT, 3558×60—11.

GALOUSTIANCE (Marguerite), Téhéran (Iran), 01-02-14, NAT, 4567 ×60—13.

GALVEZ, née GARCIA, Lorca (Espagne), 01-05-17, NAT, 11801×60—31.

GARCIA (Eusebio), Castillejar (Espagne), 21-09-18, NAT, 326×59—75.

GERLIN (Rino), Susegana (Italie), 22-08-40, NAT, 11282×60—47.

GHEDIN (Luigi), Zero Branco (Italie), 07-03-10, NAT, 11515×60—31.

GHEDIN, née PERON, Zero Branco (Italie), 24-11-14, NAT, 11515 ×60—31.

GHEDIN (Alain), Cornebarrieu (Haute-Garonne), 13-04-40, EFF, 11515 ×60—31.

GHIULAMILA (Dimitri), Sofia (Bulgarie), 11-11-11, NAT, 14286×56—75.

GHIULAMILA, née SMARANDESCU, Bucarest (Roumanie), 26-09-12, NAT, 14286×56—75.

GHIULAMILA (Alexandre), Bucarest (Roumanie), 15-08-42, EFF, 14286 ×56—75.

GIORDANO (Giovanni), Ravanusa (Italie), 23-04-20, NAT, 11514×60—30.

GIORDANO, née RAGAZZO, Ravanusa (Italie), 26-09-26, NAT, 11514 ×60—30.

GIORDANO (Francesca), San Cataldo (Italie), 24-01-47, EFF, 11514 ×60—30.

GIORGIO (Rodolfo), Ariano Irpino (Italie), 10-04-28, NAT, 12002 ×60—38.

GIORSETTI (Jean), Roccabruna (Italie), 28-10-21, NAT, 28825×48—06.

GLAGOVSEK (Stanislas), Mali Kamen (Yougoslavie), 18-04-23, NAT, 4140×60—57.

GLOWACKI (Thomas), Biala (Pologne), 20-12-13, NAT, 3826×60—02.

GONZALEZ (Luis), Villacontilde (Espagne), 18-11-24, NAT, 6982 ×60—14.

GORRIZ (Adelino), Castellon de la Plana (Espagne), 12-05-42, NAT, 12586×60—34.

GREGORAT (Rita), Tapogliano (Italie), 05-08-24, NAT, 9844×60—78.

GREGORAT (Giorgio), Tapogliano (Italie), 13-07-47, EFF, 9844×60—78.

GREGORAT (Dominique), Paris (15e), 01-08-55, EFF, 9844×60—78.

GRIBELIN (Heinrich), Mayence (Allemagne), 01-07-19, NAT, 10151 ×52—21.

GUGLIELMINI (Evariste), Cittadella (Italie), 06-09-28, NAT, 6443 ×60—88.

GUILLEN (Juan), Montoro (Espagne), 31-03-20, NAT, 9543×57—63.

GUILLEN, née PERALTA, Rio Martin (Maroc espagnol), 15-01-24, NAT, 9543×57—63.

GUILLEN (Marie-Laure), Oujda (Maroc), 19-02-55, EFF, 9543×57—63.

GUILLEN (Jean-Louis), Casablanca (Maroc), 01-05-57, EFF, 9543 ×57—63.

GUZZO (Fedele), San Giovanni in Fiore (Italie), 04-05-26, NAT, 6984 ×60—54.

GUZZO, née FERRARELLI, San Giovanni in Fiore (Italie), 22-09-27 NAT, 6984×60—54.

GUZZO (Vincenzo), San Giovanni in Fiore (Italie), 14-04-47, EFF, 6984 ×60—54.

GUZZO (Rosa), San Giovanni in Fiore (Italie), 13-11-48, EFF, 6984 ×60—54.

GUZZO (Maria), San Giovanni in Fiore (Italie), 03-05-51, EFF, 6984 ×60—54.

GUZZO (Domenico), San Giovanni in Fiore (Italie), 15-06-53, EFF, 6984 ×60—54.

GUZZO (Giovanni), Briey (Meurthe-et-Moselle), 26-08-56, EFF, 6984 ×60—54.

GUZZO (François), Metz (Moselle), 29-06-58, EFF, 6984×60—54.

HEDAYAT (Mostapha), Port Saïd (Egypte), 05-09-21, NAT, 8324 ×60—75.

HERNANDEZ (Damian), Martin del Rio (Espagne), 08-10-13, NAT, 11722×60—02.

HERNANDEZ, née MORO, Boada (Espagne), 02-04-13, NAT, 11722 ×60—02.

HERNANDEZ (Michel), Boué (Aisne), 06-07-51, EFF, 11722×60—02.

HO THI SANG, Binh Lap (Sud-Viet-Nam), 29-04-18, REI, 10976×60—75.

IBARZ (José), Castiello de Jaca (Espagne), 08-06-15, NAT, 10312 ×60—33.

INCARDONA (Giovanni), Gela (Italie), 18-03-29, NAT, 10488×57—31.

INCARDONA, née GIARDINO, Sousse (Tunisie), 22-02-28, NAT, 10488 ×57—31.

IPSER (Karl), Vienne (Autriche), 10-06-29, NAT, 14785×59—91.

JUNGNICKEL (Charles), Magdeburg (Allemagne), 29-04-13, NAT, 11765 ×60—57.

JUSZCZAK (Szczepan), Szymanowice (Pologne), 25-12-23, NAT, 11831 ×60—78.

JUSZCZAK, née ABRAMCZUK, Szkopy (Pologne), 07-10-22, NAT, 11831 ×60—78.

JUSZCZAK (Marie-Thérèse), Jaignes (Seine-et-Marne), 07-04-45, EFF, 11831×60—78.

JUSZCZAK (Christiane), Compiègne (Oise), 09-12-46, EFF, 11831 ×60—78.

KANDERIAN (Karchine), Kharpout (Asie Mineure), 15-08-01, NAT, 17837×50—13.

KANDERIAN, née TCHILINGUIRIAN, Bolou (Asie Mineure), 02-05-06, NAT, 17837×50—13.

KASZYNSKI (Stanislaw), Lwow (Pologne), 05-04-17, NAT, 11521×60—59.

KASZYNSKI, née WOZNIAK, Riemke (Pologne), 17-05-18, NAT, 11521 ×60—59.

KAZIK (Wladislaw), Cykarzew (Pologne), 14-01-04, NAT, 11942×60 —84.

KHALFI (Tahar), Aïn Charchara, Aïn Draham (Tunisie), 24-03-16, NAT, 3473×59—93.

KNOETHIG (Gunther), Volpersdorf (Silésie), 19-08-27, NAT, 12674×56 —57.

KOPANIAK (Wladyslaw), Zgoda (Pologne), 30-04-12, NAT, 12071×60 —54.

KOPANIAK, née GRABOWSKA, Jefremowka (Pologne), 23-07-23, NAT, 12071×60—54.

KOPANIAK (Janina), Landstuhl (Allemagne), 11-09-46, EFF, 12071×60 —54.

KOPANIAK (Simone), Gerbeviller (Meurthe-et-Moselle), 29-12-49, EFF, 12071×60—54.

KOWAL (Francizeck), Majdan Shany (Pologne), 24-08-13, NAT, 11762 ×60—27.

KOWAL, née TYMOCZKO, Dolkowicz (Pologne), 07-08-17, NAT, 11762 ×60—27.

KOWAL (Gienick), Saint-André-de-l'Eure (Eure), 06-11-47, EFF, 11762 ×60—27.

LAN SUNG (Liou Thau), Papeete (Plynésie française), 29-02-28, NAT, 9089×53—98.

LAN SUNG, née WONG WAH, Uturoa (Polynésie française), 04-07-32, NAT, 9089×53—98.

LAN SUNG (Claude), Papeete (Polynésie française), 20-12-56, EFF, 9089×53—98.

LAN SUNG (Anne), Papeete (Polynésie française), 22-11-58, EFF, 9089 ×53—98.

LAPLAZA (Alphonse), Castejan de Valdejasa (Espagne), 23-01-24, NAT, 11784×60—31.

LAPLAZA, née VASQUEZ, Santander (Espagne), 12-10-29, NAT, 11784 ×60—31.

LAPLAZA (Manuel), Espalion (Aveyron), 20-01-50, EFF, 11784×60—31.

LAPLAZA (Michel), Espalion (Aveyron), 30-05-52, EFF, 11784×60—31.

LAPLAZA (Anne-Marie), Espalion (Aveyron), 20-01-54, EFF, 11784×60 —31

LAPLAZA (Serge), Espalion (Aveyron), 18-09-55, EFF, 11784×60—31.

LASKOWSKI (Czeslaw), Borame (Pologne), 24-03-10, NAT, 11783×60 —69

LASKOWSKI, née KUMOR, Wysoka (Pologne), 12-05-09, NAT, 11783 ×60—69.

LASTMANN (Schaja), Leipzig (Allemagne), 26-11-35, NAT, 2408×60 —69.

LAVANDIER (Fernand), Aspelt (grand-duché de Luxembourg), 30-05-19, NAT, 12096×59—67.

LECLERCQ, née SIMO, Santapola (Espagne), 06-02-03, NAT, 11782 ×60—69.

LEONARDI (Félice), Albareto (Italie), 09-01-17, NAT, 13436×49—75.

LEONARDI, née PREVI, Borgo Val di Taro (Italie), 18-10-23, NAT, 13436×49—75.

LEONARDI (Maryse), Montreuil-sous-Bois (Seine), 29-12-57, EFF, 13436 ×49—75.

LEONARDI (Pietro), Sant'Agata Feltria (Italie), 17-06-27, NAT, 12316 ×59—57.

LIBERO (Mario), Vigodarzere (Italie), 25-07-14, NAT, 11503×60—08.

LIBERO (Carlina), Vigodarzere (Italie), 29-05-40, EFF, 11503×60—08.

LIZZOLA (Rubenz-Gaëtano), Albino (Italie), 28-07-24, NAT, 9097×60 —32.

LOPEZ (Joaquin), Cuevas de Las Medinas (Espagne), 15-12-12, NAT, 11151×60—66.

LOPEZ (Manuel), Caravaca (Espagne), 08-09-16, NAT, 373×55—13.

LOPEZ, née ROJAS, Carrucha (Espagne), 28-08-13, NAT, 373×55—13.

LUCCHINI (Bruno), Mancieulles (Meurthe-et-Moselle), 21-06-11, NAT, 34225×48—68.

LUCCHINI, née ROSSI, Milzano (Italie), 15-11-23, NAT, 34225×48—68.

MAGEOT, née FRIEDCHEN, Wiesbaden (Allemagne), 02-05-13, NAT, 11505×60—55.

MAJORKIEWIEZ (César), Zamboski (Pologne), 14-08-12, NAT, 10495 ×60—52.

MAJORKIEWIEZ, née KRYSTYNIAK, Andrezejow (Pologne), 13-05-23, NAT, 10495×60—52.

MAJORKIEWIEZ (Eva), Papenburg (Allemagne), 07-03-47, EFF, 10495 ×60—52.

MAJORKIEWIEZ (Jean), Vignory (Haute-Marne), 19-02-49, EFF, 10495 ×60—52.

MAJORKIEWIEZ (Alain), Vignory (Haute-Marne), 11-05-50, EFF, 10495 ×60—52.

MAJORKIEWIEZ (Joseph), Vignory (Haute-Marne), 23-06-51, EFF, 10495 ×60—52.

MAJORKIEWIEZ (Edwige), Vignory (Haute-Marne), 12-08-52, EFF, 10495×60—52.

MAJORKIEWIEZ (Francis), Vignory (Haute-Marne), 07-08-54, EFF, 10495×60—52.

MARANI, née ZANGANI, Bagnone (Italie), 16-10-21, NAT, 15107 ×47—54.

MARFIL (José), Malaga (Espagne), 09-02-21, NAT, 11834×60—78.

MARIN (Mariano), San Adrian de Besos (Espagne), 07-06-37, NAT, 4349×60—38.

MARUCHELLI (Salvatore), Tunis (Tunisie), 01-01-26, NAT, 11984 ×60—38.

MARUCHELLI, née CORONA, Tunis (Tunisie), 02-11-25, NAT, 11984 ×60—38.

MASIUK (Michel), Smolin (Pologne), 04-09-09, NAT, 3967×60—51.

MASIUK, née DUBOWSKA, Simonki (Pologne), 02-02-07, NAT, 3967 ×60—51.

MATNER (Kazimierz), Jaroslawiec (Pologne), 19-02-24, NAT, 2762 ×58—57.

MATTEODA (Nicola), Prazzo (Italie), 19-01-20, NAT, 8849×54—13.

MAVROCORDAT (Nicolas), Sibiu (Roumanie), 24-06-27, NAT, 2438 ×60—75

MAZURKIEWICZ (Wladislas), Cierpisz (Pologne), 04-02-06, NAT, 5735 ×51—57.

MAZURKIEWICZ, née DEREN, Krzywe (Pologne), 08-09-99, NAT, 5735 ×51—57.

MINKO, née PETRUCCI, Roccasecca (Italie), 03-05-20, NAT, 11512 ×60—13.

MOHAMED BEN CHAIB HACH ARAB, Eshbanien Beni Buidir (Maroc espagnol), en 1932, NAT, 9636×60—91.

MOLINER, née MASIA, Benisano (Espagne), 06-06-14, NAT, 14869 ×56—30.

MORAGUES (Bartolomé), Andraitx (Espagne), 22-02-05, NAT, 10554 ×60—29.

MORAGUES, née BAUZA, Andraitx (Espagne), 27-08-12, NAT, 10554 ×60—29

MULET (Antonio), Cretas (Espagne), 11-12-19, NAT, 12091×60—14.

MUR (Ramon), Senes (Espagne), 04-02-19, NAT, 3353×60—65.

MUR, née PEREZ, Serveto (Espagne), 25-07-20, NAT, 3353×60—65.

MUR (Jacky), Vielle-Aure (Hautes-Pyrénées), 14-11-48, EFF, 3353 ×60—65.

MUR (Marie-José), Vielle-Aure (Hautes-Pyrénées), 16-08-51, EFF, 3353 ×60—65.

MUR (Ginette), Tarbes (Hautes-Pyrénées), 17-10-55, EFF, 3353 ×60—65.

NORCIA (Donato), Gallinaro (Italie), 30-05-17, NAT, 8755×53—75.

NORCIA, née APRUZZESE, Gallinaro (Italie), 21-06-16, NAT, 8755 ×53—75.

NORCIA (Pietro), Gallinaro (Italie), 21-04-46, EFF, 8755×53—75.

NORCIA (Annie), Issy-les-Moulineaux (Seine), 08-07-52, EFF, 8755 ×53—75.

OLLETA (José), Estercuel (Espagne), 11-03-15, NAT, 11154×60—65.

ORTI (Antoine), Forcall (Espagne), 04-06-26, NAT, 12053×60—66.

OYON (Agustin), Barindano (Espagne), 05-05-13, NAT, 8134×60—33.

OYON, née URIA, Olazagutia (Espagne), 23-04-15, NAT, 8134×60—33.

OYON (Manuel), Villarreal de Urrechua (Espagne), 24-09-42, EFF, 8134×60—33.

OYON (Maria-Blanca), Villarreal de Urrechua (Espagne), 01-08-44, EFF, 8134×60—33.

OYON (Maria-Elena), Villarreal de Urrechua (Espagne), 27-07-46, EFF, 8134×60—33.

OYON (Bernadette), Arveyres (Gironde), 08-05-50, EFF, 8134×60—33.

OYON (Michel), Arveyres (Gironde), 06-12-52, EFF, 8134×60—33.

PACE (Bruno), Popoli (Italie), 27-12-21, NAT, 298×60—68.

PACE, née GAGLIARDI, Popoli (Italie), 17-09-25, NAT, 298×60—68.

PACE (Maria-Grazia), Mulhouse (Haut-Rhin), 17-08-50, EFF, 298 ×60—68.

PACE (Gianfranco), Mulhouse (Haut-Rhin), 02-09-53, EFF, 298×60—68.

PALACIOS, née RIVAS, Morille (Espagne), 24-04-1900, NAT, 11681 ×60—64.

PALACIOS (Dolorès), Bocacara (Espagne), 17-06-35, NAT, 11682 ×60—64.

PALKA, née STRACH, Niepolomice (Pologne), 25-06-26, NAT, 2289 ×47—68.

PANEPINTO (Gaspare), Casteltermini (Italie), 07-02-08, NAT, 10930 ×57—30.

PANEPINTO, née VULLO, Beni Saïd Djebel Abiod (Tunisie), 21-05-17, NAT, 10930×57—30.

PANTANELLA, née FRAIOLI, Roccadarce (Italie), 01-09-93, NAT, 11922×60—30.

PAPPALARDO, née JARDINO, Alger (Département d'Alger), 25-03-02, NAT, 4150×60—91.

PARES (Alberto), Castello d'Ampurias (Espagne), 13-01-14, NAT, 3365×57—82.

PARES, née CANOVAS, Totana (Espagne), 23-11-14, NAT, 3365 ×57—82.

PARES (Michel), Castello d'Ampurias (Espagne), 22-10-43, EFF, 3365×57—82.

PARES (Joseph), Castello d'Ampurias (Espagne), 29-07-46, EFF, 3365×57—82.

PARES (Jacques), Nègrepelisse (Tarn-et-Garonne), 22-08-57, EFF, 3365×57—82.

PASCUAL, née FELIU, Valencia (Espagne), 30-11-14, NAT, 13008 ×57—84.

PASCUAL (Francisco de Borja), Valencia (Espagne), 04-10-42, NAT, 13539×60—84.

PASINA, née BIANCHINI, Tartano (Italie), 18-10-02, NAT, 10475 ×60—54.

PASQUATO (Renato), Padova (Italie), 02-06-21, NAT, 2027×60—91.

PAWLOWSKI (Teodor), Mokwe (Pologne), 26-07-12, NAT, 9514×60—02.

PAWLOWSKI, née BOSZARSKA, Zawada (Pologne), 03-02-15, NAT, 9514×60—02.

PAWLOWSKI (Marie-Thérèse), Oulchy-la-Villle (Aisne), 10-05-44, EFF, 9514×60—02.

PAWLOWSKI (Irène), Oulchy-la-Ville (Aisne), 10-05-44, EFF, 9514 ×60—02.

PEDREGOSA (Antoine), Montefrio (Espagne), 23-01-20, NAT, 12123 ×60—31.

PELLICCIARI (Luigi), Castelmassa (Italie), 09-02-27, NAT, 6140 ×56—75.

PELLICCIARI, née TARRAGO, Villalba (Espagne), 05-12-29, NAT, 6140×56—75.

PENDINO (Jacques), Béja (Tunisie), 14-08-27, NAT, 12052×60—93.

PENDINO, née BELLARIA, Béja (Tunisie), 07-03-38, NAT, 12052 ×60—93.

PENDINO (Jean-François), Ouenza (département de Bône), 05-04-57, EFF, 12052×60—93.

PENDINO (Marie-Thérèse), Ouenza (département de Bône), 10-08-59, EFF, 12052×60—93.

PEREZ (Elie), Marrakech (Maroc), en 1931, NAT, 12067×60—75.

PEREZ (José), Benageber (Espagne), 04-06-20, NAT, 11823×59—33.

PEREZ, née MORALES, Mazarron (Espagne), 30-04-10, NAT, 15517 ×51—66.

PEREZ (Mario), Abanto y Ciervana (Espagne), 06-02-27, NAT, 8923 ×56—33.

PERONE (Sauveur), Casalvieri (Italie), 12-06-11, NAT, 8114×60—75.

PERONE, née COCOZZA, San Biagio Saracinesco (Italie), 01-01-17, NAT, 8114×60—75.

PIATEK (Joseph), Domacyny (Pologne), 27-10-10, NAT, 12051×60—60.

PIQUERAS (José), Barcelone (Espagne), 25-03-18, NAT, 11562×60—63.

PIROMALLI, née CICCARELLI, Candidoni (Italie), 23-01-26, NAT, 13956×59—57

PIROMALLI (Antonin), Rosarno (Italie), 29-07-48, EFF, 13956×59—57.

POLROLCZAK (Jean), Kuchary-Borowe (Pologne), 07-02-20, NAT, 10361×60—63.

POLROLCZAK, née TARNAWCZYK, Stroze-Male (Pologne), 07-08-24, NAT, 10361×60—63.

POLROLCZAK (Jean-François), Messeix (Puy-de-Dôme), 07-04-51, EFF, 10361×60—63.

POLROLCZAK (Richard), Messeix (Puy-de-Dôme), 01-10-54, EFF, 10361×60—63.

POLROLCZAK (Marie-Christine), Messeix (Puy-de-Dôme), 03-08-57, EFF, 10361×60—63.

PRESTIGIACOMO (Guy), Tunis (Tunisie), 10-01-38, NAT, 4577×60—75.

PUMO (Micheline), Tunis (Tunisie), 02-01-37, NAT, 11882×60—75.

RADOEVA (Marie), Souhindol (Bulgarie), 30-08-05, NAT, 11863 ×60—99.

RADOMSKI (Witold), Chodecz (Pologne), 30-09-18, NAT, 11972×60—59.

RAMON (José), Almeria (Espagne), 18-03-11, NAT, 5822×60—11.

RAMON, née OLIVER, Almeria (Espagne), 08-07-11, NAT, 5822×60—11.

RAMON (Isabel), Almeria (Espagne), 26-11-44, EFF, 5822×60—11.

REA (Antonio), Santopadre (Italie), 16-11-24, NAT, 12074×60—69.

REA, née SCAPPATTICI, Santopadre (Italie), 21-07-27, NAT, 12074 ×60—69.

REA (Bernardo), Santopadre (Italie), 05-04-46, EFF, 12074×60—69.

REA (Peranna), Santopadre (Italie), 28-01-49, EFF, 12074×60—69.

REA (Antoinette), Oullins (Rhône), 21-08-52, EFF, 12074×60—69.

REA (Maria), Oullins (Rhône), 26-04-57, EFF, 12074×60—69.

ROMANO (Giuseppe), Simbario (Italie), 23-12-13, NAT, 5431×60—57.

ROMANO, née BARBUTO, Simbario (Italie), 16-10-17, NAT, 5431 ×60—57.

ROMANO (Luigi), Simbario (Italie), 27-01-47, EFF, 5431×60—57.

ROMANO (Elisabeth), Cagnac-les-Mines (Tarn), 01-02-50, EFF, 5431 ×60—57.

ROMANO (Lydia), Cagnac-les-Mines (Tarn), 01-04-51, EFF, 5431 ×50—57.

ROMANO (Dominique), Albi (Tarn), 10-06-52, EFF, 5431×60—57.

RUNDA MROVCAK (Joseph), Teplicka (Tchécoslovaquie), 22-01-07, NAT, 8773×60—12.

RYDLEWSKI (Ludwik), Lodz (Pologne), 28-01-93, NAT, 11102×60—71.

RYDLEWSKI, née WYSOCKA, Lagiewniki (Pologne), 28-07-14, NAT, 11102×60—71.

RYDLEWSKI (Christiane), Saint-Chamond (Loire), 15-12-48, EFF, 11102×60—71.

SABATER (Ventura), Valencia (Espagne), 03-06-21, NAT, 13012×57—84.

SABATER (Raphaël), Avignon (Vaucluse), 07-08-56, EFF, 13012×57—84.

SALAMA (Robert), Alexandrie (Egypte), 15-02-19, NAT, 265×52—75.

SALAMON (Martin), Braszewice (Pologne), 26-10-12, NAT, 11162 ×60—54.

SALAMON, née HENKEL, Köslin (Allemagne), 03-12-18, NAT, 11162 ×60—54.

SANCHEZ (Isabel), Canfranc (Espagne), 19-11-27, NAT, 10923×60—33.

SANGER (Adam), Varsovie (Pologne), 24-05-16, NAT, 10921×60—38.

SANGER (Hadasa), Berlin Tempelhof (Allemagne), 26-09-47, EFF, 10921×60—38.

SANTIAGO (Luis), Melilla (Espagne), 08-05-26, NAT, 16031×55—47.

SARTOR (Sisto), Cavrie di S. Biagio Callalta (Italie), 15-12-21, NAT, 24771×46—59.

SEMERARO (Mario), Martina Franca (Italie), 07-12-29, NAT, 9465 ×60—54.

SENIS (Enrique), Godella (Espagne), 25-03-19, NAT, 4698×60—69.

SERRANO (José), Zalamea la Real (Espagne), 16-04-11, NAT, 11673 ×60—81.

SHAN SAY CHEUK (Terii), Papeete (Polynésie française), 28-07-21, NAT, 14667×59—98.

SHAN SAY CHEUK, née TCHONG LEN, Uturoa (Polynésie française), 04-03-24, NAT, 14667×59—98.

SHAN SAY CHEUK (Marie-Jeanne), Papeete (Polynésie française), 27-03-44, EFF, 14667×59—98.

SIGNORI (Louis), Albino (Italie), 08-09-13, NAT, 2950×60—13.

SIGNORI, née FRANCESCONI, Seravezza (Italie), 03-07-11, NAT, 2950 ×60—13.

SLAPSI (Lajos), Pecs (Hongrie), 10-11-26, NAT, 5882×60—91.

SPECIA (Emanuele), Quero (Italie), 09-12-23, NAT, 186×55—54.

STROH, née GOBBO, Trebaseleghe (Italie), 20-03-23, NAT, 11525 ×60—57.

STURIALE (Carmelo), S. Teresa di Riva (Italie), 20-04-27, NAT, 917 ×60—42.

STURIALE, née DI ROSA, Campobello di Licata (Italie), 13-09-27, NAT, 917×60—42.

STURIALE (Giuseppa), Campobello di Licata (Italie), 24-06-47, EFF, 917×60—42.

STURIALE (Jeannine), Rive-de-Gier (Loire), 23-05-50, EFF, 917×60—42.

STURIALE (Roger), Rive-de-Gier (Loire), 29-05-51, EFF, 917×60—42.

STURIALE (Vincent), Saint-Genis-Terrenoire (Loire), 12-10-53, EFF, 917×60—42.

SZABO (Ferenc), Budapest (Hongrie), 16-03-29, NAT, 6440×59—91.

THIRION (Robert), Püttlingen (Allemagne), 27-04-41, NAT, 11454 ×60—57.

TOBIA (Melchior), la Goulette (Tunisie), 02-05-40, NAT, 8449×58—06.

TOLSTOUCHOV (Vladislaw), Riga (Lettonie), 20-01-41, NAT, 10032 ×60—78.

TONIZZO (Attilio), Codroipo (Italie), 10-04-04, NAT, 14976×59—84.

TONIZZO, née LUCA, Rivignano (Italie), 10-10-05, NAT, 14976×59—84.

TONIZZO (Domenico), Rivignano (Italie), 08-02-41, EFF, 14976×59—84.

TONIZZO (Giovanni), Rivignano (Italie), 28-03-45, EFF, 14976×59—84.

TOROCZKOY (Joseph), Budapest (Hongrie), 25-01-26, NAT, 9971 ×60—54.

TUROSTOWSKI (Marian), Rojewo (Pologne), 06-10-20, NAT, 11934 ×60—59.

UGARTE (Grégorio), Dracy (Yonne), 30-09-24, NAT, 14499×59—45.

UGARTE (Santiago), Orbiso (Espagne), 15-10-44, EFF, 14499×59—45.

UGARTE (Maria del Carmen), Orbiso (Espagne), 06-04-46, EFF, 14499 ×59—45.

UGARTE (José), Orbiso (Espagne), 03-04-49, EFF, 14499×59—45.

UGARTE (Maria-Encarnacion), Orbiso (Espagne), 28-05-51, EFF, 14499 ×59—45.

VARIS (Jovan), Rankovitcheva (Yougoslavie), 26-01-27, NAT, 2272 ×58—47.

VESSELLA (Pietrantonio), Roccasecca (Italie), 01-12-20, NAT, 11883 ×60—69.

VESSELLA, née MARROCCO, Roccasecca (Italie), 10-05-15, NAT, 11883 ×60—69.

VESSELLA (Tommaso), Roccasecca (Italie), 19-08-43, EFF, 11883 ×60—69.

VESSELLA (Angelo), Roccasecca (Italie), 03-01-47, EFF, 11883×60—69.

VESSELLA (Lina), Roccasecca (Italie), 08-04-49, EFF, 11883×60—69.

VESSELLA (Dominique), Roccasecca (Italie), 30-10-50, EFF, 11883 ×60—69.

VESSELLA (Rosa), Lyon (Rhône), 01-01-57, EFF, 11883×60—69.

VIDONI (Joseph), Povoletto (Italie), 09-02-23, NAT, 5345×60—31.

VIDONI, née ARTICO, Ponte di Piave (Italie), 29-09-25, NAT, 5345 ×60—31.

VIDONI (Chiara), Asolo (Italie), 29-05-48, EFF, 5345×60—31.

VIDONI (Gratien), Mondonville (Haute-Garonne), 22-05-53, EFF, 5345 ×60—31.

VIVER (Francisco), Calaceite (Espagne), 28-01-24, NAT, 6008×58—48.

WESTBUNK (Charles), Wilhelmshaven (Allemagne), 12-10-24, NAT, 10456×57—67.

WEYMANS (Georges), Uerdingen (Allemagne), 21-03-28, NAT, 9965 ×60—67.

WIDUSCHEK (Stéfan), Krndija (Yougoslavie), 13-12-29, NAT, 9964 ×60—67.

WIDUSCHEK, née KLIMPEL, Horni Police (Tchécoslovaquie), 23-02-30, NAT, 9964×60—67.

WIECLAWIK (Wladyslaw), Krzepice (Pologne), 24-12-22, NAT, 6002 ×59—75.

WILD (Philippe), Altfratautz (Roumanie), 15-01-09, NAT, 505×52—57.

WILD, née ETTINGER, Altfratautz (Roumanie), 12-01-07, NAT, 505 ×52—57.

WILD (Philippe), Kalisch (Pologne), 23-04-42, EFF, 505×52—57.

ZANELLA (Joseph), Misurata (Libye), 14-12-40, NAT, 3298×60—57.

ZANETTI (Mario), Porcia (Italie), 27-12-24, NAT, 14001×59—24.

ZANGAR (Kurt), Medias (Roumanie), 04-05-26, NAT, 2744×58—57.

ZDZIOBLO (Wladislas), Trzydnick (Pologne), 03-22-25, NAT, 11061 ×60—24.

Art. 2. — Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

ALMIRALL (Jean). — ALMIRALL (Juan), Abrera (Espagne), 19-01-13, 11654×60—31.

BONIFACIO (Arthur). — BONIFACIO (Arturo), Benifayo (Espagne), 05-04-42, 11203×60—30.

BRUNA (René). — BRUNA (Rinaldo), Asti (Italie), 04-04-23, 1736 ×60—84.

CAILLIBE (Maurice). — MOHAMED BEN CHAIB HACH ARAB, Eshbanien Beni Buidir (Maroc espagnol), en 1932, 9636×60—91.

CALLERI (Antoine). — CALLERI (Antonino), Tunis (Tunisie), 18-05-17, 12035×60—69.

CHANSAY (Charles). — SHAN SAY CHEUK (Terii), Papeete (Polynésie française), 28-07-21, 14667×59—98.

CHANSAY (Alice). — SHAN SAY CHEUK (Ah Tst Tisk), Uturoa (Polynésie française), 04-03-24, 14667×59—98.

CHANSAY (Marie-Jeanne). — SHAN SAY CHEUK (Marie-Jeanne), Papeete (Polynésie française), 27-03-44, 14667×59—98.

FOGLIARINI (Marguerite). — FOGLIARINI (Margherita), Roccabruna (Italie), 13-05-42, 11702×60—84.

HEDAYAT (Michel). — HEDAYAT (Mostapha), Port Saïd (Egypte), 05-09-21, 8324×60—75.

KAZIK (Françoise). — KAZIK (Wladislawa), Cykarzew (Pologne), 14-01-04, 11942×60—84.

LANSUN (Louis). — LAN SUNG (Liou Thau), Papeete (Polynésie française), 29-02-28, 9089×53—98.

LANSUN, née VONGEAT (Yvonne). — LAN SUNG, née WONG WAH (Wong Thai), Uturoa (Polynésie française), 04-07-32, 9089×53—98.

LANSUN (Claude). — LAN SUNG (Claude), Papeete (Polynésie française), 20-12-56, 9089×53—98.

LANSUN (Anne). — LAN SUNG (Anne), Papeete (Polynésie française), 22-11-58, 9089×53—98.

LASTMANN (Charles). — LASTMANN (Schaja), Leipzig (Allemagne), 26-11-35, 2408×60—69.

LIZZOLA (Rubenz-Gaëtan). — LIZZOLA (Rubenz-Gaëtano), Albino (Italie), 28-07-24, 9097×60—32.

MARUCHELLI (Sauveur). — MARUCHELLI (Salvatore), Tunis (Tunisie), 01-01-26, 11984×60—38.

PANEPINTO (Gaspard). — PANEPINTO (Gaspare), Casteltermini (Italie), 07-02-08, 10930×57—30.

PASCUAL (François). — PASCUAL (Francisco de Borja), Valencia (Espagne), 04-10-42, 13539×60—84.

STROH (Denise). — STROH (Santa Dillara), Trebaseleghe (Italie), 20-03-23, 11525×60—57.

UGARTE (Grégoire). — UGARTE (Grégorio), Dracy (Yonne), 30-09-24, 14499×59—45.

Art. 3. — Sont libérés de leur allégeance à l'égard de la France ou autorisés à se faire naturaliser à l'étranger les Français dont les noms suivent :

ALT (Pierre), Entrains (Nièvre), 04-11-41, LIB (1), 13142×60—99.

FREUND (Jean-Paul), Neuilly-sur-Seine (Seine), 13-08-33, LIB, 3646 ×59—99.

HIERNAUX (Louis), Bilbao (Espagne), 04-05-39, LIB, 8372×59—99.

LAVERGNAT (Arthur), Bossey (Haute-Savoie), 20-10-14, AUT (1), 6944×60—99.

MORET (Jean-Pierre), Boulogne-Billancourt (Seine), 23-07-34, LIB, 10592×59—99.

ROBERT DE MASSY (Philippe), Montréal (Canada), 05-05-41, LIB, 717×60—99.

SAVARY (Claude), Alger (département d'Alger), 17-07-39, LIB, 14098 ×59—99.

Art. 4. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 février 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

BERNARD CHENOT.

---

**Décret du 17 février 1961 portant naturalisation, réintégration, mention d'enfants mineurs susceptibles de bénéficier de l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, francisation des noms et libération de l'allégeance française.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, ensemble les textes sur l'acquisition et la perte de la nationalité ainsi que sur la fancisation du nom des naturalisés,

Décrète :

Art. 1er. — Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

AGUT (Juan), Castellon de la Plana (Espagne), 24-11-23, NAT (1), 14536×59—92.

AHMED BELGACEM AMOR EL MAJERI, Bou-Arada (Tunisie), en 1928, NAT, 6757×60—19.

ANIES (Simon), Arbanies (Espagne), 28-10-19, NAT, 4657×60—75.

ANIES, née CALPENA, Pinoso (Espagne), 14-12-29, NAT, 4657×60 —75.

ANIES (Thierry), Paris (14e), 08-12-56, EFF (1), 4657×60—75.

ANTONANGELI (Antonio), Molina Aterno (Italie), 13-06-29, NAT, 10758×59—42.

ANTONANGELI, née RUBINETTO, Comiso (Italie), 24-09-27, NAT, 10758×59—42.

ANTONANGELI (Gilberto), Saint-Etienne (Loire), 17-06-54, EFF, 10758 ×59—42.

ANTONANGELI (Angelo), Saint-Etienne (Loire), 07-03-56, EFF, 10758 ×59—42.

AROUMI (Mohamed), Cedada (Tunisie), 13-08-22, NAT, 3628×60—75.

BADALUCCO (Vincent), Tunis (Tunisie), 29-08-11, NAT, 7849×60—96.

BARCELO (Daniel), Barcelone (Espagne), 26-04-39, NAT, 12425×60 —11.

BAROFFIO (Angelo), Saint-Dié (Vosges), 05-02-20, NAT, 12455×60—30.

BARRAU (Cirilo), Villanova (Espagne), 27-07-17, NAT, 12545×60—33.

BARRERO (Maximo), Teya (Espagne), 16-07-38, NAT, 12674×60—63.

BELHDEB (Elie), Fès (Maroc), 30-04-15, NAT, 2700×60—95.

BELHDEB, née LEVY, Taza (Maroc), en 1926, NAT, 2700×60—95.

BELHDEB (Zohra), Fès (Maroc), 09-05-43, EFF, 2700×60—95.

BELHDEB (Marie), Fès (Maroc), 19-10-45, EFF, 2700×60—95.

BELHDEB (Mimoun), Fès (Maroc), 11-08-47, EFF, 2700×60—95.

BELHDEB (Saadia), Fès (Maroc), 05-01-50, EFF, 2700×60—95.

BELHDEB (Simy), Fès (Maroc), 20-05-53, EFF, 2700×60—95.

BELHDEB (Freha), Fès (Maroc), 20-09-54, EFF, 2700×60—95.

BENE (Santo), Roccafiorita (Italie), 19-05-19, NAT, 12193×60—02.

BERTOLIN (Giuseppe), Casarsa Della Delizia (Italie), 21-05-07, NAT, 10694×60—47.

BERTOLIN, née COLONELLO, Casarsa Della Delizia (Italie), 30-10-09, NAT, 10694×60—47.

BERTOLIN (Odile), Clairac (Lot-et-Garonne), 06-01-45, EFF, 10694×60 —47.

---

(1) Les indicatifs figurant à la suite de l'identité des intéressés signifient : NAT, naturalisé Français ; REI, réintégré dans la nationalité française ; EFF, enfant susceptible d'être saisi par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par ses parents ; LIB, libéré de l'allégeance française.

BESENIUS (Nicolas), Beringen (G.-D.-L.), 06-02-96, NAT, 8143×60—04.

BESENIUS, née BARBAROUX, Senez (Basses-Alpes), 01-04-95, REI (1), 8143×60—04.

BISMUTH (Haïm), Sfax (Tunisie), 05-09-17, NAT, 8406×60—96.

BISMUTH (Joëlle), Tunis (Tunisie), 30-09-53, EFF, 8406×60—96.

BISMUTH (Bertrand), Tunis (Tunisie), 20-09-55, EFF, 8406×60—96.

BISMUTH (Brigitte), Tunis (Tunisie), 07-05-57, EFF, 8406×60—96.

BITTON (Gabriel), Casablanca (Maroc), 05-04-19, NAT, 9123×60—78.

BITTON, née SEBAG, Safi (Maroc), 14-10-22, NAT, 9123×60—78.

BITTON (Isaac), Marrakech (Maroc), 16-12-43, EFF, 9123×60—78.

BITTON (Robert), Marrakech (Maroc), 02-03-45, EFF, 9123×60—78.

BITTON (Rita), Marrakech (Maroc), 26-03-47, EFF, 9123×60—78.

BITTON (Jafa), Marseille (Bouches-du-Rhône), 22-04-49, EFF, 9123 ×60—78.

BITTON (Jean), Paris (12e), 05-01-53, EFF, 9123×60—78.

BORSATO (Adriano), Quinto di Treviso (Italie), 12-03-38, NAT, 12492×60—21.

BOTTCHER (Hermann), Wittenfeld (Allemagne), 23-11-22, NAT, 12494×60—21.

BOUBE, née CORAL, Barcelone (Espagne), 14-10-1900, NAT, 12075×60 —31.

BOTTEGAL (Agostino), Sovramonte (Italie), 16-12-10, NAT, 8141×60 —57.

BOTTEGAL, née DE CIA, Sovramonte (Italie), 24-01-15, NAT, 8141×60 —57.

BOTTEGAL (Maria-Térèsa), Sovramonte (Italie), 22-09-40, EFF, 8141×60 —57

BOTTEGAL (Doria), Sovramonte (Italie), 21-01-44, EFF, 8141×60—57.

CALASANZ (José), Olvena (Espagne), 23-03-05, NAT, 7583×34—75.

CARRASCO (Juan), Cartagena (Espagne), 02-04-42, NAT, 11690×60 —35.

CASTELLANI (Donato), Arezzo (Italie), 05-09-22, NAT, 292×46—06.

CASTELLANO (Gaetano), Agrigento (Italie), 27-04-41, NAT, 11603×60 —42.

CASTIELLO (Gaetano), Caserta (Italie), 25-09-14, NAT, 4528×60—81.

CASTIELLO, née VAGLIVIELLO, San Nicola la Strada (Italie), 01-04-23, NAT, 4528×60—81.

CASTIELLO (Léonard), Montauban (Tarn-et-Garonne), 08-12-47, EFF, 4528×60—81.

CASTIELLO (Concétina), Montauban (Tarn-et-Garonne), 02-03-49, EFF, 4528×60—81.

CASTIELLO (Antonietta), Montauban (Tarn-et-Garonne), 04-06-50, EFF, 4528×60—81.

CASTIELLO (Elvira), Montauban (Tarn-et-Garonne), 08-05-52, EFF, 4528×60—81.

CASTIELLO (Dominique), Montauban (Tarn-et-Garonne), 21-03-55, EFF, 4528×60—81.

CASTIELLO (Monique), Salvagnac (Tarn), 01-07-58, EFF, 4528×60—81.

CATTANEO (Ugo), Oleggio (Italie), 21-05-17, NAT, 11754×60—52.

CAZORLA (Miguel), Benahadux (Espagne), 12-05-21, NAT, 12563×60 —91.

CEPOK (Gérard), Zabrze (Pologne), 18-11-23, NAT, 10325×60—47.

CEPOK, née ZAWASKI, Miasota (Pologne), 27-09-24, NAT, 10325×60 —47.

CHARLES (Auguste), Forchies-la-Marche (Belgique), 13-09-25, NAT, 12441×60—91.

CIGNA (Salvatore), Sommatino (Italie), 03-09-13, NAT, 10381×56—42.

CIGNA, née MILAZZO, Montedoro (Italie), 17-11-25, NAT, 10381× 56—42.

CLAUS (Léon), Antoing (Belgique), 20-12-36, NAT, 9748×60—59.

COSTA (Antonio), Puebla de Roda (Espagne), 13-06-16, NAT, 11051 ×60—33.

CRIMI (Michel), Tunis (Tunisie), 03-01-39, NAT, 6899×60—13.

CURTIVO (Giovanni), Poiana-Maggiore (Italie), 16-06-99, NAT, 7793× 60—57.

CURTIVO, née LUNARDI, Gallio (Italie), 22-08-05, NAT, 7793×60—57.

CUSTIDIO (Henrique), Matozinhos (Portugal), 25-08-20, NAT, 12443× 60—81.

CRIEF (Jacques), Tunis (Tunisie), 09-03-20, NAT, 8597×60—75.

CRIEF (Emma), Tunis (Tunisie), 22-02-58, EFF, 8597×60—75.

DAHAN (Elie), Oujda (Maroc), en 1919, NAT, 11190×60—69.

D'APONTE (Lucien), Angri (Italie), 07-09-38, NAT, 12313×60—13

DA SILVA (José), Murias (Portugal), 21-11-10, NAT, 11052×60—45.

DEBERNARDI (Pierino), Zubiena (Italie), 07-12-20, NAT, 12444×60—73.

DEGIORGI (Giacomo), Urgnano (Italie), 08-02-25, NAT, 70×60—75.

DE MARTELAERE (Fernand), Diegem (Belgique), 22-09-11, NAT, 6545 ×60—83.

DE MARTELAERE, née DOMMARTIN, Uccle (Belgique), 11-02-33, NAT, 6545×60—83.

DE MARTELAERE (Roland), Ixelles (Belgique), 20-09-40, EFF, 6545× 60—83

DE MARTELAERE (Nathalie), Saint-Tropez (Var), 16-01-55, EFF, 6545 ×60—83.

DE NALECZ GORSKI (Antoine), Wiesbaden (Allemagne), 17-11-03, NAT, 11463×56—38.

DIAZ (Antonio), Itrabo (Espagne), 24-11-30, NAT, 7015×60—78.

DIAZ, née ARMENGOU, Espunola (Espagne), 17-12-26, NAT, 7015× 60—78.

DIAZ (René), Caylus (Tarn-et-Garonne), 19-03-55, EFF, 7015×60—78.

DIAZ (Carmen), Caussade (Tarn-et-Garonne), 21-03-56, EFF, 7015× 60—78.

DIAZ (Antoni), Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), 07-04-58, EFF, 7015×60—78.

DREYER (Arnold), Skruken (Pologne), 25-06-27, NAT, 10061×60—70.

FARAGLIA (Albertina), Montasola (Italie), 14-12-19, NAT, 9731×60 —38.

FERRE (Vicente), Ayelo de Malferit (Espagne), 22-04-06, NAT, 12155× 60—91.

FERRE, née GODOFREDO, Agost (Espagne), 25-11-10, NAT, 12155× 60—91.

FERRE (Annie), Boufarik (Alger), 04-10-44, EFF, 12155×60—91.

FLETER (Marian), Wyrobly (Pologne), 07-11-19, NAT, 12153×60—59.

FRANCHITTI (Alexandre), Bruxelles (Belgique), 04-01-96, NAT, 24472 ×39—37.

FRASSINETI (Lino), Montefiorino (Italie), 07-01-24, NAT, 10563×60 —13.

FRASSINETI, née VOLTA, Monterenzio (Italie), 12-03-27, NAT, 10563 ×60—13.

FRASSINETI (Danilo), Cerredolo Toano (Italie), 14-02-51, EFF, 10563 ×60—13.

GASCON (Germinal), Barcelone (Espagne), 16-12-38, NAT, 11989× 60—75.

GASPAR (Joseph), Rabat (Maroc), 14-09-36, NAT, 2858×59—11.

GHIRARDI (Alessandro), Kersey (U. S. A.), 02-10-10, NAT, 12211×60 —34.

GHIRARDI, née GIUPPONI, Camerata Cornello (Italie), 14-07-09, NAT, 12211×60—34.

GIMENEZ (Luis), Pulpi (Espagne), 01-08-13, NAT, 1747×60—92

GIUGNI (Luciano), Codogno (Italie), 25-11-15, NAT, 11281×60—38.

GIUGNI, née MAZZETTO, Loreo (Italie), 14-05-25, NAT, 11281×60 —38.

GIUGNI (Danièle), la Tronche (Isère), 29-06-52, EFF, 11281×60—38

GIUGNI (Robert), la Tronche (Isère), 04-12-56, EFF, 11281×60—38

GIUPPONI (Domenico), Camerata Cornello (Italie), 29-06-23, NAT, 12464×60—38.

GONZALEZ (Antonio), Cuevas de Almanzora (Espagne), 28-09-97, NAT, 12221×60—09.

GONZALEZ, née ROMERA, Cuavas de Almanzora (Espagne), 15-01-1900, NAT, 12221×60—09.

GONZALEZ (Marcelino), Renteria (Espagne), 02-03-14, NAT, 6104× 60—75.

GONZALEZ (Maria), Boadilla de Rioseco (Espagne), 18-10-23, NAT, 12374×60—11.

GORALCZYK (Jozef), Modliszewku (Pologne), 04-01-04, NAT, 15415 ×52—14.

GORALCZYK, née KAPTURKIEWICZ, Tymbark (Pologne), 07-03-09, NAT, 15415×52—14.

GRIGNANI (André), Tunis (Tunisie), 01-03-34, NAT, 12462×60—13.

GRILLI, née CAPPELLI, Marliana (Italie), 04-05-27, NAT, 12019×59 —65.

GRILLI (Giosué), Marliana, 21-05-46, EFF, 12019×59—65.

GRILLI (Gabbriella), Montecatini Terme (Italie), 20-06-48, EFF, 12019×59—65.

GRIPPI (François), Ben Arous (Tunisie), 20-08-38, NAT, 7126×60—78.

GUARATO (Gelindo), Sossano (Italie), 22-09-15, NAT, 1186×52—54.

HEIJDEMAN (Henricus), Amsterdam (Hollande), 26-10-20, NAT, 12461×60—91.

HERNANDEZ (Ramon), Kenitra (Maroc), 24-04-40, NAT, 5064×59—82.

IMPERIALE (Giovanni), Partinico (Italie), 24-06-32, NAT, 12012×60—82.

JANNECK (Rudolf), Mittel Breese (Allemagne), 11-06-20, NAT, 12452×60—59.

KARSZNIA (Léon), Kurzaj (Pologne), 16-10-22, NAT, 12011×60—57.

KARSZNIA, née PIEKAREK, Jasionna (Pologne), 22-04-28, NAT, 12011×60—57.

KARSZNIA (Agnès), Moyeuvre-Grande (Moselle), 06-03-60, EFF, 12011×60—57.

KAZIMIERCZAK (Czeslaw), Tyniec (Pologne), 03-05-23, NAT, 13053×60—63.

KAZIMIERCZAK, née FURMANIAK, Blizanow (Pologne), 26-07-19, NAT, 13053×60—63.

KESSOUS (Isaac), Fès (Maroc), 01-11-20, NAT, 1683×60—95.

KESSOUS, née ELHADAD, Fès (Maroc), 08-03-21, NAT, 1683×60—95.

KESSOUS (Abraham), Fès (Maroc), 14-01-49, EFF, 1683×60—95.

KESSOUS (Dina), Fès (Maroc), 21-03-50, EFF, 1683×60—95.

KESSOUS (Ayouche), Fès (Maroc), 25-02-52, EFF, 1683×60—95.

KESSOUS (Freha), Fès (Maroc), 14-07-54, EFF, 1683×60—95.

KESSOUS (Mazaltob), Fès (Maroc), 13-10-59, EFF, 1683×60—95.

KLYSZ (Léon), Ulamica (Pologne), 07-04-27, NAT, 2929×60—63.

KOLODZIEJCZYK, née KAPELA, Zagornik (Pologne), 26-07-07, NAT, 11858×58—79.

KOTOW (Jean), Baranovitchi (U. R. S. S.), 24-07-13, NAT, 10342×60—59.

KOTOW, née KOLEDA, Novoiakavlevski (U. R. S. S.), 30-12-18, NAT, 10342×60—59.

KOTOW (Victor), Tchernigowka (U. R. S. S.), 02-02-42, EFF, 10342×60—59.

KOVACS (Gyorgy), Budapest (Hongrie), 30-01-26, NAT, 9781×60—91.

KULIBERDA (Paul), Radlow (Pologne), 29-06-25, NAT, 13752×54—59.

KWIATEK (Jean), Nawsie Brzosteckie (Pologne), 04-07-95, NAT, 12005×60—57.

KWIATEK, née DRYJAK, Bulowice (Pologne), 30-09-97, NAT, 12005×60—57.

LA ROCCA (Pasquale), Sperlonga (Italie), 08-11-23, NAT, 13429×51—13.

LA ROCCA, née MATACCHIONE, Sperlonga (Italie), 04-04-27, NAT, 13429×51—13.

LAYANI (Simon), Gourrama (Maroc), en 1918, NAT, 10047×60—92.

LAYANI, née ABIHSIRA, Gourrama (Maroc), en 1921, NAT, 10047×60—92.

LAYANI (Paule), Oran (département d'Oran), 21-10-40, EFF, 10047×60—92.

LAYANI (Joseph), Oran (département d'Oran), 09-03-44, EFF, 10047×60—92.

LAYANI (Ginette), Oran (département d'Oran), 13-10-46, EFF, 10047×60—92.

LAYANI (Elie), Oran (département d'Oran), 28-09-48, EFF, 10047×60—92.

LAYANI (Prosper), Oran (département d'Oran), 21-08-51, EFF, 10047×60—92.

LAYANI (Maurice), Oran (département d'Oran), 24.04-55, EFF, 10047×60—92.

LAYANI (Michel), Oran (département d'Oran), 26-04-57, EFF, 10047×60—92.

LESKO (Julius), Kosice (Tchécoslovaquie), 18-09-27, NAT, 346×60—91.

LIPCZER (Szaja), Grybow (Pologne), 18-06-14, NAT, 10703×60—75.

LIPNIACKI (Grzmislaw), Przymus (Pologne), 02-07-22, NAT, 12161×60—59.

LOPEZ (Francisco), Cardona (Espagne), 09-10-35, NAT, 12779×60—66.

LOPEZ (José), Barcelone (Espagne), 12-03-24, NAT, 6890×59—19.

LOPEZ, née MIRALLES, Barcelone (Espagne), 20-05-27, NAT, 6890×59—19.

LOPEZ (Maria del Carmen), Barcelone (Espagne), 28-02-51, EFF, 6890×59—19.

LOPEZ (Lolita), Tulle (Corrèze), 26-07-59, EFF, 6890×59—19.

LUKATSCHEWITSCH (Jean), Mandiceva (Yougoslavie), 21-03-27, NAT, 12163×60—57.

LYCZAK (Eustache), Bucniow (Pologne), 18-02-12, NAT, 12183×60—80.

LYCZAK, née HERMAN, Hlibin (Pologne), 01-12-13, NAT, 12183×60—80.

MALCORPS (Jan-Baptist), Meldert (Belgique), 28-02-06, NAT, 7653×60—02.

MAMPEL (Maria del Carmen), Valencia (Espagne), 25-04-42, NAT, 11504×60—34.

MANODORO (Nicola), Bari (Italie), 24-05-40, NAT, 3857×60—57.

MANK (Stanislas), Dabrowy (Pologne), 07-05-09, NAT, 11699×60—08.

MANK, née WLAZLAK, Goliszew (Pologne), 08-09-13, NAT, 11699×60—08.

MANK (Bernard), Inor (Meuse), 04-01-47, EFF, 11699×60—08.

MANK (Stephane), Inor (Meuse), 04-08-53, EFF, 11699×60—08.

MARCH (Jean), Garriguella (Espagne), 30-04-20, NAT, 8021×60—45.

MARIN, née SANCHEZ, Lorca (Espagne), 18-04-08, NAT, 3850×60—34.

MARTINEZ (Andrès), Soma di Montija (Espagne), 01-10-15, NAT, 4353×60—68.

MARTINEZ, née PENA, Bercenillos de Cerezos (Espagne), 03-09-15, NAT, 4353×60—68.

MARTINEZ (Maria de las Mercédès), Madrid (Espagne), 07-12-42, EFF, 4353×60—68.

MARTINEZ (Juana), Madrid (Espagne), 24-11-43, EFF, 4353×60—68.

MARTINEZ (José), Madrid (Espagne), 09-06-45, EFF, 4353×60—68.

MARTINEZ (André), Nice (Alpes-Maritimes), 26-07-49, EFF, 4353×60—68.

MARTINEZ (Lucia), Aubenas (Ardèche), 11-12-51, EFF, 4353×60—68.

MARTINEZ (Felipe), Velez Rubio (Espagne), 21-05-19, NAT, 11211×60—54.

MARTINICO (Ange), Tunis (Tunisie), 07-11-33, NAT, 7638×60—96.

MATERA (Jacques), Tunis (Tunisie), 22-08-27, NAT, 4452×57—13.

MATERA, née DE VITA, Tunis (Tunisie), 03-11-32, NAT, 4452×57—13.

MATERA (Paul), Marseille (Bouches-du-Rhône), 06-02-57, EFF, 4452×57—13.

MAZZANTI (Fausto), Ancona (Italie), 26-02-26, NAT, 7382×60—39.

MAZZANTI, née GIACHETTI, Ancona (Italie), 08-06-30, NAT, 7382×60—39.

MENA (Rafaël), Nerva (Espagne), 14-04-10, NAT, 11811×60—42.

MENA, née LORENTE, Tallante (Espagne), 06-07-17, NAT, 11811×60—42.

MONACO (Salvatore), Tunis (Tunisie), 17-11-17, NAT, 7320×47—96.

MONTANES (Jusa), Andorra (Espagne), 04-05-13, NAT, 10895×60—86.

MONTANES, née FABREGAT, Andorra (Espagne), 13-12-12, NAT, 10895×60—86.

MONTANES (Irène), Chasseneuil-du-Poitou (Vienne), 28-02-47, EFF, 10895×60—86.

MONTANES (Vicenta), Montauban (Tarn-et-Garonne), 12-11-48, EFF, 10895×60—86.

MONTANES (Manuel), Montauban (Tarn-et-Garonne), 17-01-51, EFF, 10895×60—86.

MOOS, née ZANOE, Vallanzengo (Italie), 17-10-96, REI, 11191×60—74.

MROWKA (Pierre), Wieruszow (Pologne), 16-10-18, NAT, 8527×53—57.

MROWKA, née APOLINARSKI, Hamborn (Allemagne), 31-01-23, NAT, 8527×53—57.

MROWKA (Gérard), Stiring-Wendel (Moselle), 03-06-41, EFF, 8527×53—57.

MROWKA (Remy), Forbach (Moselle), 24-01-55, EFF, 8527×53—57.

MROWKA (Michel), Stiring-Wendel (Moselle), 09-04-60, EFF, 8527×53—57.

MULARSKI (Stanislaw), Sokolniki (Pologne), 03-05-17, NAT, 12185×60—78.

MUSSUR, née DYMINSKA, Boniowice (Pologne), 12-09-96, NAT, 4690×60—75.

NADALIN (Calixte), Sesto al Reghena (Italie), 31-10-09, NAT, 13167×59—81.

NADALIN, née BORTOLUS, Sesto al Reghena (Italie), 17-01-17, NAT, 13167×59—81.

NADALIN (Vivaldo), Sesto al Reghena (Italie), 01-10-41, EFF, 13167×59—81.

NADALIN (Vittorio), Sesto al Reghena (Italie), 01-03-46, EFF, 13167×59—81.

NADALIN (Michel), Peyrole (Tarn), 16-11-53, EFF, 13167×59—81.

NAHUM (Aaron), Tunis (Tunisie), 24-11-21, NAT, 2129×60—96.

NAHUM (Danielle), Tunis (Tunisie), 20-07-51, EFF, 2129×60—96.
NELLO (Bartoloméo), Sampeyre (Italie), 12-02-03, NAT, 6858×46—13.
NELLO, née DAO ORMENA, Elva (Italie), 31-05-01, NAT, 6858×46—13.
OLIVO (Antonio), Cartagena (Espagne), 06-09-41, NAT, 2300×60—69.
PACHLER (Miroslav), Zalhostice (Tchécoslovaquie), 15-03-29, NAT, 4778×60—91.
PARRAGA (Eduardo), Baena (Espagne), 15-01-18, NAT, 12061×60—36.
PARROCO (Raimondo), Tunis (Tunisie), 24-07-23, NAT, 12970×57—96.
PARZINI (Maria), Novare (Italie), 27-06-22, NAT, 5825×58—75.
PATELLI (Luigi), Zandobbio (Italie), 22-09-13, NAT, 5735×60—57.
PATELLI, née TOSTI, Bergamo (Italie), 23-06-15, NAT, 5735×60—57.
PATELLI (Armando), Bergamo (Italie), 30-03-43, EFF, 5735×60—57.
PATELLI (Milena), Trescore Balneario (Italie), 02-11-46, EFF, 5735×60—57.
PATELLI (Ezio), Zandobbio (Italie), 24-04-49, EFF, 5735×60—57.
PATELLI (Hugues), Hayange (Moselle), 22-09-51, EFF, 5735×60—57.
PAWELEC (Kaspet), Urbany (Pologne), 04-01-03, NAT, 12381×60—55.
PAYO (Jésus), Payo (Espagne), 15-10-08, NAT, 12382×60—89.
PAYO, née MUNOZ, Berrocalejo (Espagne), 01-07-07, NAT, 12382×60—89.
PAYO (Marcel), Bignon-Mirabeau (Loiret), 23-07-40, EFF, 12382×60—89.
PAYO (André), Fournaudin (Yonne), 30-07-42, EFF, 12382×60—89.
PAYO (Antoinette), Ouagne (Nièvre), 01-03-44, EFF, 12382×60—89.
PAYO (Daniel), Festigny (Yonne), 19-07-46, EFF, 12382×60—89.
PEDUZZI (Tonino), Schignano (Italie), 01-12-24, NAT, 4845×60—88.
PETERS (Christian), Gronau (Allemagne), 28-02-30, NAT, 13399×60—91.
PICORNELL, née CANTENYS, Buadella (Espagne), 15-03-96, NAT, 12117×60—11.
PIGHI (Guido), Bardi (Italie), 23-07-20, NAT, 11644×60—75.
PIROZZI (Dominique), Pomigliano d'Arco (Italie), 22-02-23, NAT, 5904×60—88.
POLOP (José), Rotova (Espagne), 19-04-01, NAT, 11642×60—30.
POZO, née MARTINEZ, Sorbas (Espagne), 22-01-98, NAT, 4039×60—92.
PROSPERO (Clémente), Siderno (Italie), 24-11-10, NAT, 16823×54—13.
PROSPERO, née BRUZZESE, Mammola (Italie), 07-07-13, NAT, 16823×54—13.
PUGLIESI (Corrado), Avola (Italie), 14-05-16, NAT, 9884×60—38.
PUGLIESI (André), Casablanca (Maroc), 03-12-41, EFF, 9884×60—38.
PUGLIESI (Carmen), Casablanca (Maroc), 30-11-43, EFF, 9884×60—38.
PUGLIESI (Joseph), Casablanca (Maroc), 29-08-45, EFF, 9884×60—38.
RABASSI (Antoine), Gemona Del Friuli (Italie), 28-08-41, NAT, 12255×60—54.
RAZZOLI (Pierre), Carnoules (Var), 29-08-23, NAT, 12331×60—21.
REBACZ (Marcin), Kostrzyn (Pologne), 14-10-24, NAT, 4089×60—58.
REDONDO (Candido), Madrid (Espagne), 20-09-17, NAT, 12333×60—09.
RUSSO (Michel), Bovino (Italie), 02-04-38, NAT, 4314×60—88.
RUSSO (Raphaël), Bovino (Italie), 26-11-39, NAT, 12282×60—88.
RUSSO (Santo), Bovino (Italie), 15-07-18, NAT, 4313×60—88.
RUSSO, née CARCHIA, Bovino (Italie), 22-10-20, NAT, 4313×60—88.
RUSSO (Louise), Bovino (Italie), 10-03-43, EFF, 4313×60—88.
RUSSO (Florence), Bovino (Italie), 19-10-44, EFF, 4313×60—88.
RUSSO (François), Bovino (Italie), 02-03-47, EFF, 4313×60—88.
SAFIR (Victor), Bagdad (Irak), 21-06-30, NAT, 14881×56—69.
SAITTA (Sébastiano), Licodia Eubea (Italie), 12-04-22, NAT, 8142×59—38.
SALA (Giovanni), Carate Brianza (Italie), 14-09-06, NAT, 9665×60—38.
SANCHEZ (Juan), Badalona (Espagne), 11-05-42, NAT, 12269×60—09.
SANFRATELLO (Jean), Tunis (Tunisie), 06-07-35, NAT, 12130×60—69.
SANFRATELLO, née GUADAGNA, Pont de Fahs (Tunisie), 20-01-30, NAT, 12130×60—69.
SANFRATELLO (Christian), Lyon (Rhône), 13-07-60, EFF, 12130×60—69.
SANTAMBROGIO (Attilio), Seregno (Italie), 08-08-14, NAT, 11163×60—88.
SANTAMBROGIO, née MAGGI, Milan (Italie), 20-11-15, NAT, 11163×60—88.
SANTAMBROGIO (Armand), Varese (Italie), 11-09-41, EFF, 11163×60—88.
SANTAMBROGIO (Michèle), Nancy (Meurthe-et-Moselle), 15-04-48, EFF, 11163×60—88.
SANTISTEBAN (Fernando), Grenade (Espagne), 26-10-19, NAT, 12484×60—63.
SCALZI (Angelo), Montalcino (Italie), 23-06-20, NAT, 21162×51—57.
SCOTTO DI VETTIMO (Raffaele), Procida (Italie), 28-11-25, NAT, 11533×60—13.
SCOTTO DI VETTIMO, née ELMETTO, Procida (Italie), 24-09-31, NAT, 11533×60—13.
SCOZZARO (René), Gabès (Tunisie), 06-11-30, NAT, 12392×60—78.
SCOZZARO, née D'ANGELO, Tunis (Tunisie), 16-01-32, NAT, 12392×60—78.
SCOZZARO (Barthélemy), Conflans-Sainte-Honorine (Seine-et-Oise), 04-09-58, EFF, 12392×60—78.
SERPI (Eugène), Djérissa (Tunisie), 16-10-13, NAT, 9132×60—96.
SIEVE (Guido), Cavarzere (Italie), 27-07-09, NAT, 385×56—75.
SIEVERS (Jean), Kiel (Allemagne), 14-03-19, NAT, 17948×52—54.
SINISCALCO (Vincenzino), Accettura (Italie), 09-11-13, NAT, 1028×60—91.
SOMNITZ (Karl), Klein Massowitz (Pologne), 07-12-42, NAT, 11556×60—22.
STASESCHEN (Daniel), Reiterowitz (Pologne), 24-12-14, NAT, 3506×60—02.
STASESCHEN, née KOWAL, Stroniowice (Pologne), 07-11-13, NAT, 3506×60—02.
SCALETTA (Giuseppe), Caronia (Italie), 26-01-13, NAT, 9825×53—13.
SCALETTA (Giovanni), Termini Inerese (Italie), 18-02-40, EFF, 9825×53—13.
SUPPA (Augustin), Gromballa (Tunisie), 08-06-27, NAT, 7584×60—13.
SUPPA, née AGUECI, Mateur (Tunisie), 01-02-29, NAT, 7584×60—13.
SUPPA (Vito), Marseille (Bouches-du-Rhône), 13-08-59, EFF, 7584×60—13.
SUPPA (Vito), Tunis (Tunisie), 08-06-22, NAT, 7583×60—13.
SUPPA, née SPATARO, Tunis (Tunisie), 15-10-26, NAT, 7583×60—13.
SUPPA (Vito), Marseille (Bouches-du-Rhône), 03-10-58, EFF, 7583×60—13.
SZABO (Sandor), Tiszapéterfalva (Hongrie), 12-03-22, NAT, 10587×60—95.
SZABO, née ZSIGMOND, Szeged (Hongrie), 17-01-26, NAT, 10587×60—95.
SZABO (Sandor), Casablanca (Maroc), 21-11-52, EFF, 10587×60—95.
SZABO (Elisabeth), Casablanca (Maroc), 04-06-59, EFF, 10587×60—95.
SZYMANSKI, née BANAS, Przystanki (Pologne), 20-08-96, NAT, 12401×60—92.
TOFFOLI (Agostino), Sacile (Italie), 22-06-07, NAT, 3478×59—47.
TOFFOLI, née FELTRIN, Caneva (Italie), 10-05-14, NAT, 3478×59—47.
TOFFOLI (Olga), Caneva (Italie), 02-06-40, EFF, 3478×59—47.
TOFFOLI (Dora), Caneva (Italie), 23-10-45, EFF, 3478×59—47.
TOFFOLI (Marie), Mas-d'Agenais (Lot-et-Garonne), 06-08-51, EFF, 3478×59—47.
TOMASELLA (Luciano), Oderzo (Italie), 21-01-39, NAT, 12415×60—32.
TONELLI (Divino), Marzabotto (Italie), 12-02-02, NAT, 4668×33—25.
TONELLI, née FABBRI, Lizzano-in-Belvedere (Italie), 19-04-13, NAT, 4668×33—25.
TOSSUTTO (Avellino), Spilimbergo (Italie), 06-02-23, NAT, 7589×60—50.
TOSSUTTO, née ZULIANI, Spilimbergo (Italie), 02-11-25, NAT, 7589×60—50.
TOSSUTTO (Daniela), Spilimbergo (Italie), 10-03-50, EFF, 7589×60—50.
TOSSUTTU (Jean-François), Blainville-sur-Mer (Manche), 18-06-53, EFF, 7589×60—50.
TOSSUTTO (Christian), Blainville-sur-Mer (Manche), 23-01-60, EFF, 7589×60—50.
TREVISAN (Bruno), Tarcento (Italie), 22-12-38, NAT, 13689×60—01.
UNGARO (Louis), Favara (Italie), 03-01-13, NAT, 6152×53—13.
UNGARO, née VULLO, Favara (Italie), 22-03-23, NAT, 6152×53—13.
UNVERZAGT (Werner), Menteroda (Allemagne), 01-12-25, NAT, 9472×60—39.
VANELLO (Annibale), Reana del Roiale (Italie), 29-10-20, NAT, 12334×52—59.
VIGARELLO (Pierre), Monaco (Principauté), 14-01-21, NAT, 22378×43—63
WENZEL (Heinz), Herten (Allemagne), 25-04-18, NAT, 4147×59—91.
ZAMARRENO (Angel), Casillas de Flores (Espagne), 14-04-25, NAT, 10464×60—78.
ZAMARRENO (Graziello), Paris (14e), 26-03-56, EFF, 10464×60—78.
ZANCKE (Willi), Rossin (Tchécoslovaquie), 08-09-24, NAT, 6191×60—76.

ZAPIOR (Julian), Uszew (Pologne), 15-05-19, NAT, 12421×60—14.

ZAPIOR, née WARZOCHA, Przewrotne (Pologne), 16-12-11, NAT, 12421 ×60—14.

ZAPIOR (Monique), Caen (Calvados), 11-06-48, EFF, 12421×60—14.

ZAPIOR (Thérèse), Mondeville (Calvados), 10-07-50, EFF, 12421×60—14.

Art. 2. — Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

BENAC (Aimé). — AHMED BELGACEM AMOR EL MAJERI, Bou-Arada (Tunisie), en 1928. — 6757×60—19.

CATTANEO (Hugues). — CATTANEO (Ugo), Oleggio (Italie), 21-05-17. — 11754×60—52.

GIUGNI (Lucien). — GIUGNI (Luciano), Codogno (Italie), 25-11-15. — 11281×60—38.

GIUGNI (Yvette). — GIUGNI (Iva), Loreo (Italie), 14-05-25. — 11281 ×60—38.

OLIVO (Antoine). — OLIVO (Antonio), Cartagena (Espagne), 06-09-41. — 2300×60—69.

SALA (Jean). — SALA (Giovanni), Carate-Brianza (Italie), 14-09-06. — 9665×60—38.

TOMASELLA (Lucien). — TOMASELLA (Luciano), Oderzo (Italie), 21-01-39. — 12415×60—32.

Art. 3. — Sont libérés de leur allégeance à l'égard de la France, les Français dont les noms suivent :

BORHOVEN (Mathias), Bourscheid (grand-duché de Luxembourg), 09-02-27, LIB (1). — 16115×55—99.

BORHOVEN, née WEIRICH, Rambrouch (grand-duché de Luxembourg), 11-08-29, LIB. — 16115×55—99.

BOSIN (Peter), Innsbruck (Autriche), 20-01-41, LIB. — 5463×59—99.

CATRY (Jules), Jumet (Belgique), 25-09-41, LIB. — 4362×60—99.

JACQUET (Daniel), Saint-Julien (Haute-Savoie), 09-01-40, LIB. — 5767×60—99.

MILLE-BLOCH (Roger), Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), 04-12-35, LIB. — 4670×60—99.

MONSCHIN (Anton), Altenkessel (Allemagne), 14-05-15, LIB. — 744 ×38—99.

MONSCHIN, née PETERS, Altenkessel (Allemagne), 08-12-14, LIB. — 744×38—99.

MONSCHIN (Hildegard), Saarbrucken (Allemagne), 09-07-43, LIB. — 744×38—99.

SCHNEIDER (Victor), Esch-sur-Alzette (grand-duché de Luxembourg), 03-02-41, LIB. — 7245×60—99.

Art. 4. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 février 1961.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

BERNARD CHENOT.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère des armées.

### Avis de concours pour le recrutement d'agents techniques du service des essences des armées.

Par décision du 30 janvier 1961 du ministre des armées, un concours a été ouvert pour le recrutement de sept agents techniques du service des essences des armées.

Les épreuves écrites du concours se dérouleront les 11 et 12 avril 1961 dans les centres de Paris, Marseille et Alger.

Peuvent être admis à concourir :

1° Tout candidat civil ou militaire ayant au 1er janvier 1961 au moins un an de service validé pour la retraite au service des essences des armées ;

2° Tout candidat sous-officier ou officier marinier en situation d'activité réunissant au 1er janvier 1961 au moins trois ans de service comptant pour la retraite ;

3° Tout autre candidat militaire ou civil, relevant du ministère des armées, réunissant au 1er janvier 1961 au moins cinq ans de services civils ou militaires validés pour la retraite.

Les candidats ci-dessus sont dispensés de toutes conditions d'ancienneté lorsqu'ils sont titulaires du diplôme de certaines écoles professionnelles. Tous les candidats doivent en outre être français, du sexe masculin, âgés de vingt et un ans au 1er janvier 1961 et avoir satisfait aux obligations militaires, être en situation de réunir vingt-cinq ans de service à cinquante-huit ans d'âge et reconnus aptes au service armé (guerre) et à faire campagne.

Les candidatures doivent être adressées au ministre des armées (direction centrale des essences, boîte postale n° 10-07, Paris [7e]) et seront reçues jusqu'au 13 mars 1961. Elles doivent comporter l'adresse personnelle exacte du candidat et être accompagnées de :

Un extrait de l'acte de naissance, sur papier libre ;

Une pièce justifiant de la nationalité française ;

Un état signalétique et des services militaires, arrêté au 1er janvier 1961 ;

Un état décompté des services civils comptant pour la retraite, arrêté au 1er janvier 1961 ;

Un relevé des notes des cinq dernières années ;

Un relevé de punitions ;

Un certificat, délivré par un médecin militaire, constatant que l'intéressé remplit les conditions d'aptitude physique exigées pour les sous-officiers de l'armée de terre et est apte à faire campagne ;

Un relevé des absences pour maladie et exemptions de service des trois dernières années, à l'exclusion des absences motivées par accident de travail. Ce relevé devra être visé par le médecin militaire qui délivrera le certificat d'aptitude physique ;

Une déclaration indiquant, par ordre de préférence, le centre du concours où le candidat désire subir les épreuves écrites ;

Une déclaration du candidat précisant l'essai professionnel qu'il désire subir en cas d'admissibilité aux épreuves orales et professionnelles.

Ces demandes doivent être transmises par la voie hiérarchique, complétées par une feuille de notes établies par le chef de service de l'intéressé et destinée à faire ressortir l'aptitude du candidat à remplir l'emploi d'agent technique

Cette feuille de notes devra comporter les notes particulières, de 0 à 20, attribuées sur les divers points suivants :

Conduite et tenue ;

Esprit de discipline ;

Dévouement au service ;

Qualité d'ordre et de méthode ;

Valeur d'encadrement

et une note d'aptitude générale, qui sera la moyenne arithmétique des notes particulières, complétée par une appréciation en quelques lignes sur le candidat et sur son aptitude au commandement.

Le concours aura lieu selon les règles fixées par l'arrêté ministériel du 17 juillet 1942, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 août 1960 (*B. O.* pp. [guerre], p. 3629).

Tous renseignements complémentaires pourront être fournis sur simple demande adressée à la direction de la formation du personnel du service des essences des armées, caserne Carnot, Chalon-sur-Saône.

## Ministère des finances et des affaires économiques.

### Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance d'Iran.

Les importateurs de produits originaires et en provenance d'Iran sont informés de la mise en répartition de la moitié des contingents d'importation prévus par l'accord commercial franco-iranien du 4 juin 1959 et valables pour l'année 1961.

Les demandes de licences d'importation déposées au titre des contingents ouverts pour l'année 1960 et qui n'auront pas été délivrées dans un délai de dix jours à partir de la date d'insertion du présent avis seront annulées et renvoyées directement aux intéressés par la direction des relations économiques extérieures, service des autorisations commerciales (importations), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e).

Les modalités de dépôt et d'examen des demandes de licences d'importation sont fixées comme suit :

I. — *Produits à importer sous licences individuelles dont les demandes seront examinées simultanément.*

Les demandes de licences d'importation concernant les produits suivants, établies sur formule AC, devront être parvenues à la direction des relations économiques extérieures, service des autorisations commerciales (importations), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), au plus tard le 8 mars 1961, à 11 h 30.

A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané des services compétents.

| NUMEROS de poste. | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 2 | 58-01 A III..... | Tapis de 351 jusqu'à 450 rangées exclues au mètre. |
| 3 | 58-01 A I, II... | Tapis de 350 rangées et au-dessous au mètre. |

Les tapis faisant l'objet de ces deux postes devront être d'origine et de provenance iranienne. Cependant, par dérogation aux règles générales applicables en la matière, pourront être importés sur ces contingents les tapis iraniens ayant transité dans les entrepôts de certaines places européennes. Les demandes de licences d'importation devront être accompagnées d'une facture *pro forma* établie par un vendeur domicilié en Iran. Les importateurs titulaires de licences au titre des précédents avis parus au *Journal officiel* qui seraient désireux d'obtenir une nouvelle licence sur les présents contingents pourront, dans la mesure où ils ne l'ont déjà fait, présenter à la direction des industries diverses et des textiles, 42, rue La Boétie, à Paris (8e), les documents justifiant les importations réalisées à ce titre (exemplaire vert de la licence ou attestation de la banque indiquant le montant des sommes utilisées par eux).

L'attention des importateurs est attirée sur les facilités d'approvisionnement qui leur seront données dans la mesure où ils pourront procéder à des réexportations. En effet, les titulaires de licences d'importation qui auront des possibilités de réexportation de tapis iraniens achetés sur ces contingents pourront demander au service financier de la direction des relations économiques extérieures, 41, quai Branly, à Paris (7e), le bénéfice de la procédure EXIM. Ces exportations leur donneront droit, s'ils ont satisfait préalablement aux conditions prévues par les accords EXIM qui leur auront été délivrés et à concurrence du montant des deux postes, à des importations ultérieures d'un égal montant pour des tapis de la même catégorie que ceux qui auront été exportés.

II. — *Produits à importer sous licences individuelles dont les demandes seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Les demandes de licences concernant les produits suivants, établies sur formule AC, seront reçues par la direction des relations économiques extérieures, service des autorisations commerciales (importations), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), à partir du 6 mars 1961.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 juillet 1949, elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

| NUMEROS de poste. | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 1 | 58-01 A IV, B IV. | Tapis de 450 rangées et plus au mètre. — En ce qui concerne l'origine et la provenance, les conditions d'importation sont les mêmes que celles prévues ci-dessus pour les tapis de moins de 450 rangées de nœuds au mètre. |
| 6 | Divers ..... | Divers. — Les crédits affectés à ce poste sont réservés à l'importation de produits nécessaires à l'économie française non repris nommément à l'accord commercial ou aux contingents globaux. Les licences seront délivrées après avis du ministère technique et avec l'accord de la direction des relations économiques extérieures. |

III. — *Produit dont l'importation est libre*, en vertu de l'avis publié au *Journal officiel* du 24 octobre 1959 et modificatifs concernant les produits originaires et en provenance de certains pays.

| NUMERO de poste. | NUMÉRO du tarif douanier. | PRODUIT |
|---|---|---|
| 5 | 6-04 A..... | Caviar. |

**Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance du Pakistan.**

Les importateurs de produits originaires et en provenance du Pakistan sont informés de la mise en répartition des contingents d'importation ci-après, valables pour l'année 1961.

I. — *Produits à importer sous licences individuelles dont les demandes seront examinées simultanément.*

Les demandes de licences d'importation concernant les produits suivant, établies sur formule AC, devront être parvenues à la direction des relations économiques extérieures, service des autorisations commerciales (importations), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), au plus tard le 8 mars 1961, à 11 h 30.

A l'expiration de ce délai, elles feront l'objet d'un examen simultané des services compétents.

| NUMEROS de poste. | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 2 | 58-01 A I, II..... | Tapis à points noués, faits à la main, de moins de 350 rangées au mètre. |
| 3 | Ex 58-01, ex 58-02.... | Autres tapis faits à la main (à l'exclusion des tapis de jute). |
| 5 | Ex 82-09 A..... | Couteaux fermants et canifs. |
| 6 | 97-04 ex B, 97-06 F, G, H. | Articles de sport. |

II. — *Produits à importer sous licences individuelles dont les demandes seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Les demandes de licences concernant les produits suivants, établies sur formule AC, seront reçues par la direction des relations économiques extérieures, service des autorisations commerciales (importations), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris (9e), à partir du 6 mars 1961.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 du décret du 13 juillet 1949, elles seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

| NUMEROS de poste | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 1 | Divers ..... | Tissus et articles textiles faits à la main (saris, écharpes, rideaux, linge de table, couvre-lits, etc.) contenant moins de 15 p. 100 de jute. |
| 4 | Divers ..... | Articles de fantaisie et d'ornementation, notamment articles en cuivre travaillé, sacs à main et chaussures de dames brodés, etc. |

## Ministère du travail.

**Avis relatif à l'examen pour le recrutement de personnels dans les sociétés de secours minières et leurs unions régionales.**

La caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines fait connaître qu'une session de l'examen pour le recrutement aux postes de directeurs, directeurs adjoints d'unions régionales ou chefs des services administratifs de sociétés de secours minières de 1re ou 2e classe s'ouvrira à Paris le 4 mai 1961.

Peuvent prendre part aux épreuves :

1° Les candidats des deux sexes âgés de vingt-trois ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du 1er janvier 1961 et titulaire d'un diplôme de licence ou justifiant de l'admissibilité à l'école polytechnique, à l'école supérieure des mines de Paris, à l'école supérieure des mines de Saint-Etienne, à l'école supérieure de métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy ou à l'école nationale d'administration ;

2° Sans condition d'âge ni de diplôme, les agents des organismes de sécurité sociale minière et des exploitations minières ou assimilées qui comptent au moins trois ans de services dans ces organismes ou exploitations au moment où débutent les épreuves.

Le règlement fixant les conditions d'admission aux épreuves ainsi que le programme seront remis ou adressés aux personnes qui en feront la demande à la caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, service des affaires générales, 77, avenue de Ségur, Paris (15e). Téléphone : SEGur 12-92 (poste 215).

Les candidats devront se faire inscrire avant le 20 avril 1961 au siège de ladite caisse. Les candidatures qui, à cette date, ne seront pas appuyées d'un dossier complet ne pourront être retenues.

---

### Avis relatif à la suppression du conseil de prud'hommes de Pavilly (Seine-Maritime).

En application de l'article 2 du livre IV du code du travail, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du travail envisagent de soumettre au Premier ministre un projet de décret portant suppression du conseil de prud'hommes de Pavilly.

Le conseil de prud'hommes de Pavilly, crée par décret en date du 17 avril 1951 (*Journal officiel* du 19 avril 1951), est divisé en deux sections, dites de l'industrie et du commerce. Sa circonscription territoriale comprend les communes de Barentin, Betteville, Bouville, Carville-la-Folletière, Fresquiennes, Limesy et Sainte-Austreberthe.

La répartition des professions justiciables dudit conseil et le nombre des prud'hommes patrons, ouvriers et employés sont fixés conformément aux tableaux annexés audit décret.

Dans un délai d'un mois, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 2 du décret du 22 décembre 1958 relatif aux conseils de prud'hommes, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de cette suppression.

Les communications devront être adressées au ministre du travail, 127, rue de Grenelle, à Paris (7e).

---

### Avis relatif à l'extension de la compétence territoriale du conseil de prud'hommes de Rouen aux communes d'Amfreville-la-Mivoie et de Bonsecours (Seine-Maritime).

En application de l'article 1er du décret du 22 décembre 1958 relatif aux conseils de prud'hommes, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du travail envisagent de soumettre au Premier ministre un projet de décret portant extension de la compétence territoriale du conseil de prud'hommes de Rouen aux communes d'Amfreville-la-Mivoie et de Bonsecours (Seine-Maritime).

Le conseil de prud'hommes de Rouen, réorganisé par décrets des 21 octobre 1908 et 6 avril 1930, est divisé en deux sections, dites de l'industrie et du commerce. Sa circonscription territoriale comprend les communes de Rouen, Sotteville-lès-Rouen, le Petit-Quevilly, Grand-Couronne, le Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Deville-lès-Rouen, Maronne et Notre-Dame-de-Bondeville.

La répartition des professions justiciables dudit conseil et le nombre des prud'hommes patrons, ouvriers et employés sont fixés conformément aux tableaux des professions annexés auxdits décrets.

Cette extension de compétence n'entraînerait pas l'adjonction de nouvelles rubriques à la nomenclature desdites professions.

Dans un délai d'un mois, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées, conformément à l'article 2 du décret du 22 décembre 1958 relatif aux conseils de prud'hommes, de faire connaître leurs observations et avis au sujet de cette extension de compétence.

Les communications devront être adressées au ministre du travail, 127, rue de Grenelle, à Paris (7e).

---

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de concours pour le recrutement d'un secrétaire de direction au centre de cure de la Membrolle-sur-Choisille (Indre-et-Loire).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un secrétaire de direction au centre de cure de la Membrolle-sur-Choisille (Indre-et-Loire) aura lieu le 20 avril 1961.

Peuvent faire acte de candidature :

1° Les personnes des deux sexes possédant la nationalité française depuis cinq ans au moins, titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, du certificat de capacité en droit, du brevet professionnel de comptable ou d'un diplôme équivalent et âgées de dix-huit à trente ans au 1er janvier de l'année du concours ;

2° Les fonctionnaires et agents de moins de trente-cinq ans au 1er janvier de l'année du concours et ayant accompli cinq ans de services effectifs dans une administration de l'Etat ou des collectivités locales, dont deux ans au moins dans un établissement d'hospitalisation, de soins ou de cure public.

Les limites d'âge prévues aux 1° et 2° ci-dessus sont reculées dans les conditions déterminées à l'article L. 810 du code de la santé publique.

Par ailleurs, les candidats masculins doivent se trouver en position régulière au regard des lois sur le recrutement de l'armée.

Les inscriptions sont reçues jusqu'au 19 mars 1961 à la direction départementale de la population et de l'action sociale d'Indre-et-Loire, 34, place de la préfecture à Tours, qui adressera à toute personne en faisant la demande le programme des épreuves et la liste des pièces à produire par les candidats pour constituer leur dossier.

---

### Avis de concours pour le recrutement d'un agent principal à l'hôpital-hospice de Pontoise (Seine-et-Oise).

Un concours sur titres est ouvert pour le recrutement d'un agent principal à l'hôpital-hospice de Pontoise (Seine-et-Oise).

Peuvent présenter leur candidature les commis des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics comptant au moins six ans de fonctions en cette qualité.

Les demandes, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative du candidat, doivent être adressées, dans le délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis, au directeur de l'hôpital-hospice de Pontoise.

---

### Avis de vacance d'un poste de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux dans le département du Gard.

Un poste de médecin à temps complet des dispensaires antituberculeux est actuellement vacant dans le département du Gard.

Les candidats doivent remplir les conditions fixées par le décret du 12 juin 1948, modifié par le décret n° 57-1043 du 23 septembre 1957, relatif au recrutement des médecins des services antituberculeux (médecins de sanatoriums publics, médecins à temps complet déjà en fonctions dans les dispensaires antituberculeux, médecins issus du concours des médecins des services antituberculeux).

Les candidats devront, avant le 15 mars 1961, adresser simultanément leur demande, accompagnée d'un exposé de leurs titres :

1° A la direction départementale de la santé du Gard, 11, rue Bernard-Aton, Nîmes (où ils pourront obtenir tous renseignements utiles) ;

2° Au ministère de la santé publique et de la population, direction générale de la santé, sous-direction de l'hygiène sociale, 8e bureau, 1, rue de Tilsit, Paris (8e).

---

### Avis de vacance d'un poste de chef de bureau à l'hôpital-hospice de Pontoise (Seine-et-Oise).

Est envisagée la vacance d'un poste de chef de bureau à l'hôpital-hospice de Pontoise (Seine-et-Oise).

Peuvent faire acte de candidature :

Les secrétaires de direction des établissements de cure publics comptant 500 lits ou plus de 500 lits ;

Les chefs de bureau des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ;

Les secrétaires de direction des établissements de cure publics de moins de 500 lits comptant au moins six ans de fonctions soit en cette qualité, soit en qualité d'adjoint des cadres hospitaliers ou de rédacteur ;

Les adjoints des cadres hospitaliers comptant au moins six ans de fonctions soit en cette qualité, soit en qualité de secrétaire de direction d'établissement de cure de moins de 500 lits ou de rédacteur.

Les demandes, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative du candidat, doivent être adressées à la directrice de l'hôpital-hospice de Pontoise, dans le délai de quinze jours à compter de la publication du présent avis.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 26, rue Desaix.

*Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,*
HENRI MOREL

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.014.00, Paris.

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### L'ALLOBROGE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 7.600.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 14, AVENUE DES CHEVALIERS-TIREURS, CHAMBERY (SAVOIE)

R. C. : Chambéry 54-B 43.

*Obligations 6 0/0 1942 de 20 NF.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des obligations sorties au tirage du 1er février 1961 et remboursables à partir du 1er avril 1961;**

**2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 50 | 1961 | 464 | 1961 | 797 | 1960 |
| 51 | » | 465 | » | 798 | » |
| 52 | » | 466 | » | 799 | » |
| 53 | » | 467 | » | 903 | 1959 |
| 54 | » | 468 | » | 904 | » |
| 55 | » | 469 | » | 905 | » |
| 56 | » | 480 | 1959 | 906 | » |
| 57 | » | 481 | » | 907 | » |
| 58 | » | 482 | » | 908 | » |
| 59 | » | 483 | » | 909 | » |
| 150 | » | 570 | 1960 | 930 | » |
| 151 | » | 571 | » | 931 | » |
| 152 | » | 572 | » | 956 | » |
| 153 | » | 573 | » | 957 | » |
| 154 | » | 574 | » | 958 | » |
| 155 | » | 575 | » | 959 | » |
| 156 | » | 576 | » | 960 | 1961 |
| 157 | » | 577 | » | 961 | » |
| 158 | » | 578 | » | 962 | » |
| 159 | » | 579 | » | 963 | » |
| 240 | » | 650 | » | 964 | » |
| 241 | » | 654 | » | 965 | » |
| 242 | » | 655 | » | 966 | » |
| 243 | » | 656 | » | 967 | » |
| 244 | » | 657 | » | 968 | » |
| 245 | » | 658 | » | 969 | » |
| 246 | » | 659 | » | 1.170 | 1960 |
| 247 | » | 660 | 1961 | 1.171 | » |
| 248 | » | 661 | » | 1.177 | » |
| 249 | » | 662 | » | 1.178 | » |
| 257 | 1948 | 663 | » | 1.179 | » |
| 258 | » | 664 | » | 1.180 | 1961 |
| 259 | » | 665 | » | 1.181 | » |
| 360 | 1961 | 666 | » | 1.182 | » |
| 361 | » | 667 | » | 1.183 | » |
| 362 | » | 668 | » | 1.184 | » |
| 363 | » | 669 | » | 1.185 | » |
| 364 | » | 765 | 1950 | 1.186 | » |
| 365 | » | 766 | » | 1.187 | » |
| 366 | » | 767 | » | 1.188 | » |
| 367 | » | 775 | 1957 | 1.189 | » |
| 368 | » | 776 | » | 1.207 | 1943 |
| 369 | » | 790 | 1960 | 1.208 | » |
| 434 | 1957 | 791 | » | 1.209 | » |
| 435 | » | 792 | » | 1.210 | » |
| 460 | 1961 | 793 | » | 1.240 | 1961 |
| 461 | » | 794 | » | 1.241 | » |
| 462 | » | 795 | » | 1.242 | » |
| 463 | » | 796 | » | 1.243 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1.244 | 1961 | 1.891 | 1960 | 2.287 | 1961 |
| 1.245 | » | 1.892 | » | 2.288 | » |
| 1.246 | » | 1.893 | » | 2.289 | » |
| 1.247 | » | 1.899 | » | 2.310 | 1960 |
| 1.248 | » | 1.920 | 1961 | 2.311 | » |
| 1.249 | » | 1.921 | » | 2.312 | » |
| 1.286 | 1958 | 1.922 | » | 2.313 | » |
| 1.287 | » | 1.923 | » | 2.314 | » |
| 1.288 | » | 1.924 | » | 2.315 | » |
| 1.289 | » | 1.925 | » | 2.316 | » |
| 1.290 | 1961 | 1.926 | » | 2.317 | » |
| 1.291 | » | 1.927 | » | 2.318 | » |
| 1.292 | » | 1.928 | » | 2.319 | » |
| 1.293 | » | 1.929 | » | 2.320 | 1961 |
| 1.294 | » | 1.990 | 1959 | 2.321 | » |
| 1.295 | » | 1.991 | » | 2.322 | » |
| 1.296 | » | 1.992 | » | 2.323 | » |
| 1.297 | » | 1.993 | » | 2.324 | » |
| 1.298 | » | 1.994 | » | 2.325 | » |
| 1.299 | » | 1.995 | » | 2.326 | » |
| 1.404 | 1959 | 1.996 | » | 2.327 | » |
| 1.405 | » | 2.040 | » | 2.328 | » |
| 1.406 | » | 2.041 | » | 2.329 | » |
| 1.407 | » | 2.042 | » | 2.390 | 1959 |
| 1.408 | » | 2.043 | » | 2.391 | » |
| 1.420 | 1961 | 2.044 | » | 2.392 | » |
| 1.421 | » | 2.045 | » | 2.393 | » |
| 1.422 | » | 2.046 | » | 2.394 | » |
| 1.423 | » | 2.090 | 1961 | 2.430 | 1960 |
| 1.424 | » | 2.091 | » | 2.431 | » |
| 1.425 | » | 2.092 | » | 2.432 | » |
| 1.426 | » | 2.093 | » | 2.433 | » |
| 1.427 | » | 2.094 | » | 2.434 | » |
| 1.428 | » | 2.095 | » | 2.435 | » |
| 1.429 | » | 2.096 | » | 2.436 | » |
| 1.576 | 1957 | 2.097 | » | 2.437 | » |
| 1.577 | » | 2.098 | » | 2.438 | » |
| 1.578 | » | 2.099 | » | 2.439 | » |
| 1.579 | » | 2.134 | 1959 | 2.520 | 1961 |
| 1.637 | 1954 | 2.135 | » | 2.521 | » |
| 1.638 | » | 2.184 | » | 2.522 | » |
| 1.639 | » | 2.185 | » | 2.523 | » |
| 1.653 | » | 2.186 | » | 2.524 | » |
| 1.681 | 1957 | 2.189 | » | 2.525 | » |
| 1.682 | » | 2.240 | 1960 | 2.526 | » |
| 1.683 | » | 2.241 | » | 2.527 | » |
| 1.684 | » | 2.242 | » | 2.528 | » |
| 1.760 | 1961 | 2.243 | » | 2.529 | » |
| 1.761 | » | 2.244 | » | 2.556 | 1949 |
| 1.762 | » | 2.245 | » | 2.590 | 1960 |
| 1.763 | » | 2.246 | » | 2.591 | » |
| 1.764 | » | 2.247 | » | 2.592 | » |
| 1.765 | » | 2.248 | » | 2.593 | » |
| 1.766 | » | 2.249 | » | 2.594 | » |
| 1.767 | » | 2.250 | 1961 | 2.595 | » |
| 1.768 | » | 2.251 | » | 2.600 | 1961 |
| 1.769 | » | 2.252 | » | 2.601 | » |
| 1.796 | 1950 | 2.253 | » | 2.602 | » |
| 1.798 | » | 2.254 | » | 2.603 | » |
| 1.808 | 1958 | 2.255 | » | 2.604 | » |
| 1.850 | 1961 | 2.256 | » | 2.605 | » |
| 1.851 | » | 2.257 | » | 2.606 | » |
| 1.852 | » | 2.258 | » | 2.607 | » |
| 1.853 | » | 2.259 | » | 2.608 | » |
| 1.854 | » | 2.280 | » | 2.609 | » |
| 1.855 | » | 2.281 | » | 2.630 | » |
| 1.856 | » | 2.282 | » | 2.631 | » |
| 1.857 | » | 2.283 | » | 2.632 | » |
| 1.858 | » | 2.284 | » | 2.633 | » |
| 1.859 | » | 2.285 | » | 2.634 | » |
| 1.890 | 1960 | 2.286 | » | 2.635 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2.636 | 1961 | 3.178 | 1961 | 3.687 | 1960 | 4.137 | 1959 | 4.702 | 1960 | 5.416 | 1960 |
| 2.637 | » | 3.179 | » | 3.688 | » | 4.138 | » | 4.703 | » | 5.417 | » |
| 2.638 | » | 3.222 | 1960 | 3.689 | » | 4.190 | 1961 | 4.708 | » | 5.418 | » |
| 2.639 | » | 3.223 | » | 3.731 | » | 4.191 | » | 4.710 | 1961 | 5.419 | » |
| 2.670 | » | 3.224 | » | 3.732 | » | 4.192 | » | 4.711 | » | 5.233 | » |
| 2.671 | » | 3.225 | » | 3.733 | » | 4.193 | » | 4.712 | » | 5.234 | » |
| 2.672 | » | 3.226 | » | 3.734 | » | 4.194 | » | 4.713 | » | 5.235 | » |
| 2.673 | » | 3.227 | » | 3.735 | » | 4.195 | » | 4.714 | » | 5.248 | 1957 |
| 2.674 | » | 3.228 | » | 3.736 | » | 4.196 | » | 4.715 | » | 5.249 | » |
| 2.675 | » | 3.229 | » | 3.737 | » | 4.197 | » | 4.716 | » | 5.330 | 1961 |
| 2.676 | » | 3.240 | 1961 | 3.738 | » | 4.198 | » | 4.717 | » | 5.331 | » |
| 2.677 | » | 3.241 | » | 3.739 | » | 4.199 | » | 4.718 | » | 5.332 | » |
| 2.678 | » | 3.242 | » | 3.760 | 1961 | 4.220 | » | 4.719 | » | 5.333 | » |
| 2.679 | » | 3.243 | » | 3.761 | » | 4.221 | » | 4.725 | 1960 | 5.334 | » |
| 2.688 | 1958 | 3.244 | » | 3.762 | » | 4.222 | » | 4.726 | » | 5.335 | » |
| 2.689 | » | 3.245 | » | 3.763 | » | 4.223 | » | 4.727 | » | 5.336 | » |
| 2.740 | 1960 | 3.246 | » | 3.764 | » | 4.224 | » | 4.728 | » | 5.337 | » |
| 2.741 | » | 3.247 | » | 3.765 | » | 4.225 | » | 4.729 | » | 5.338 | » |
| 2.742 | » | 3.248 | » | 3.766 | » | 4.226 | » | 4.820 | » | 5.339 | » |
| 2.745 | » | 3.249 | » | 3.767 | » | 4.227 | » | 4.821 | » | 5.370 | » |
| 2.746 | » | 3.250 | 1959 | 3.768 | » | 4.228 | » | 4.822 | » | 5.371 | » |
| 2.747 | » | 3.269 | » | 3.769 | » | 4.229 | » | 4.823 | » | 5.372 | » |
| 2.748 | » | 3.310 | 1961 | 3.800 | 1960 | 4.240 | 1960 | 4.828 | » | 5.373 | » |
| 2.760 | 1961 | 3.311 | » | 3.801 | » | 4.241 | » | 4.829 | » | 5.374 | » |
| 2.761 | » | 3.312 | » | 3.802 | » | 4.242 | » | 4.830 | 1961 | 5.375 | » |
| 2.762 | » | 3.313 | » | 3.900 | 1961 | 4.243 | » | 4.831 | » | 5.376 | » |
| 2.763 | » | 3.314 | » | 3.901 | » | 4.244 | » | 4.832 | » | 5.377 | » |
| 2.764 | » | 3.315 | » | 3.902 | » | 4.245 | » | 4.833 | » | 5.378 | » |
| 2.765 | » | 3.316 | » | 3.903 | » | 4.246 | » | 4.834 | » | 5.379 | » |
| 2.766 | » | 3.317 | » | 3.904 | » | 4.247 | » | 4.835 | » | 5.380 | » |
| 2.767 | » | 3.318 | » | 3.905 | » | 4.248 | » | 4.836 | » | 5.381 | » |
| 2.768 | » | 3.319 | » | 3.906 | » | 4.249 | » | 4.837 | » | 5.382 | » |
| 2.769 | » | 3.327 | 1950 | 3.907 | » | 4.250 | 1959 | 4.838 | » | 5.383 | » |
| 2.790 | » | 3.328 | » | 3.908 | » | 4.251 | » | 4.839 | » | 5.384 | » |
| 2.791 | » | 3.329 | » | 3.909 | » | 4.252 | » | 4.840 | 1960 | 5.385 | » |
| 2.792 | » | 3.330 | 1961 | 3.940 | 1957 | 4.253 | » | 4.841 | » | 5.386 | » |
| 2.793 | » | 3.331 | » | 3.941 | » | 4.254 | » | 4.842 | » | 5.387 | » |
| 2.794 | » | 3.332 | » | 3.942 | » | 4.255 | » | 4.843 | » | 5.388 | » |
| 2.795 | » | 3.333 | » | 3.950 | 1961 | 4.256 | » | 4.844 | » | 5.389 | » |
| 2.796 | » | 3.334 | » | 3.951 | » | 4.257 | » | 4.845 | » | 5.400 | 1960 |
| 2.797 | » | 3.335 | » | 3.952 | » | 4.258 | » | 4.846 | » | 5.401 | » |
| 2.798 | » | 3.336 | » | 3.953 | » | 4.281 | 1960 | 4.847 | » | 5.402 | » |
| 2.799 | » | 3.337 | » | 3.954 | » | 4.283 | » | 4.900 | » | 5.403 | » |
| 2.800 | 1956 | 3.338 | » | 3.955 | » | 4.284 | » | 4.901 | » | 5.404 | » |
| 2.830 | 1959 | 3.339 | » | 3.956 | » | 4.285 | » | 4.902 | » | 5.405 | » |
| 2.870 | 1961 | 3.340 | 1959 | 3.957 | » | 4.286 | » | 4.903 | » | 5.408 | » |
| 2.871 | » | 3.345 | » | 3.958 | » | 4.287 | » | 4.904 | » | 5.409 | » |
| 2.872 | » | 3.346 | » | 3.959 | » | 4.288 | » | 4.905 | » | 5.410 | 1961 |
| 2.873 | » | 3.347 | » | 3.970 | » | 4.289 | » | 4.906 | » | 5.411 | » |
| 2.874 | » | 3.348 | » | 3.971 | » | 4.290 | 1958 | 4.907 | » | 5.412 | » |
| 2.875 | » | 3.458 | 1960 | 3.972 | » | 4.310 | 1959 | 4.908 | » | 5.413 | » |
| 2.876 | » | 3.460 | 1961 | 3.973 | » | 4.311 | » | 4.909 | » | 5.414 | » |
| 2.877 | » | 3.461 | » | 3.974 | » | 4.360 | 1960 | 4.939 | 1957 | 5.415 | » |
| 2.878 | » | 3.462 | » | 3.975 | » | 4.361 | » | 4.940 | 1958 | 5.416 | » |
| 2.879 | » | 3.463 | » | 3.976 | » | 4.362 | » | 4.941 | » | 5.417 | » |
| 2.908 | 1958 | 3.464 | » | 3.977 | » | 4.363 | » | 4.942 | » | 5.418 | » |
| 2.960 | 1959 | 3.465 | » | 3.978 | » | 4.363 | » | 4.989 | 1956 | 5.419 | » |
| 2.961 | » | 3 466 | » | 3.979 | » | 4.368 | » | 4.990 | 1960 | 5.422 | 1960 |
| 3.047 | 1957 | 3.467 | » | 3 990 | » | 4.369 | » | 4.991 | » | 5.423 | » |
| 3.048 | » | 3.468 | » | 3.991 | » | 4.466 | 1955 | 4.992 | » | 5.424 | » |
| 3.049 | » | 3.469 | » | 3.992 | » | 4.503 | 1956 | 4.993 | » | 5.425 | » |
| 3.050 | » | 3.520 | 1960 | 3.993 | » | 4.520 | 1961 | 4.994 | » | 5.426 | » |
| 3.051 | 1954 | 3.521 | » | 3.994 | » | 4.521 | » | 4.995 | » | 5.427 | » |
| 3.080 | 1960 | 3.522 | » | 3.995 | » | 4.522 | » | 4.996 | » | 5.428 | » |
| 3.081 | » | 3.523 | » | 3.996 | » | 4.523 | » | 4.997 | » | 5.429 | » |
| 3.082 | » | 3.540 | 1961 | 3.997 | » | 4.524 | » | 4.998 | » | 5.500 | » |
| 3.083 | » | 3.541 | » | 3.998 | » | 4.525 | » | 4.999 | » | 5.528 | 1958 |
| 3.087 | » | 3.542 | » | 3.999 | » | 4.526 | » | 5.024 | 1958 | 5.529 | » |
| 3.088 | » | 3.543 | » | 4.047 | 1958 | 4.527 | » | 5.025 | » | 5.540 | 1960 |
| 3.089 | » | 3.544 | » | 4.050 | 1960 | 4.528 | » | 5.041 | 1960 | 5.541 | » |
| 3.140 | 1961 | 3.545 | » | 4.051 | » | 4.529 | » | 5.047 | » | 5.542 | » |
| 3.141 | » | 3.546 | » | 4.052 | » | 4.550 | 1960 | 5.048 | » | 5.543 | » |
| 3.142 | » | 3.547 | » | 4.054 | » | 4.551 | » | 5.050 | 1961 | 5.544 | » |
| 3.143 | » | 3.548 | » | 4.090 | 1961 | 4.552 | » | 5.051 | » | 5.545 | » |
| 3.144 | » | 3.549 | » | 4.091 | » | 4.453 | » | 5.052 | » | 5.546 | » |
| 3.145 | » | 3.596 | 1959 | 4.092 | » | 4.454 | » | 5.053 | » | 5.547 | » |
| 3.146 | » | 3.650 | 1961 | 4.093 | » | 4.455 | » | 5.054 | » | 5.590 | 1961 |
| 3.147 | » | 3.651 | » | 4.094 | » | 4.456 | » | 5.055 | » | 5.591 | » |
| 3.148 | » | 3.652 | » | 4.095 | » | 4.457 | » | 5.056 | » | 5.592 | » |
| 3.149 | » | 3.653 | » | 4.096 | » | 4.458 | » | 5.057 | » | 5.593 | » |
| 3.160 | 1960 | 3.654 | » | 4.097 | » | 4.459 | » | 5.058 | » | 5.594 | » |
| 3.161 | » | 3.655 | » | 4.098 | » | 4.611 | » | 5.059 | » | 5.595 | » |
| 3.162 | » | 3.656 | » | 4.099 | » | 4.612 | » | 5.080 | 1960 | 5.596 | » |
| 3.163 | » | 3.657 | » | 4.120 | 1960 | 4.613 | » | 5.081 | » | 5.597 | » |
| 3.164 | » | 3.658 | » | 4.121 | » | 4.614 | » | 5.087 | » | 5.598 | » |
| 3.170 | 1961 | 3.659 | » | 4.122 | » | 4.615 | » | 5.088 | » | 5.599 | » |
| 3.171 | » | 3.680 | 1960 | 4.127 | » | 4.616 | » | 5.090 | 1960 | 5.651 | 1960 |
| 3.172 | » | 3.681 | » | 4.131 | 1959 | 4.617 | » | 5.091 | » | 5.653 | » |
| 3.173 | » | 3.682 | » | 4.132 | » | 4.618 | » | 5.111 | 1960 | 5.654 | » |
| 3.174 | » | 3.683 | » | 4.133 | » | 4.619 | » | 5.112 | » | 5.655 | » |
| 3.175 | » | 3.684 | » | 4.134 | » | 4.683 | 1959 | 5.113 | » | 5.656 | » |
| 3.176 | » | 3.685 | » | 4.135 | » | 4.700 | 1960 | 5.114 | » | 5.660 | 1961 |
| 3.177 | » | 3.686 | » | 4.136 | » | 4.701 | » | 5.115 | » | 5.661 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 5.662 | 1961 | 5.800 | 1958 | 5.892 | 1949 |
| 5.663 | » | 5.801 | » | 5.893 | » |
| 5.664 | » | 5.802 | » | 5.894 | » |
| 5.665 | » | 5.840 | 1961 | 5.895 | » |
| 5.666 | » | 5.841 | » | 5.896 | » |
| 5.667 | » | 5.842 | » | 5.935 | 1958 |
| 5.668 | » | 5.843 | » | 5.936 | » |
| 5.669 | » | 5.844 | » | 5.937 | » |
| 5.680 | 1960 | 5.845 | » | 5.938 | » |
| 5.681 | » | 5.846 | » | 5.939 | » |
| 5.682 | » | 5.847 | » | 5.950 | 1959 |
| 5.683 | » | 5.848 | » | 5.951 | » |
| 5.684 | » | 5.849 | » | 5.952 | » |
| 5.685 | » | 5.859 | 1958 | 5.953 | » |
| 5.686 | » | 5.860 | 1961 | 5.954 | » |
| 5.687 | » | 5.861 | » | 5.955 | » |
| 5.688 | » | 5.862 | » | 5.956 | » |
| 5.689 | » | 5.863 | » | 5.957 | » |
| 5.780 | 1961 | 5.864 | » | 5.958 | » |
| 5.781 | » | 5.865 | » | 5.959 | » |
| 5.782 | » | 5.866 | » | 5.960 | 1956 |
| 5.783 | » | 5.867 | » | 5.961 | » |
| 5.784 | » | 5.868 | » | 5.962 | » |
| 5.785 | » | 5.869 | » | 5.963 | » |
| 5.786 | » | 5.870 | 1957 | 5.964 | » |
| 5.787 | » | 5.871 | » | 5.970 | 1960 |
| 5.788 | » | 5.872 | » | 5.971 | » |
| 5.789 | » | 5.874 | » | 5.972 | » |
| 5.793 | 1948 | 5.875 | » | 5.973 | » |
| 5.794 | » | 5.876 | » | 5.974 | » |
| 5.795 | » | 5.877 | » | 5.975 | » |
| 5.796 | » | 5.878 | » | 5.976 | » |
| 5.797 | » | 5.890 | 1949 | 5.977 | » |
| 5.798 | » | 5.891 | » | 5.978 | » |
| 5.799 | » | | | | |

# L'ALLOBROGE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 7.600.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 14, AVENUE DES CHEVALIERS-TIREURS, CHAMBERY (SAVOIE)

R. C. : Chambéry 54-B 43.

*Obligations 6,25 0/0 1947 de 50 NF.*

## LISTE NUMERIQUE

**1° Des obligations sorties au tirage du 1er février 1961 et remboursables à partir du 15 mars 1961;**

**2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 152 | 1961 | 182 | 1961 | 212 | 1961 |
| 153 | » | 183 | » | 213 | » |
| 154 | » | 184 | » | 214 | » |
| 155 | » | 185 | » | 215 | » |
| 156 | » | 186 | » | 216 | » |
| 157 | » | 187 | » | 217 | » |
| 158 | » | 188 | » | 218 | » |
| 159 | » | 189 | » | 219 | » |
| 160 | » | 190 | » | 220 | » |
| 161 | » | 191 | » | 221 | » |
| 162 | » | 192 | » | 222 | » |
| 163 | » | 193 | » | 223 | » |
| 164 | » | 194 | » | 224 | » |
| 165 | » | 195 | » | 225 | » |
| 166 | » | 196 | » | 226 | » |
| 167 | » | 197 | » | 227 | » |
| 168 | » | 198 | » | 228 | » |
| 169 | » | 199 | » | 229 | » |
| 170 | » | 200 | » | 230 | » |
| 171 | » | 201 | » | 231 | » |
| 172 | » | 202 | » | 232 | » |
| 173 | » | 203 | » | 233 | » |
| 174 | » | 204 | » | 234 | » |
| 175 | » | 205 | » | 235 | » |
| 176 | » | 206 | » | 236 | » |
| 177 | » | 207 | » | 237 | » |
| 178 | » | 208 | » | 238 | » |
| 179 | » | 209 | » | 239 | » |
| 180 | » | 210 | » | 240 | » |
| 181 | » | 211 | » | 241 | » |
| 242 | 1961 | 335 | 1961 | 428 | 1961 |
| 243 | » | 336 | » | 429 | » |
| 244 | » | 337 | » | 430 | » |
| 245 | » | 338 | » | 431 | » |
| 246 | » | 339 | » | 432 | » |
| 247 | » | 340 | » | 433 | » |
| 248 | » | 341 | » | 434 | » |
| 249 | » | 342 | » | 435 | » |
| 250 | » | 343 | » | 436 | » |
| 251 | » | 344 | » | 437 | » |
| 252 | » | 345 | » | 438 | » |
| 253 | » | 346 | » | 439 | » |
| 254 | » | 347 | » | 440 | » |
| 255 | » | 348 | » | 441 | » |
| 256 | » | 349 | » | 442 | » |
| 257 | » | 350 | » | 443 | » |
| 258 | » | 351 | » | 444 | » |
| 259 | » | 352 | » | 445 | » |
| 260 | » | 353 | » | 446 | » |
| 261 | » | 354 | » | 447 | » |
| 262 | » | 355 | » | 448 | » |
| 263 | » | 356 | » | 449 | » |
| 264 | » | 357 | » | 450 | » |
| 265 | » | 358 | » | 451 | » |
| 266 | » | 359 | » | 452 | » |
| 267 | » | 360 | » | 453 | » |
| 268 | » | 361 | » | 454 | » |
| 269 | » | 362 | » | 455 | » |
| 270 | » | 363 | » | 456 | » |
| 271 | » | 364 | » | 759 | 1954 |
| 272 | » | 365 | » | 1.200 | 1960 |
| 273 | » | 366 | » | 1.201 | » |
| 274 | » | 367 | » | 1.202 | » |
| 275 | » | 368 | » | 1.203 | » |
| 276 | » | 369 | » | 1.204 | » |
| 277 | » | 370 | » | 1.205 | » |
| 278 | » | 371 | » | 1.207 | » |
| 279 | » | 372 | » | 1.208 | » |
| 280 | » | 373 | » | 1.209 | » |
| 281 | » | 374 | » | 1.210 | » |
| 282 | » | 375 | » | 1.214 | » |
| 283 | » | 376 | » | 1.215 | » |
| 284 | » | 377 | » | 1.216 | » |
| 285 | » | 378 | » | 1.217 | » |
| 286 | » | 379 | » | 1.218 | » |
| 287 | » | 380 | » | 1.219 | » |
| 288 | » | 381 | » | 1.220 | » |
| 289 | » | 382 | » | 1.221 | » |
| 290 | » | 383 | » | 1.222 | » |
| 291 | » | 384 | » | 1.223 | » |
| 292 | » | 385 | » | 1.224 | » |
| 293 | » | 386 | » | 1.225 | » |
| 294 | » | 387 | » | 1.226 | » |
| 295 | » | 388 | » | 1.227 | » |
| 296 | » | 389 | » | 1.228 | » |
| 297 | » | 390 | » | 1.229 | » |
| 298 | » | 391 | » | 1.230 | » |
| 299 | » | 392 | » | 1.231 | » |
| 300 | » | 393 | » | 1.232 | » |
| 301 | » | 394 | » | 1.233 | » |
| 302 | » | 395 | » | 1.234 | » |
| 303 | » | 396 | » | 1.235 | » |
| 304 | » | 397 | » | 1.236 | » |
| 305 | » | 398 | » | 1.239 | » |
| 306 | » | 399 | » | 1.240 | » |
| 307 | » | 400 | » | 1.241 | » |
| 308 | » | 401 | » | 1.242 | » |
| 309 | » | 402 | » | 1.243 | » |
| 310 | » | 403 | » | 1.244 | » |
| 311 | » | 404 | » | 1.245 | » |
| 312 | » | 405 | » | 1.249 | » |
| 313 | » | 406 | » | 1.250 | » |
| 314 | » | 407 | » | 1.251 | » |
| 315 | » | 408 | » | 1.252 | » |
| 316 | » | 409 | » | 1.253 | » |
| 317 | » | 410 | » | 1.258 | » |
| 318 | » | 411 | » | 1.259 | » |
| 319 | » | 412 | » | 1.261 | » |
| 320 | » | 413 | » | 1.262 | » |
| 321 | » | 414 | » | 1.263 | » |
| 322 | » | 415 | » | 1.264 | » |
| 323 | » | 416 | » | 1.265 | » |
| 324 | » | 417 | » | 1.266 | » |
| 325 | » | 418 | » | 1.267 | » |
| 326 | » | 419 | » | 1.268 | » |
| 327 | » | 420 | » | 1.269 | » |
| 328 | » | 421 | » | 1.270 | » |
| 329 | » | 422 | » | 1.271 | » |
| 330 | » | 423 | » | 1.272 | » |
| 331 | » | 424 | » | 1.273 | » |
| 332 | » | 425 | » | 1.274 | » |
| 333 | » | 426 | » | 1.275 | » |
| 334 | » | 427 | » | 1.288 | » |

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 1.289 | 1960 | 2.004 | 1959 | 3.024 | 1960 |
| 1.290 | » | 2.012 | » | 3.025 | » |
| 1.291 | » | 2.033 | » | 3.026 | » |
| 1.292 | » | 2.034 | » | 3.027 | » |
| 1.293 | » | 2.046 | » | 3.028 | » |
| 1.294 | » | 2.047 | » | 3.029 | » |
| 1.295 | » | 2.048 | » | 3.030 | » |
| 1.296 | » | 2.059 | » | 3.031 | » |
| 1.297 | » | 2.060 | » | 3.032 | » |
| 1.298 | » | 2.061 | » | 3.033 | » |
| 1.299 | » | 2.062 | » | 3.034 | » |
| 1.300 | » | 2.063 | » | 3.035 | » |
| 1.301 | » | 2.064 | » | 3.036 | » |
| 1.302 | » | 2.065 | » | 3.037 | » |
| 1.303 | » | 2.066 | » | 3.038 | » |
| 1.310 | » | 2.067 | » | 3.039 | » |
| 1.312 | » | 2.068 | » | 3.040 | » |
| 1.313 | » | 2.069 | » | 3.045 | » |
| 1.314 | » | 2.074 | » | 3.046 | » |
| 1.315 | » | 2.075 | » | 3.051 | » |
| 1.316 | » | 2.079 | » | 3.052 | » |
| 1.317 | » | 2.080 | » | 3.053 | » |
| 1.318 | » | 2.081 | » | 3.054 | » |
| 1.319 | » | 2.082 | » | 3.055 | » |
| 1.320 | » | 2.083 | » | 3.056 | » |
| 1.323 | » | 2.084 | » | 3.057 | » |
| 1.324 | » | 2.085 | » | 3.058 | » |
| 1.325 | » | 2.086 | » | 3.064 | » |
| 1.326 | » | 2.087 | » | 3.065 | » |
| 1.327 | » | 2.088 | » | 3.066 | » |
| 1.328 | » | 2.089 | » | 3.067 | » |
| 1.329 | » | 2.090 | » | 3.068 | » |
| 1.330 | » | 2.091 | » | 3.069 | » |
| 1.331 | » | 2.092 | » | 3.070 | » |
| 1.332 | » | 2.093 | » | 3.071 | » |
| 1.333 | » | 2.102 | » | 3.072 | » |
| 1.346 | » | 2.103 | » | 3.506 | 1958 |
| 1.347 | » | 2.104 | » | 3.507 | » |
| 1.348 | » | 2.106 | » | 3.508 | » |
| 1.349 | » | 2.107 | » | 3.582 | » |
| 1.350 | » | 2.108 | » | 3.583 | » |
| 1.351 | » | 2.112 | » | 3.584 | » |
| 1.352 | » | 2.113 | » | 3.585 | » |
| 1.353 | » | 2.114 | » | 3.586 | » |
| 1.354 | » | 2.115 | » | 3.607 | » |
| 1.355 | » | 2.116 | » | 3.608 | » |
| 1.356 | » | 2.117 | » | 3.609 | » |
| 1.357 | » | 2.118 | » | 3.669 | » |
| 1.358 | » | 2.121 | » | 3.674 | » |
| 1.359 | » | 2.122 | » | 3.675 | » |
| 1.360 | » | 2.123 | » | 3.711 | » |
| 1.361 | » | 2.124 | » | 3.712 | » |
| 1.362 | » | 2.125 | » | 3.713 | » |
| 1.363 | » | 2.126 | » | 3.714 | » |
| 1.364 | » | 2.127 | » | 3.715 | » |
| 1.365 | » | 2.128 | » | 3.716 | » |
| 1.366 | » | 2.129 | » | 4.332 | 1955 |
| 1.367 | » | 2.130 | » | 4.797 | 1959 |
| 1.368 | » | 2.131 | » | 4.798 | » |
| 1.369 | » | 2.132 | » | 4.805 | » |
| 1.370 | » | 2.133 | » | 4.806 | » |
| 1.375 | » | 2.134 | » | 4.807 | » |
| 1.376 | » | 2.135 | » | 4.808 | » |
| 1.377 | » | 2.973 | 1960 | 4.852 | » |
| 1.378 | » | 2.974 | » | 4.853 | » |
| 1.379 | » | 2.975 | » | 4.854 | » |
| 1.380 | » | 2.979 | » | 4.855 | » |
| 1.381 | » | 2.980 | » | 4.862 | » |
| 1.382 | » | 2.988 | » | 4.863 | » |
| 1.383 | » | 2.994 | » | 4.864 | » |
| 1.384 | » | 2.997 | » | 4.981 | 1957 |
| 1.385 | » | 2.998 | » | 4.982 | » |
| 1.825 | 1959 | 2.999 | » | 4.983 | » |
| 1.826 | » | 3.000 | » | 4.984 | » |
| 1.827 | » | 3.001 | » | 4.985 | » |
| 1.828 | » | 3.002 | » | 4.986 | » |
| 1.829 | » | 3.003 | » | 4.987 | » |
| 1.830 | » | 3.004 | » | 4.988 | » |
| 1.831 | » | 3.005 | » | 4.989 | » |
| 1.832 | » | 3.006 | » | 4.990 | » |
| 1.833 | » | 3.007 | » | 4.991 | » |
| 1.834 | » | 3.008 | » | 4.992 | » |
| 1.835 | » | 3.015 | » | 4.993 | » |
| 1.836 | » | 3.016 | » | 4.994 | » |
| 1.837 | » | 3.018 | » | 4.995 | » |
| 1.838 | » | 3.019 | » | 4.996 | » |
| 1.839 | » | 3.020 | » | 4.997 | » |
| 1.841 | » | 3.021 | » | 4.998 | » |
| 1.971 | » | 3.022 | » | 4.999 | » |
| 1.974 | » | 3.023 | » | 5.000 | » |
| 2.003 | » | | | | |

## VILLE DE MARSEILLE

**Emprunt de 1.300.000 NF 4 % mars 1943.**

*Echéance du 1er mars 1961.*

**Liste des obligations sorties aux tirages et non encore remboursées au 10 janvier 1961 (tirages antérieurs, dernier tirage, titres frappés d'opposition).**

A. — OBLIGATIONS DE 50 NF

| NUMÉROS | NUMÉROS des tirages. | NUMÉROS | NUMÉROS des tirages. |
|---|---|---|---|
| 159 et 160 | 13 | 9.087 et 9.088 | 13 |
| 167 et 168 | 12 | 9.300 | 8 |
| 169 et 170 | 13 | 9.711 et 9.712 | 13 |
| 173 et 174 | 13 | 9.765 et 9.766 | 13 |
| 199 | 11 | 9.931 et 9.932 | 13 |
| 305 et 306 | 13 | 9.961 et 9.962 | 13 |
| 317 à 320 | 13 | 10.029 et 10.030 | 13 |
| 343 | 12 | 10.099 et 10.100 | 13 |
| 347 | 7 | 10.287 et 10.288 | 12 |
| 349 et 350 | 13 | 10.459 et 10.460 | 13 |
| 583 et 584 | 13 | 10.519 à 10.522 | 12 |
| 701 et 702 | 13 | 10.621 et 10.622 | 13 |
| 958 | 12 | 10.749 et 10.750 | 12 |
| 975 | 10 | 10.869 et 10.870 | 13 |
| 1.043 et 1.044 | 13 | 10.975 et 10.976 | 13 |
| 1.203 et 1.204 | 12 | 10.997 et 10.998 | 13 |
| 1.323 | 13 | 11.027 et 11.028 | 13 |
| 1.482 | 13 | 11.119 et 11.120 | 13 |
| 1.543 et 1.544 | 13 | 11.147 et 11.148 | 13 |
| 1.567 et 1.568 | 12 | 11.477 et 11.478 | 13 |
| 1.663 et 1.664 | 13 | 11.563 et 11.564 | 13 |
| 1.671 et 1.672 | 6 | 11.623 et 11.624 | 10 |
| 1.825 et 1.826 | 13 | 11.649 | 13 |
| 1.877 et 1.878 | 13 | 11.653 à 11.656 | 13 |
| 2.001 et 2.002 | 13 | 11.661 et 11.662 | 12 |
| 2.271 et 2.272 | 13 | 11.737 | 12 |
| 2.457 et 2.458 | 13 | 11.839 | 13 |
| 2.775 et 2.776 | 13 | 11.855 et 11.856 | 13 |
| 2.853 | 12 | 11.863 et 11.864 | 13 |
| 2.939 et 2.940 | 12 | 11.987 et 11.988 | 13 |
| 3.039 | 12 | 12.054 | 13 |
| 3.159 et 3.160 | 13 | 12.115 et 12.116 | 13 |
| 3.303 et 3.304 | 13 | 12.207 et 12.208 | 13 |
| 3.541 | 12 | 12.239 et 12.240 | 13 |
| 3.647 et 3.648 | 13 | 12.687 et 12.688 | 12 |
| 3.717 et 3.718 | 13 | 12.693 et 12.694 | 13 |
| 3.908 | 12 | 12.802 à 12.804 | 13 |
| 3.955 et 3.956 | 13 | 12.891 et 12.892 | 13 |
| 3.980 | 13 | 13.055 et 13.056 | 12 |
| 4.017 et 4.018 | 13 | 13.195 et 13.196 | 13 |
| 4.101 et 4.102 | 13 | 13.435 et 13.436 | 13 |
| 4.133 et 4.134 | 13 | 13.504 | 12 |
| 4.187 et 4.188 | 12 | 13.683 | 13 |
| 4.195 et 4.196 | 13 | 13.883 et 13.884 | 13 |
| 4.199 et 4.200 | 13 | 13.893 et 13.894 | 13 |
| 4.364 | 13 | 14.103 et 14.104 | 13 |
| 4.423 et 4.424 | 13 | 14.121 | 12 |
| 4.561 et 4.562 | 13 | 14.225 et 14.226 | 13 |
| 4.718 | 13 | 14.395 à 14.398 | 13 |
| 4.873 et 4.874 | 13 | 14.535 et 14.536 | 13 |
| 4.875 et 4.876 | 12 | 14.585 à 14.587 | |
| 4.895 et 4.896 | 13 | (Opp. n° 416) | |
| 5.129 et 5.130 | 13 | 14.601 et 14.602 | 13 |
| 5.171 et 5.172 | 13 | 14.615 et 14.616 | 13 |
| 5.241 et 5.242 | 13 | 14.628 | 13 |
| 5.655 et 5.656 | 13 | 14.719 et 14.720 | 12 |
| 5.689 | 13 | 14.751 et 14.752 | 13 |
| 5.703 | 13 | 14.839 et 14.840 | 13 |
| 5.944 | 11 | 14.885 et 14.886 | 13 |
| 6.025 et 6.026 | 13 | 14.899 et 14.900 | 13 |
| 6.033 et 6.034 | 13 | 14.967 et 14.968 | 13 |
| 6.111 et 6.112 | 12 | 15.031 et 15.032 | 13 |
| 6.215 et 6.216 | 13 | 15.105 et 15.106 | 10 |
| 6.281 et 6.282 | 13 | 15.345 et 15.346 | 13 |
| 6.997 et 6.998 | 12 | 15.432 | 12 |
| 7.421 et 7.422 | 13 | 15.461 et 15.462 | 13 |
| 7.577 et 7.578 | 13 | 15.529 et 15.530 | 13 |
| 7.617 et 7.618 | 13 | 15.547 et 15.548 | 13 |
| 7.723 et 7.724 | 13 | 15.559 et 15.560 | 13 |
| 7.967 et 7.968 | 13 | 15.589 et 15.590 | 13 |
| 7.981 et 7.982 | 13 | 15.677 et 15.678 | 13 |
| 8.329 et 8.330 | 13 | 15.681 | 12 |
| 8.437 et 8.438 | 13 | 15.687 et 15.688 | 12 |
| 8.563 et 8.564 | 13 | 15.823 et 15.824 | 13 |
| 8.651 et 8.652 | 13 | 15.847 | 12 |
| 8.723 et 8.724 | 12 | 15.921 et 15.922 | 12 |
| 8.777 | 13 | 16.021 | 12 |
| 8.785 et 8.786 | 13 | 16.225 et 16.226 | 11 |
| 8.795 et 8.796 | 13 | 16.351 et 16.352 | 13 |

| NUMÉROS | NUMÉROS des tirages. | NUMÉROS | NUMÉROS des tirages. |
|---|---|---|---|
| 16.367 et 16.368 | 13 | 18.047 et 18.048 | 13 |
| 16.685 et 16.686 | 13 | 18.093 et 18.094 | 13 |
| 16.707 et 16.708 | 13 | 18.221 et 18.222 | 13 |
| 16.903 et 16.904 | 13 | 18.611 et 18.612 | 13 |
| 16.945 et 16.946 | 13 | 18.776 | 12 |
| 17.053 et 17.054 | 13 | 18.792 | 10 |
| 17.104 | 11 | 18.815 et 18.816 | 13 |
| 17.107 | 12 | 18.873 et 18.874 | 13 |
| 17.303 et 17.304 | 13 | 19.101 et 19.102 | 13 |
| 17.623 et 17.624 | 13 | 19.415 | 6 |
| 17.767 et 17.768 | 13 | 19.417 et 19.418 | 13 |
| 17.789 et 17.790 | 13 | 19.519 et 19.520 | 13 |
| 17.841 et 17.842 | 13 | 19.646 | 12 |
| 17.971 et 17.972 | 13 | 19.647 et 19.648 | 13 |
| 17.993 et 17.994 | 13 | 19.871 | 12 |
| 18.039 | 12 | 19.945 et 19.946 | 12 |
| 18.043 | 10 | | |

B. — Obligations de 100 NF

| NUMÉROS | NUMÉROS des tirages | NUMÉROS | NUMÉROS des tirages. | NUMÉROS | NUMÉROS des tirages |
|---|---|---|---|---|---|
| 20.356 | 13 | 21.580 | 13 | 22.396 | 13 |
| 20.363 | 13 | 21.701 | 13 | 22.422 | 13 |
| 20.424 | 13 | 21.723 | 13 | 22.449 | 13 |
| 20.577 | 12 | 21.725 | 13 | 22.560 | 13 |
| 20.621 | 13 | 21.810 | 13 | 22.614 | 13 |
| 20.659 | 11 | 21.816 | 13 | 22.662 | 13 |
| 20.709 | 13 | 21.818 | 13 | 22.699 | 12 |
| 20.913 | 12 | 21.960 | 13 | 22.808 | 13 |
| 20.914 | 13 | 21.996 | 13 | 22.837 | 13 |
| 20.940 | 12 | 22.010 | 13 | 22.849 | 13 |
| 20.966 | 13 | 22.047 | 13 | 22.865 | 13 |
| 20.995 | 13 | 22.090 | 13 | 22.906 | 13 |
| 21.350 | 13 | 22.139 | 13 | 22.948 | 13 |
| 21.523 | 13 | 22.381 | 13 | 22.999 | 13 |
| 21.576 | 13 | 22.388 | 13 | 23.044 | 12 |

**Le remboursement des obligations sorties au treizième tirage aura lieu à présentation, à partir du 1er mars 1961, à la trésorerie principale, 33 *a*, rue Montgrand, tous les jours de 9 à 12 heures et de 14 à 6 heures (le samedi de 9 à 12 heures seulement) et aux sièges et succursales de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie.**

*Le trésorier principal,* M. Gonnet.

*L'adjoint délégué aux finances,* Irma Rapuzzi.

## PRECISION MECANIQUE LABINAL

Société anonyme au capital de 15.400.000 NF

Siège social : 17, rue de Clichy, SAINT-OUEN (Seine)

R. C. : Seine n° 55-B 13930.

### TABLEAU D'AMORTISSEMENT

**des 75.000 obligations 5 0/0 de 200 NF nominal de l'emprunt de 15.000.000 NF émis en décembre 1960.**

| DATES des amortissements. | NOMBRE de titres à amortir. | DATES des amortissements. | NOMBRE de titres à amortir. |
|---|---|---|---|
| 5 décembre 1961..... | 2.453 | 5 décembre 1971..... | 3.721 |
| — 1962..... | 2.557 | — 1972..... | 3.879 |
| — 1963..... | 2.666 | — 1973..... | 4.044 |
| — 1964..... | 2.779 | — 1974..... | 4.216 |
| — 1965..... | 2.897 | — 1975..... | 4.395 |
| — 1966..... | 3.021 | — 1976..... | 4.582 |
| — 1967..... | 3.149 | — 1977..... | 4.778 |
| — 1968..... | 3.283 | — 1978..... | 4.981 |
| — 1969..... | 3.423 | — 1979..... | 5.193 |
| — 1970..... | 3.569 | — 1980..... | 5.414 |

Total : 75.000 obligations.

## ETABLISSEMENTS RUBY

Société anonyme au capital de 2.800.000 NF

Siège social : VOIRON (Isère)

R. C. : Grenoble 54-B 220.

**Obligations 4 1/4 1943 de 20 NF.**

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations, a racheté en Bourse 88 obligations dont l'amortissement était prévu pour le 1er mars 1961.

Il ne sera donc procédé cette année à aucun tirage au sort.

Les amortissements précédents ont été également effectués par voie de rachats en Bourse

*(Le tableau d'amortissement a été publié au « Journal officiel de l'Etat français » des 1er et 2 mars 1943.)*

## Amidonnerie et Rizerie de France

Société anonyme au capital de 360.000 NF

Siège social : MARQUETTE-LEZ-LILLE (Nord)

R. C. : Lille n° 18693.

**Obligations 4,25 % 1944 de 20 NF.**

*Douzième amortissement.*

**Liste numérique des 374 obligations sorties au tirage du 31 janvier 1961 et remboursables au pair le 1er mars 1961.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 5 | 7 | 10 | 15 | 22 | 1.847 | 1.854 | 1.860 | 1.867 | 1.872 |
| 23 | 26 | 39 | 50 | 55 | 1.883 | 1.895 | 1.913 | 1.914 | 1.915 |
| 59 | 65 | 70 | 95 | 99 | 1.926 | 1.931 | 1.946 | 1.948 | 1.960 |
| 100 | 120 | 124 | 130 | 131 | 1.962 | 1.985 | 1.988 | 1.998 | 2.001 |
| 135 | 149 | 169 | 187 | 189 | 2.008 | 2.015 | 2.029 | 2.031 | 2.055 |
| 214 | 219 | 247 | 252 | 273 | 2.056 | 2.097 | 2.101 | 2.103 | 2.122 |
| 278 | 285 | 288 | 291 | 300 | 2.135 | 2.149 | 2.151 | 2.156 | 2.192 |
| 324 | 328 | 329 | 361 | 374 | 2.199 | 2.202 | 2.211 | 2.265 | 2.270 |
| 389 | 421 | 433 | 442 | 447 | 2.275 | 2.276 | 2.294 | 2.308 | 2.334 |
| 459 | 469 | 475 | 476 | 477 | 2.344 | 2.349 | 2.369 | 2.371 | 2.375 |
| 499 | 504 | 520 | 530 | 531 | 2.381 | 2.389 | 2.390 | 2.406 | 2.407 |
| 541 | 563 | 572 | 578 | 585 | 2.410 | 2.412 | 2.413 | 2.420 | 2.449 |
| 587 | 589 | 590 | 595 | 599 | 2.462 | 2.471 | 2.493 | 2.517 | 2.536 |
| 600 | 603 | 614 | 622 | 631 | 2.549 | 2.552 | 2.571 | 2.592 | 2.600 |
| 653 | 656 | 663 | 666 | 668 | 2.616 | 2.618 | 2.623 | 2.639 | 2.644 |
| 672 | 686 | 692 | 700 | 709 | 2.647 | 2.653 | 2.654 | 2.655 | 2.722 |
| 719 | 727 | 737 | 740 | 742 | 2.734 | 2.765 | 2.768 | 2.770 | 2.777 |
| 752 | 756 | 770 | 800 | 813 | 2.828 | 2.834 | 2.836 | 2.848 | 2.867 |
| 816 | 817 | 828 | 840 | 870 | 2.871 | 2.881 | 2.886 | 2.890 | 2.894 |
| 876 | 884 | 894 | 910 | 915 | 2.909 | 2.913 | 2.914 | 2.921 | 2.936 |
| 918 | 919 | 922 | 932 | 935 | 2.948 | 2.962 | 2.967 | 2.999 | 3.033 |
| 943 | 960 | 967 | 971 | 1.010 | 3.039 | 3.047 | 3.057 | 3.070 | 3.076 |
| 1.026 | 1.037 | 1.045 | 1.050 | 1.061 | 3.102 | 3.108 | 3.114 | 3.120 | 3.122 |
| 1.065 | 1.068 | 1.077 | 1.092 | 1.122 | 3.164 | 3.180 | 3.195 | 3.209 | 3.241 |
| 1.125 | 1.164 | 1.168 | 1.200 | 1.207 | 3.243 | 3.245 | 3.251 | 3.252 | 3.259 |
| 1.212 | 1.259 | 1.275 | 1.279 | 1.333 | 3.298 | 3.334 | 3.341 | 3.386 | 3.387 |
| 1.344 | 1.358 | 1.364 | 1.368 | 1.369 | 3.397 | 3.420 | 3.427 | 3.433 | 3.452 |
| 1.370 | 1.372 | 1.374 | 1.382 | 1.384 | 3.461 | 3.478 | 3.495 | 3.502 | 3.509 |
| 1.393 | 1.397 | 1.403 | 1.405 | 1.414 | 3.518 | 3.531 | 3.534 | 3.536 | 3.546 |
| 1.415 | 1.417 | 1.422 | 1.443 | 1.448 | 3.556 | 3.563 | 3.567 | 3.568 | 3.572 |
| 1.459 | 1.467 | 1.483 | 1.497 | 1.504 | 3.577 | 3.580 | 3.583 | 3.600 | 3.624 |
| 1.505 | 1.523 | 1.528 | 1.532 | 1.539 | 3.629 | 3.634 | 3.680 | 3.699 | 3.702 |
| 1.543 | 1.544 | 1.545 | 1.547 | 1.549 | 3.726 | 3.748 | 3.769 | 3.778 | 3.781 |
| 1.577 | 1.583 | 1.586 | 1.594 | 1.618 | 3.784 | 3.813 | 3.814 | 3.832 | 3.851 |
| 1.621 | 1.622 | 1.634 | 1.638 | 1.639 | 3.858 | 3.864 | 3.882 | 3.899 | 3.914 |
| 1.667 | 1.691 | 1.708 | 1.711 | 1.714 | 3.935 | 3.956 | 3.966 | 3.975 | 3.976 |
| 1.741 | 1.746 | 1.766 | 1.772 | 1.779 | 3.977 | 3.987 | 3.988 | 3.991 | |
| 1.783 | 1.791 | 1.793 | 1.795 | 1.814 | | | | | |

**Titres amortis aux tirages précédents et non encore remboursés.**

*Année* 1955.

249 2.473 2.481

*Année* 1956.

253 2.840

*Année* 1957.

250 1.499 1.522 1.529 2.534 2.907

*Année* 1958.

51 1.657 1.845 1.861 2.624 2.625 2.636 2.660 2.816

*Année* 1959.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1.494 | 1.527 | 1.645 | 1.851 | 1.862 |
| 1.930 | 2.436 | 2.542 | 2.615 | 2.627 |
| 2.629 | 2.632 | 2.640 | 2.661 | 2.664 |
| 2.815 | 2.975 | 2.976 | 3.131 | 3.173 |
| 3.175 | 3.558 | | | |

*Année* 1960.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 46 | 48 | 240 | 268 | 373 |
| 404 | 424 | 661 | 758 | 897 |
| 903 | 1.027 | 1.130 | 1.132 | 1.161 |
| 1.215 | 1.220 | 1.221 | 1.222 | 1.223 |
| 1.229 | 1.236 | 1.277 | 1.287 | 1.472 |
| 1.476 | 1.502 | 1.517 | 1.524 | 1.525 |
| 1.658 | 1.822 | 1.846 | 1.881 | 1.900 |
| 1.905 | 1.982 | 2.028 | 2.249 | 2.318 |
| 2.315 | 2.425 | 2.426 | 2.427 | 2.438 |
| 2.451 | 2.501 | 2.504 | 2.510 | 2.557 |
| 2.586 | 2.607 | 2.610 | 2.630 | 2.635 |
| 2.645 | 2.677 | 2.697 | 2.810 | 2.830 |
| 2.845 | 2.857 | 2.977 | 2.983 | 3.050 |
| 3.054 | 3.055 | 3.066 | 3.067 | 3.097 |
| 3.099 | 3.142 | 3.157 | 3.172 | 3.253 |
| 3.263 | 3.308 | 3.323 | 3.360 | 3.371 |
| 3.374 | 3.378 | 3.442 | 3.527 | 3.552 |
| 3.553 | 3.557 | 3.579 | 3.627 | 3.657 |
| 3.661 | 3.694 | 3.742 | 3.817 | 3.820 |
| 3.862 | 3.873 | 3.880 | 3.959 | |

## FRANGECO

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 6.474.350 NF
SIÈGE SOCIAL : 38, AVENUE HOCHE, PARIS (8e)
R. C. : Seine n° 54-B 6044.

*Obligations* 6 1/4 0/0 1949.

**Douzième tirage (amortissement 1961).**

Le conseil d'administration de « Frangeco » informe MM. les porteurs d'obligations 6 1/4 0/0 1949 qu'il a été procédé, le 6 février 1961, au tirage de 294 obligations au titre de l'amortissement de 1961.

Conformément aux dispositions contenues dans la notice d'émission, il a été tiré un numéro.

Le numéro d'obligation sorti est le n° 1.163.

Les 293 obligations remboursables qui suivent, compte tenu des obligations antérieurement amorties, portent les numéros suivants :

1.164 à 1.179 | 1.203 à 1.234 | 1.243 à 1.337 | 1.416 à 1.420 | 1.441 à 1.462
1.182 à 1.201 | 1.236 à 1.241 | 1.348 à 1.411 | 1.426 à 1.439 | 1.466 à 1.484

Ces obligations seront remboursables au pair, soit 100 NF net, à partir du 15 avril 1961, avec le coupon n° 13 (15 avril 1962) attaché.

**Liste des obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.**

*Septième tirage* 1956.

Amortissables le 15 avril 1956 (coupon n° 8 attaché).

3.687

*Huitième tirage* 1957.

Amortissables le 15 avril 1957 (coupon n° 9 attaché).

6.641 et 6.642

*Neuvième tirage* 1958.

Amortissables le 15 avril 1958 (coupon n° 10 attaché).

9.384 9.385 9.386 9.520 9.589 9.662

*Dixième tirage* 1959.

Amortissables le 15 avril 1959 (coupon n° 11 attaché).

135 136 137 138 139 140 141 | 159 160 161 206 282 283 284
144 145 154 155 156 157 158 | 369

*Onzième tirage* 1960.

Amortissables le 15 avril 1960 (coupon n° 12 attaché).

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 415 | 418 | 419 | 420 | 421 |
| 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 422 | 423 | 424 | 425 | 426 |
| 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 427 | 471 | 472 | 473 | 474 |
| 33 | 34 | 35 | 40 | 41 | 484 | 485 | 486 | 487 | 492 |
| 42 | 43 | 45 | 46 | 47 | 493 | 505 | 506 | 507 | 508 |
| 48 | 49 | 50 | 51 | 52 | 509 | 510 | 511 | 513 | 514 |
| 53 | 54 | 65 | 70 | 71 | 515 | 516 | 517 | 518 | 519 |
| 72 | 73 | 74 | 75 | 76 | 520 | 521 | 522 | 525 | 526 |
| 77 | 78 | 79 | 80 | 81 | 527 | 528 | 529 | 530 | 12.424 |
| 82 | 83 | 396 | 397 | 398 | 12.451 | 12.452 | 12.453 | 12.454 | 12.493 |
| 399 | 400 | 412 | 413 | 414 | 12.494 | | | | |

## De Wendel et Ce

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 150.000.000 NF
SIÈGE SOCIAL : 1, RUE PAUL-BAUDRY, PARIS (8e)
R. C. : Seine n° 54-B 4760.

*Obligations* 5 1/2 0/0 1959 *de* 200 *NF.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° De la série comprenant les 6.318 obligations sorties au deuxième tirage d'amortissement effectué le 7 février 1961 ;**

**2° De la série comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | DATES de remboursement. | TAUX de remboursement. |
|---|---|---|
| | | Nouveaux francs. |
| 70.759 à 77.076 | 25 mars 1961 | 220 |
| 182.739 à 187.256 | 25 mars 1960 | 220 |

## ANCIENS ETABLISSEMENTS BERNIER

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS AU CAPITAL DE 1.500.000 NF
SIÈGE SOCIAL : FOURMIES (NORD)
Registre du commerce : Avesnes n° 56-B 89.

*Obligations* 4 1/4 % 1945 *de* 50 *NF.*

**LISTE NUMERIQUE**

**1° Des 87 obligations sorties au quinzième tirage au sort du 31 janvier 1961 formant la totalité de l'annuité à amortir au 1er mars 1961. Ces obligations seront remboursables à 50,01 NF ;**

**2° Des obligations sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 13 | 61 | 673 | 61 | 1.466 | 61 |
| 14 | 61 | 699 | 60 | 1.469 | 61 |
| 54 | 61 | 717 | 61 | 1.497 | 61 |
| 66 | 61 | 735 | 61 | 1.509 | 61 |
| 75 | 61 | 736 | 61 | 1.554 | 61 |
| 109 | 61 | 746 | 61 | 1.571 | 61 |
| 111 | 61 | 776 | 61 | 1.579 | 60 |
| 133 | 61 | 843 | 61 | 1.599 | 60 |
| 134 | 61 | 893 | 61 | 1.614 | 61 |
| 141 | 61 | 928 | 61 | 1.660 | 60 |
| 151 | 61 | 939 | 61 | 1.662 | 56 |
| 191 | 61 | 957 | 61 | 1.678 | 61 |
| 219 | 60 | 975 | 61 | 1.681 | 61 |
| 221 | 61 | 1.001 | 61 | 1.687 | 61 |
| 227 | 60 | 1.030 | 61 | 1.700 | 60 |
| 236 | 61 | 1.106 | 61 | 1.701 | 61 |
| 247 | 61 | 1.125 | 61 | 1.703 | 61 |
| 260 | 61 | 1.153 | 61 | 1.709 | 61 |
| 268 | 61 | 1.183 | 61 | 1.713 | 61 |
| 285 | 61 | 1.188 | 60 | 1.747 | 61 |
| 289 | 61 | 1.198 | 61 | 1.752 | 60 |
| 325 | 61 | 1.207 | 61 | 1.767 | 61 |
| 346 | 61 | 1.223 | 61 | 1.773 | 61 |
| 347 | 61 | 1.233 | 61 | 1.774 | 61 |
| 407 | 60 | 1.242 | 61 | 1.778 | 61 |
| 487 | 59 | 1.252 | 58 | 1.809 | 61 |
| 490 | 58 | 1.264 | 61 | 1.815 | 61 |
| 556 | 61 | 1.288 | 60 | 1.830 | 60 |
| 561 | 61 | 1.316 | 58 | 1.850 | 61 |
| 580 | 61 | 1.328 | 61 | 1.897 | 61 |
| 584 | 61 | 1.354 | 61 | 1.915 | 61 |
| 608 | 61 | 1.429 | 61 | 1.947 | 61 |
| 617 | 61 | 1.455 | 61 | 1.970 | 61 |
| 625 | 61 | 1.462 | 61 | 1.989 | 61 |
| 645 | 61 | 1.463 | 61 | | |

## CHAMBRE DE COMMERCE DE COGNAC

66, AVENUE VICTOR-HUGO, COGNAC

*Emprunt de 7 millions de francs* 6,50 % 1950 *remboursable en trente ans.*

**Liste des obligations sorties au tirage du 2 février 1961 et remboursables à partir du 1er avril 1961.**

521 à 535 inclus.

## TUILERIES DE LEFOREST

CAPITAL : 181.500 NF
SIÈGE SOCIAL : LEFOREST (PAS-DE-CALAIS)
R. C. : Béthune n° 56-B 66.

*Emprunt* 6 0/0 1928.

**Vingt-cinquième amortissement (remboursement général).**

MM. les porteurs d'obligations 6 1/2 0/0 1928 des Tuileries de Leforest sont informés du remboursement par 10 NF, à partir du 15 avril 1961, des obligations de la vingt-cinquième et dernière annuité de remboursement restant en circulation (amortissement général).

Le montant du remboursement se décompose comme suit : prix d'émission, 9,60 NF ; prime de remboursement, 0,40 NF.

## Compagnie des Forges d'Audincourt et Dépendances

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 12.600.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 86, RUE DE COURCELLES, PARIS (8e)

R. C. : Seine n° 57-B 5609.

*Obligations* 4 0/0 1946 *de* 50 *NF.*

**Quinzième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, la Compagnie des forges d'Audincourt et dépendances a procédé au rachat en Bourse des 185 obligations dont l'amortissement est prévu pour le 1er avril 1961.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort au titre de cet amortissement.

Les amortissements précédents ont été également effectués par rachats en Bourse.

## TEXTIL

**(Ex Gillet-Thaon).**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 27.300.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 23, RUE DE MARIGNAN, PARIS (8e)

R. C. : Seine 55-B 8254.

*Obligations* 6 % (*ex* 4 %) 1942 *de* 20 *NF de l'ex-Société anonyme de blanchiments, teintures et impressions prises en charge par la société.*

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des séries comprenant les 355 obligations (compte tenu des obligations précédemment rachetées) sorties au tirage complémentaire du 2 février 1961 et remboursables à partir du 15 mars 1961, coupons du 15 septembre 1961 et suivants attachés, au pair de 20 NF ;**

**2° Des séries comprenant des obligations amorties antérieurement parmi lesquelles il reste des titres non encore remboursés.**

NOTA. — Les nombres portés dans les colonnes en regard des numéros indiquent l'année d'échéance du remboursement.

| | | |
|---|---|---|
| 31 à 40 (60) | 2.281 à 2.290 (60) | 4.081 à 4.090 (57) |
| 191 à 200 (60) | 2.321 à 2.330 (61) | 4.091 à 4.100 (61) |
| 231 à 240 (61) | 2.371 à 2.380 (59) | 4.121 à 4.130 (60) |
| 291 à 300 (60) | 2.431 à 2.440 (59) | 4.151 à 4.160 (60) |
| 341 à 350 (60) | 2.441 à 2.450 (61) | 4.291 à 4.300 (59) |
| 441 à 460 (60) | 2.491 à 2.500 (61) | 4.311 à 4.320 (60) |
| 471 à 480 (58) | 2.531 à 2.540 (61) | 4.331 à 4.340 (55) |
| 491 à 500 (59) | 2.541 à 2.550 (58) | 4.371 à 4.380 (59) |
| 531 à 540 (59) | 2.561 à 2.570 (61) | 4.391 à 4.400 (61) |
| 551 à 560 (60) | 2.571 à 2.580 (60) | 4.491 à 4.500 (61) |
| 571 à 580 (61) | 2.601 à 2.610 (61) | 4.521 à 4.530 (57) |
| 591 à 600 (61) | 2.611 à 2.620 (59) | 4.531 à 4.550 (60) |
| 661 à 670 (58) | 2.641 à 2.660 (60) | 4.551 à 4.560 (57) |
| 691 à 700 (61) | 2.661 à 2.670 (61) | 4.641 à 4.650 (60) |
| 731 à 740 (61) | 2.731 à 2.740 (59) | 4.691 à 4.700 (61) |
| 741 à 750 (59) | 2.801 à 2.810 (60) | 4.701 à 4.710 (60) |
| 791 à 800 (61) | 2.821 à 2.830 (59) | 4.721 à 4.730 (60) |
| 831 à 840 (59) | 2.831 à 2.840 (58) | 4.741 à 4.750 (58) |
| 881 à 890 (61) | 2.851 à 2.860 (61) | 4.751 à 4.760 (61) |
| 931 à 940 (59) | 2.891 à 2.900 (60) | 4.791 à 4.800 (61) |
| 1.181 à 1.190 (60) | 2.901 à 2.910 (59) | 4.851 à 4.860 (60) |
| 1.211 à 1.220 (61) | 2.911 à 2.920 (61) | 4.871 à 4.880 (57) |
| 1.221 à 1.230 (60) | 2.931 à 2.940 (60) | 4.901 à 4.920 (60) |
| 1.251 à 1.260 (59) | 2.961 à 2.970 (61) | 4.971 à 4.980 (58) |
| 1.261 à 1.270 (58) | 3.081 à 3.090 (59) | 4.991 à 4.994 (60) |
| 1.281 à 1.290 (59) | 3.171 à 3.180 (60) | 4.995 à 5.000 (61) |
| 1.361 à 1.370 (59) | 3.231 à 3.240 (60) | 5.001 à 5.010 (58) |
| 1.391 à 1.400 (58) | 3.261 à 3.270 (54) | 5.051 à 5.060 (60) |
| 1.431 à 1.440 (61) | 3.271 à 3.280 (60) | 5.101 à 5.110 (61) |
| 1.501 à 1.510 (59) | 3.281 à 3.290 (57) | 5.141 à 5.150 (61) |
| 1.511 à 1.520 (61) | 3.301 à 3.310 (60) | 5.161 à 5.170 (60) |
| 1.521 à 1.530 (59) | 3.331 à 3.340 (60) | 5.261 à 5.270 (61) |
| 1.591 à 1.600 (61) | 3.351 à 3.360 (59) | 5.281 à 5.290 (60) |
| 1.631 à 1.640 (61) | 3.361 à 3.370 (61) | 5.351 à 5.370 (61) |
| 1.701 à 1.710 (60) | 3.391 à 3.400 (61) | 5.391 à 5.400 (61) |
| 1.731 à 1.740 (61) | 3.411 à 3.420 (61) | 5.461 à 5.470 (61) |
| 1.751 à 1.760 (60) | 3.441 à 3.460 (60) | 5.491 à 5.500 (61) |
| 1.821 à 1.830 (59) | 3.511 à 3.520 (61) | 5.521 à 5.540 (61) |
| 1.941 à 1.950 (61) | 3.561 à 3.570 (60) | 5.551 à 5.560 (61) |
| 1.955 à 1.960 (61) | 3.581 à 3.600 (59) | 5.562 à 5.570 (61) |
| 1.961 à 1.970 (60) | 3.641 à 3.650 (61) | 5.681 à 5.690 (60) |
| 2.031 à 2.045 (58) | 3.661 à 3.670 (61) | 5.711 à 5.720 (59) |
| 2.071 à 2.080 (60) | 3.721 à 3.730 (59) | 5.741 à 5.750 (58) |
| 2.111 à 2.120 (61) | 3.731 à 3.740 (61) | 5.821 à 5.830 (61) |
| 2.191 à 2.200 (61) | 3.981 à 3.990 (61) | 5.931 à 5.940 (61) |
| 2.221 à 2.230 (61) | 4.021 à 4.030 (60) | |

## POMPES ESSA-MICO

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 400.000 NF ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL :

14 A 18, ROUTE DE CHATOU, CARRIERES-SUR-SEINE (SEINE-ET-OISE)

R. C. : Versailles n° 56-B 70.

### TABLEAU D'AMORTISSEMENT

**des 800 obligations 6 0/0 de 100 NF nominal représentant la seconde et dernière tranche de 80.000 NF faisant partie d'un emprunt d'un montant nominal maximum de 200.000 NF** émise suivant décision du conseil d'administration du 22 octobre 1960, en vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale des actionnaires du 6 juin 1958.

*Dates des amortissements et nombre de titres à amortir.*

| | | | |
|---|---|---|---|
| 20 juillet 1961 | 80 | 20 juillet 1966 | 80 |
| — 1962 | 80 | — 1967 | 80 |
| — 1963 | 80 | — 1968 | 80 |
| — 1964 | 80 | — 1969 | 80 |
| — 1965 | 80 | — 1970 | 80 |

## SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DE LA REGION DE TRIE-CHATEAU (OISE)

*Emprunt* 5 0/0 1951 *de* 131.600 *NF.*

**Numéros des 180 obligations sorties au tirage du 27 janvier 1961.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 48 | 88 | 110 | 111 | 1.321 | 1.323 | 1.363 | 1.372 | 1.406 |
| 142 | 153 | 164 | 171 | 188 | 1.423 | 1.436 | 1.469 | 1.475 | 1.484 |
| 206 | 221 | 225 | 232 | 234 | 1.493 | 1.540 | 1.552 | 1.558 | 1.566 |
| 243 | 257 | 260 | 374 | 393 | 1.569 | 1.599 | 1.632 | 1.638 | 1.659 |
| 405 | 408 | 412 | 413 | 416 | 1.672 | 1.686 | 1.693 | 1.699 | 1.703 |
| 418 | 419 | 428 | 436 | 449 | 1.709 | 1.720 | 1.723 | 1.725 | 1.743 |
| 466 | 472 | 474 | 502 | 513 | 1.757 | 1.770 | 1.800 | 1.803 | 1.806 |
| 532 | 536 | 563 | 572 | 573 | 1.818 | 1.828 | 1.849 | 1.860 | 1.865 |
| 586 | 596 | 610 | 618 | 628 | 1.897 | 1.907 | 1.909 | 1.931 | 1.988 |
| 630 | 633 | 641 | 645 | 677 | 1.993 | 1.994 | 2.019 | 2.054 | 2.074 |
| 687 | 689 | 704 | 719 | 761 | 2.075 | 2.086 | 2.125 | 2.155 | 2.176 |
| 777 | 797 | 826 | 839 | 855 | 2.190 | 2.210 | 2.221 | 2.225 | 2.241 |
| 858 | 881 | 887 | 889 | 909 | 2.259 | 2.264 | 2.299 | 2.314 | 2.345 |
| 946 | 948 | 952 | 967 | 991 | 2.354 | 2.361 | 2.365 | 2.376 | 2.386 |
| 1.031 | 1.033 | 1.035 | 1.047 | 1.074 | 2.401 | 2.406 | 2.412 | 2.418 | 2.428 |
| 1.081 | 1.101 | 1.114 | 1.117 | 1.128 | 2.453 | 2.464 | 2.476 | 2.490 | 2.494 |
| 1.157 | 1.187 | 1.191 | 1.231 | 1.245 | 2.503 | 2.518 | 2.556 | 2.580 | 2.584 |
| 1.257 | 1.271 | 1.288 | 1.304 | 1.307 | 2.591 | 2.599 | 2.607 | 2.612 | 2.625 |

## Entraide-Coopérative

Association reconnue d'utilité publique par décret du 22 mars 1926, sous le patronage de la Fédération nationale des coopératives de consommation.

SIÈGE SOCIAL : 89, RUE LA BOÉTIÉ, A PARIS (8e)

Statuts déposés à la préfecture de police le 22 novembre 1922, conformément à la loi du 1er juillet 1901, sous le n° 161617.

*Obligations ex-Enfance coopérative* 4 1/2 0/0 1947 *de* 10 *NF.*

**Liste des 192 obligations sorties au neuvième tirage du 20 décembre 1960 et remboursables à partir du 15 mars 1961.**

5.603 à 5.794

**Titres sortis au tirage précédent et non remboursés.**

678 à 682 — 743 à 752 — 783 à 787 — 798 à 802
804 — 806 — 821 à 840

## TUILERIES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 150.000 NF

SIÈGE SOCIAL : 117, RUE NATIONALE, MARCQ-EN-BARŒUL (NORD)

R. C. : Tourcoing 56-B 98.

*Emprunt* 5 0/0 1931.

**Vingt-cinquième amortissement (remboursement général).**

MM. les porteurs d'obligations 5 0/0 1931 de la Société des tuileries du Nord et du Pas-de-Calais sont informés du remboursement par 10 NF, à partir du 15 avril 1961, des obligations de la vingt-cinquième et dernière annuité de remboursement restant en circulation (amortissement général).

Le montant du remboursement se décompose comme suit : prix d'émission, 9,775 NF ; prime de remboursement, 0,225 NF.

## CLAUDE PAZ ET VISSEAUX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 14.251.260 NF
SIÈGE SOCIAL : 10, RUE COGNACQ-JAY, PARIS (7e)
R. C. : Seine 55-B 10925.

*Obligations* 6 3/4 % 1952 *de* 100 *NF*
émises par la société
**Manufacture française de lampes électriques.**

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des séries comprenant les 482 obligations sorties au neuvième tirage d'amortissement effectué le 10 février 1961** (212 titres ayant été rachetés d'autre part par la société pour compléter l'amortissement et réaliser, en outre, l'amortissement supplémentaire prévu ;

**2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 910 à 1.192 | 15 mars 1957 | 5.460 à 6.030 | 15 mars 1961 |
| 1.563 à 1.969 | 15 mars 1955 | 6.040 à 6.602 | 15 mars 1956 |
| 1.970 à 2.086 | 15 mars 1957 | 7.010 à 7.202 | 15 mars 1961 |
| 2.087 à 2.904 | 15 mars 1959 | 7.833 à 8.561 | 15 mars 1960 |

## IMPRIMERIE CHAIX

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 5.115.000 NF
SIÈGE SOCIAL : 126, RUE DES ROSIERS, SAINT-OUEN (SEINE)
R. C. : Seine 56-B 6248.

*Obligations* 4 % 1945 *de* 20 *NF.*

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des séries comprenant les 86 obligations sorties au cinquième tirage (16e amortissement) effectué le 14 février 1961** (134 titres ayant été rachetés d'autre part par la société en vue de cet amortissement) ;

**2° Des séries comprenant des obligations sorties antérieurement et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | DATES de remboursement. | NUMÉROS | DATES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 5.031 à 5.040 | 15 mars 1961 | 7.381 à 7.390 | 15 mars 1961 |
| 5.351 à 5.360 | 15 mars 1960 | 7.541 à 7.550 | 15 mars 1960 |
| 5.381 à 5.390 | 15 mars 1960 | 7.811 à 7.820 | 15 mars 1961 |
| 6.211 à 6.220 | 15 mars 1961 | 7.911 à 7.920 | 15 mars 1961 |
| 6.341 à 6.350 | 15 mars 1961 | 8.131 à 8.140 | 15 mars 1960 |
| 6.411 à 6.420 | 15 mars 1958 | 8.141 à 8.150 | 15 mars 1961 |
| 6.641 à 6.650 | 15 mars 1961 | 8.181 à 8.190 | 15 mars 1960 |
| 6.671 à 6.680 | 15 mars 1961 | 8.331 à 8.340 | 15 mars 1961 |
| 7.181 à 7.190 | 15 mars 1961 | | |

## SOCIETE CHIMIQUE DE LA GRANDE PAROISSE

**Azote et produits chimiques.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 13.997.000 NF
SIÈGE SOCIAL : 8, RUE COGNACQ-JAY, PARIS (7e)
Registre du commerce : Seine n° 55-B 12665.

*Obligations* 4 1/2 0/0 1942 *de* 50 *NF* (*émission* 1942).

**Dix-neuvième amortissement au 1er mars 1961.**

MM. les porteurs d'obligations 4 1/2 0/0 1942 sont informés que la société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a racheté en Bourse la quantité de titres nécessaires au dix-neuvième amortissement prévu pour le 1er mars 1961.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1961.

**Numéros des obligations sorties aux tirages précédents et non encore remboursées.**

Néant.

## ETABLISSEMENTS Ed. JAEGER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 7.249.987,50 NF
SIÈGE SOCIAL : 2, RUE BAUDIN, LEVALLOIS-PERRET (SEINE)
Registre du commerce : Seine n° 55-B 15019.

*Obligations* 6 0/0 1956 *de* 100 *NF.*

### LISTE NUMERIQUE

**1° De la série comprenant les 1.591 obligations sorties au cinquième tirage au sort du 8 février 1961 formant, avec les 70 obligations rachetées en Bourse, la totalité des titres à amortir au 1er mars 1961;**

**2° Des séries sorties aux tirages précédents parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

| NUMÉROS EXTRÊMES DES SÉRIES | ANNÉES de remboursement. | MONTANT du remboursement. |
|---|---|---|
| | | Nouveaux francs. |
| 9.215 à 10.876 | 61 | 106,04 |
| 18.312 à 19.206 | 59 | 105,89 |
| 33.140 à 34.140 | 60 | 106,03 |
| 34.141 à 35.198 | 58 | 105,51 |
| 35.199 à 35.434 | 60 | 106,03 |

# CONCESSIONS DIVERSES

### AVIS

**Demande de permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux.**

Par pétition du 4 janvier 1961, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine, dont le siège social est à Paris (8e), 16, cours Albert-Ier, sollicite l'octroi, pour une durée de quatre ans, d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux portant sur une partie des départements de l'Ain et de Saône-et-Loire et couvrant une superficie d'environ 1.557 kilomètres carrés.

En exécution des prescriptions du décret n° 55-1154 du 27 août 1955 modifié, une enquête sur cette demande sera ouverte du 14 février au 15 mars 1961 inclus.

Pendant la durée de l'enquête, un exemplaire de la demande et de ses annexes (y compris un extrait de carte au 1/200.000 portant les limites du périmètre) seront déposés dans les préfectures de l'Ain et de Saône-et-Loire et au ministère de l'industrie, direction des mines, 1er bureau, 99, rue de Grenelle, Paris (7e), où le public pourra en prendre connaissance tous les jours ouvrables.

Les observations seront soit consignées par leurs auteurs sur les registres ouverts à cet effet dans chaque préfecture intéressée, soit adressées par lettre recommandée à chaque préfet intéressé par ces observations.

Les oppositions devront être adressées par leurs auteurs à chaque préfet intéressé par ces oppositions avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 15 mars 1961.

Les demandes en concurrence, constituées dans les formes prescrites aux articles 2 et 3 du décret n° 55-1154 du 27 août 1955, devront être déposées avant l'expiration d'un délai de quinze jours à partir de la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mars 1961, dans les conditions suivantes:

L'original sur timbre avec ses annexes et une copie au ministère de l'industrie, direction des mines, 99, rue de Grenelle, Paris (7e);

Une copie de la demande avec ses annexes au ministère de l'industrie, direction des carburants, 85, boulevard du Montparnasse, Paris (6e);

Une copie au préfet de chaque département sur lequel porte le permis sollicité.

Les demandes en concurrence et les oppositions devront en outre être notifiées par leurs auteurs à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cet avis, ou à défaut le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise, devra être adressé:

Si l'opposition ou la concurrence porte sur un seul département, au préfet du département intéressé par cette opposition ou cette concurrence;

Si l'opposition ou la concurrence porte sur plusieurs départements, au ministère de l'industrie, direction des mines, 99, rue de Grenelle, Paris (7e).

## AVIS

### Attribution d'un gisement minier.

Par une pétition en date du 5 octobre 1960, les Houillères du bassin de Provence, 39, rue Sylvabelle, Marseille (6e), sollicitent, en application des articles 66 et 148 du code minier, l'attribution d'un gisement de lignite sur une partie du territoire des communes de Meyreuil et Fuveau, arrondissement d'Aix-en-Provence, département des Bouches-du-Rhône.

Ce gisement serait limité par un périmètre dont les sommets A B C sont désignés ci-après :

Sommet A. — Intersection du bord méridional de la route nationale n° 7 de Paris à Antibes avec le bord oriental de la route nationale n° 96 de Toulon à Sisteron.

Sommet B. — Intersection de la route départementale n° 6 de la Malle à Trets et de la droite partant du point A et passant par l'arête Sud-Est du mas de Cambrette.

Sommet C. — Intersection de la route départementale n° 6 de la Malle à Trets et de la droite partant du clocher du Tholonet (axe du clocheton) et passant par le point A.

Du point A au point B, la limite est constituée par un segment de droite formant une partie de la limite Est de la concession de Meyreuil.

Du point B au point C, la limite suit la route départementale n° 6 de la Malle à Trets et se confond avec une portion de la limite Nord de la Grande Concession.

Du point C au point A, la limite est constituée par un segment de droite.

Ces limites renferment une étendue de 1,9786 kilomètre carré environ.

Les Houillères du bassin de Provence offrent aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre sollicité une redevance tréfoncière, une fois payée, de 3 nouveaux francs par hectare.

A la demande est annexé un plan en triple exemplaire, à l'échelle de 10 millimètres par 100 mètres, du gisement dont l'attribution est sollicitée.

En exécution des prescriptions du décret n° 52-245 du 3 mars 1952, une enquête d'une durée de deux mois sur ladite pétition sera ouverte du 30 janvier 1961 au 30 mars 1961 inclus.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

19 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de Tiaret. **Association des anciens combattants, section Sahari.** But : œuvrer pour l'union des anciens combattants et venir en aide aux plus nécessiteux d'entre eux. Siège social : Nadourah (commune de Sahari).

20 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de l'Eure. **Comité de jumelage de Conches.** But : développer dans tous les domaines les relations et les échanges culturels, touristiques, économiques et sociaux entre les villes jumelées avec Conches. Siège social : mairie de Conches.

23 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Montreuil-sur-Mer. **Entente commerciale et artisanale d'Hesdin et environs.** But : expansion du commerce local. Siège social : 23, rue du Général-Tripier, Hesdin (Pas-de-Calais).

24 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie. **Cochonnet porchevillois.** But : favoriser le développement des jeux de boules et établir entre tous ses membres des relations amicales. Siège social : La Petite Auberge, Porcheville (Seine-et-Oise).

24 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Association des anciens stagiaires syndicalistes Force ouvrière aux U. S. A.** But : maintien de liens entre les anciens stagiaires et établissement de relations permanentes avec des personnalités ou groupements des Etats-Unis intéressés par les questions sociales, syndicales, économiques et culturelles. Siège social : 198, avenue du Maine, Paris.

25 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. **Club Loisirs du Bocage.** But : organisation et développement des loisirs des populations rurales de Lorrez-le-Bocage et environs. Siège social : mairie de Lorrez-le-Bocage.

25 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de l'Ain. **Amicale des sapeurs-pompiers de Saint-Trivier-sur-Moignans.** But : subvenir aux frais de concours et fêtes ayant un but de perfectionnement ; resserrer les liens de camaraderie et entraide. Siège social : mairie de Saint-Trivier-sur-Moignans.

25 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Amicale des sapeurs-pompiers de Bazouges-la-Pérouse.** But : organiser des fêtes, bals, séances récréatives en l'honneur du corps des sapeurs-pompiers ; les recettes provenant de ces manifestations serviront à venir en aide aux familles des sapeurs-pompiers ou aux ex-sapeurs victimes d'accidents ou de graves maladies. Siège social : mairie de Bazouges-la-Pérouse (Ille-et-Vilaine).

25 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. **Groupement cyclotouristique des Trois-Ponts.** But : grouper les cyclotouristes des trois communes : Saint-Just-sur-Loire, Saint-Rambert, Andrézieux. Siège social : local du Mimosas Dancing, « le Pont », Andrézieux (Loire).

26 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Pontoise. **Association de défense des intérêts des propriétaires, locataires attributaires et locataires de Noisy-le-Grand.** But : défense des attributaires et locataires de Noisy-le-Grand. Siège social : 6, rue de la République, Noisy-le-Grand (Seine-et-Oise).

27 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de la Mayenne. **Groupement de défense sanitaire de l'élevage de la Bigottière.** But : lutter contre les maladies contagieuses et parasitaires des animaux domestiques chez ses adhérents en vue d'assurer le bon état de santé du cheptel. Siège social : mairie de la Bigottière.

27 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Malo. **Association locale des aides familiales rurales de Dol-de-Bretagne.** But : aide aux familles. Siège social : mairie de Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).

30 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. **Association pour l'aide à domicile aux vieillards et aux isolés.** But : dans la mesure de ses possibilités et des ressources dont elle pourra disposer en coordonnant son action avec celle des œuvres déjà existantes ou en complétant l'activité de ces dernières, venir en aide aux personnes âgées et plus particulièrement aux vieillards malades et aux isolés, sous la forme essentielle d'une participation aux tâches ménagères et d'une présence auprès d'eux. Siège social : 6, avenue du Lycée, Morlaix (Finistère).

30 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Condom. **Saint-Hubert-Club condomois.** But : organisation de la chasse sur les territoires de la société, répression du braconnage, repeuplement. Siège social : mairie de Condom (Gers).

30 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de police. **Association Spina-Bifida.** But : traiter et rééduquer les enfants atteints de spina-bifida ; étudier tous les moyens appropriés pour améliorer les traitements actuellement connus. Siège social : 9, square Alboni, Paris.

31 janvier 1961. Déclaration à la préfecture du Var. **Les Boulomanes muyois.** But : encourager la pratique du jeu de boules provençal « à la longue ». Siège social : maison Mansard, route nationale, le Muy.

31 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Fougères. **Conseil de parents d'élèves du collège d'enseignement général de Saint-Georges-de-Reintembault.** But : liaison entre l'école et les familles ; défendre les intérêts matériels et moraux de l'école ; représenter les parents près des pouvoirs publics ; défense de l'école publique ; soutien des œuvres post et périscolaires. Siège social : collège d'enseignement général, Saint-Georges-de-Reintembault (Ille-et-Vilaine).

31 janvier 1961. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. **Association pour faciliter l'accession à la propriété.** But : faciliter à ses adhérents l'accession à la propriété, en particulier sur le territoire de la commune du Rove et la Calanque-de-la-Vesse. Siège social : 402, boulevard National, Marseille.

31 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de la Drôme. **Comité des fêtes de Bonlieu-sur-Roubion.** But : apporter une aide financière aux œuvres publiques existant actuellement dans la commune, telles que caisse des écoles, section des sapeurs-pompiers, ainsi que celles qui pourraient se créer à l'avenir. Siège social : mairie de Bonlieu-sur-Roubion.

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche. **Association locale des aides familiales de Fleurie.** But : aide aux familles. Siège social : foyer rural de Fleurie (Rhône).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Montbéliard. **Francs et Franches Camarades d'Etupes.** But: offrir aux enfants et adolescents, garçons et filles, des loisirs sains et éducatifs. Siège social: école du nouveau lotissement du Château, Etupes (Doubs).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture d'Avallon. **Société de chasse de Villon.** But: chasse dans les bois communaux de Villon. Siège social: mairie de Villon (Yonne).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole d'Etouars-et-le-Bourdeix.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: école du Bourdeix, Etouars-et-le-Bourdeix (Dordogne).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de Busserolles.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: école de Busserolles (Dordogne).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de la Coquille.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: salle des cours postscolaires agricoles, la Coquille (Dordogne).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de Jumilhac-le-Grand.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: salle des cours postscolaires agricoles, Jumilhac-le-Grand (Dordogne).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de Saint-Martin-le-Pin.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: école de Saint-Martin-le-Pin (Dordogne).

1er février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Nontron. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de Thiviers.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: salle des cours postscolaires agricoles, Thiviers (Dordogne).

2 février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Sarlat. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de Saint-Pardoux-et-Vielvic.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: mairie de Saint-Pardoux-et-Vielvic (Dordogne).

2 février 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Sarlat. **Centre d'information et de vulgarisation agricoles et ménager agricole de Ladornac.** But: diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales pour élever le niveau de vie et permettre l'émancipation intellectuelle, sociale et technique des agriculteurs. Siège social: école de Ladornac (Dordogne).

## MODIFICATIONS

19 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de la Loire-Atlantique. **Les Papillons blancs.** Nouveau but: étudier et défendre les intérêts moraux et matériels des enfants déficients; entretenir entre les adhérents l'esprit familial et de solidarité indispensable et leur apporter pour leurs enfants un appui matériel et moral; leur venir en aide par des renseignements et des conseils, leur procurer, le cas échéant, l'assistance d'un service d'hygiène ou d'une direction médicale spécialisée, leur faciliter l'organisation de cours appropriés ou de leçons individuelles en vue de la rééducation ou de la réadaptation de leurs enfants, généralement promouvoir et mettre en œuvre tout ce qui peut être utile pour le meilleur développement physique, intellectuel et moral de ces enfants; assumer les tâches de coordination et de liaison avec la fédération nationale des Papillons blancs et l'U. N. A. P. E. I. ou toute autre œuvre ayant un but similaire; mettre à la disposition de ses membres, autant qu'il sera possible, des maisons de vacances, de repos, de santé ou de retraite où les enfants déficients, privés de famille ou de soutien, puissent également, et au même titre que les enfants des adhérents, être, après décision souveraine du conseil d'administration, reçus, hospitalisés et soignés dans une atmosphère familiale et dévouée. Transfert du siège social de l'avenue du Parc-de-Procé, Nantes, au 6, rue Kervegan, Nantes.

19 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Sens. L'association **Servir** transfère son siège social du 7, rue du Faubourg-Saint-Laurent, Villeneuve-sur-Yonne, au chemin du Saucil, Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).

19 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Lesparre. **L'Amicale des anciens cols bleus du Médoc** transfère son siège social de chez M. Gachet, route de Pauillac, à Hourtin, chez M. Grellier, restaurateur, lieudit Contant, Hourtin (Gironde).

25 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Grasse. L'association **Lions-Club de Grasse** transfère son siège social du 2, boulevard Victor-Hugo, Grasse, à l'hôtel Beausoleil, boulevard Crouët, Grasse (Alpes-Maritimes).

26 janvier 1961. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. L'Association des originaires de l'A. O. F. et de l'A. E. F. change son titre, qui devient: **Association France-Afrique noire.** Siège social: 20, rue Puvis-de-Chavannes, Marseille.

27 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de police. Le **Centre d'études du commerce** transfère son siège social du 14, rue Chateaubriand, Paris, au 2, place de la Bourse, Paris.

31 janvier 1961. Déclaration à la sous-préfecture de Vire. L'Association des parents d'élèves du collège Emile-Maupas et de l'école supérieure de Vire change son titre, qui devient: **Association des parents d'élèves des lycées de Vire.** Siège social: mairie de Vire (Calvados).

6 février 1961. Déclaration à la préfecture de Seine-et-Marne. L'association Sport, Camping change son titre, qui devient: **Sport, camping, chasse, pêche.** Additif au but: pratique de la chasse et de la pêche. Siège social: 10, rue du Cormier, Bois-le-Roi.

8 février 1961. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. L'**Association des parents d'élèves de l'école libre de filles Notre-Dame** transfère son siège social de la rue de la Préfecture, Dijon, au 22, boulevard G.-Clemenceau, Dijon.

8 février 1961. Déclaration à la préfecture de Troyes. La section **Concours et compétitions Martins-Pêcheurs de Troyes** transfère son siège social du 47, rue du Général-Saussier, Troyes, au café du Pont-Vert, 114, avenue Chomedey-de-Maisonneuve, Troyes.

8 février 1961. Déclaration à la préfecture de la Loire. L'association dite **Les fils des tués de la Loire** transfère son siège social du foyer du rapatrié, 13, rue Dugas-Montbel, Saint-Chamond, au 44, cours Fauriel, Saint-Etienne.

14 février 1961. Déclaration à la préfecture de la Loire. La Maison de la liberté change son titre, qui devient: **Cercle pour la liberté de la culture.** Siège social: 12, rue du 4-Septembre, Saint-Etienne.

## DISSOLUTIONS

10 février 1961. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Amicale des hommes de Sainte-Cécile.** Dissolution de l'association. Siège social: 1, rue Sainte-Cécile, le Havre (Seine-Maritime).

11 février 1961. Déclaration à la sous-préfecture du Havre. **Union sportive Croix-Bleue.** Dissolution de l'association. Siège social: salle Jean-Lozach, cité Arthur-Fleury, Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime).

# ASSOCIATIONS ETRANGERES

## MODIFICATIONS

20 janvier 1961. Déclaration à la préfecture de police. L'Association internationale des exploitants d'entrepôts frigorifiques publics (A. I. E. F.) change son titre, qui devient: **Association européenne des exploitations frigorifiques (A. E. E. F.)**, et transfère son siège social du 42, rue du Louvre, Paris, au 21, rue d'Artois, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels 26 rue Desaix